

Mémemorandum d'étude sur la sécurité nationale

NSSM 200

Implications de la croissance démographique mondiale
Pour la sécurité américaine et les intérêts à l'étranger
(LE RAPPORT DE KISSINGER)

10 décembre 1974

CLASSIFIÉ PAR Harry C. Blaney, III
SOUS RÉSERVE DE DÉCLASSIFICATION GÉNÉRALE CALENDRIER
DE L'ORDRE EXÉCUTIF 11652 AUTOMATIQUÉMENT RÉDUIT À DEUX
ANS ET DÉCLASSIFIÉ
LE 31 DÉCEMBRE 1980.

Ce document ne peut être déclassifié que par la Maison Blanche.

Déclassifié / sorti le 03/07/89
conformément aux dispositions de l'OE 12356
par F. Graboske, Conseil national de sécurité

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Des pages</u>
<u>Résumé</u>	4-17
<u>Partie un --</u>	
	<u>Section analytique</u>
Chapitre I	Tendances démographiques mondiales 19-34
Chapitre II	Population et approvisionnement alimentaire mondial 34-39
Chapitre III	Minéraux et combustibles 40-49
Chapitre IV	Développement économique et croissance démographique 50-55
Chapitre V	Implications des pressions démographiques sur la sécurité nationale 56-65
Chapitre VI	Conférence mondiale sur la population 66-72
<u>Deuxième partie --</u>	<u>Recommandations politiques</u> 73
Section I	Une stratégie démographique mondiale américaine 74-84
Section II	Action pour créer les conditions du déclin de la fécondité: population et stratégie d'aide au développement 85-105
	UNE. Stratégie générale et ressource pour l'assistance AID 85-91
	B. Programmes d'assistance fonctionnelle pour créer les conditions d'un déclin de la fécondité 92-102
	C. Programme Food for Peace et population 103-105
Section III	Organisations internationales et autres programmes multilatéraux de population 106-107
	UNE. Organisation des Nations Unies et institutions spécialisées
	B. Encourager les organisations privées

Section IV	Fourniture et développement de services de planification familiale, d'information et de technologie	108-120
UNE.	Recherche pour améliorer la technologie de contrôle de la fertilité	
B.	Développement de systèmes de livraison à faible coût	
C.	Utilisation des moyens de communication de masse et du système de communication par satellite pour la planification familiale	
Section V	Action pour développer un engagement politique et populaire mondial en faveur de la stabilité de la population	121-123

RÉSUMÉ EXÉCUTIFTendances démographiques mondiales

1. La croissance de la population mondiale depuis la 11^e guerre mondiale est quantitativement et qualitativement différent de toute époque antérieure de l'histoire humaine. La réduction rapide des taux de mortalité, inégalée par les réductions correspondantes des taux de natalité, a amené les taux de croissance totale à près de 2% par an, contre environ 1% avant la Seconde Guerre mondiale, moins de 0,5% en 1750-1900 et des taux bien inférieurs avant 1750. L'effet est de doubler la population mondiale en 35 ans au lieu de 100 ans. Près de 80 millions sont désormais ajoutés chaque année, contre 10 millions en 1900.

2. La deuxième caractéristique nouvelle des tendances démographiques est la nette différenciation entre les et les pays pauvres. Depuis 1950, la population du premier groupe a augmenté de 0 à 1,5 pour cent par an et dans le second de 2,0 à 3,5 pour cent (doublant en 20 à 35 ans). Certains des taux d'augmentation les plus élevés se trouvent dans des zones déjà densément peuplées et avec une base de ressources faible.

3. En raison de l'élan de la dynamique de la population, la réduction des taux de natalité affecte les nombres totaux seulement lentement. Les taux de natalité élevés dans un passé récent ont entraîné une proportion élevée dans les groupes d'âge les plus jeunes, de sorte que la population continuera à augmenter considérablement pendant de nombreuses années, même si une famille de deux enfants devait devenir la norme à l'avenir. Les politiques de réduction de la fécondité n'auront leurs principaux effets sur les effectifs totaux qu'après plusieurs décennies. Cependant, si les futurs chiffres doivent être maintenus dans des limites raisonnables, il est urgent que des mesures de réduction de la fécondité soient prises et rendues effectives dans les années 70 et 80. En outre, les programmes lancés dès maintenant pour réduire les taux de natalité présenteront des avantages à court terme pour les pays en développement en ce qui concerne la baisse de la demande de services alimentaires, sanitaires, éducatifs et autres et une capacité accrue de contribuer aux investissements productifs, accélérant ainsi le développement.

4. Les estimations de l'ONU utilisent les 3,6 milliards d'habitants de 1970 comme base (il y en a près de 4 milliards maintenant) et projeter d'environ 6 milliards à 8 milliards de personnes pour l'an 2000 avec l'estimation moyenne américaine à 6,4 milliards. Les projections moyennes américaines montrent une population mondiale de 12 milliards d'ici 2075, ce qui implique une multiplication par cinq en Asie du Sud et du Sud-Est et en Amérique latine et une multiplication par sept en Afrique, contre un doublement en Asie de l'Est et une augmentation de 40% dans les pays actuellement développés (voir tableau I). La plupart des démographes, y compris les

L'ONU et le US Population Council considèrent la fourchette de 10 à 13 milliards comme le niveau le plus probable pour la stabilité de la population mondiale, même avec des efforts intensifs de contrôle de la fécondité. (Ces chiffres supposent que suffisamment de nourriture pourrait être produite et distribuée pour éviter la limitation par les famines.)

Adéquation des approvisionnements alimentaires mondiaux

5. La croissance démographique aura un impact sérieux sur les besoins alimentaires, en particulier dans les PMA les plus pauvres et les plus dynamiques. Alors que dans des conditions météorologiques normales et en supposant une croissance de la production alimentaire conforme aux tendances récentes, la production agricole mondiale totale pourrait augmenter plus rapidement que la population, il y aura néanmoins de graves problèmes de distribution et de financement des denrées alimentaires, ce qui rend les pénuries, même aux faibles niveaux de nutrition actuels, probables en beaucoup des plus grandes régions des PMA les plus peuplées. Aujourd'hui encore, 10 à 20 millions de personnes meurent chaque année, directement ou indirectement, de la malnutrition. Plus grave encore est la conséquence des mauvaises récoltes majeures qui risquent de se produire de temps à autre.

6. La conséquence la plus grave à court et moyen terme est la possibilité

famines massives dans certaines parties du monde, en particulier dans les régions les plus pauvres. Les besoins alimentaires mondiaux augmentent de 2-1 / 2 pour cent ou plus par an (ce qui permet une modeste allocation pour une alimentation et une nutrition améliorées) à un moment où les engrais facilement disponibles et les terres bien arrosées sont déjà largement utilisés. Par conséquent, les ajouts à la production alimentaire doivent provenir principalement de rendements plus élevés. Les pays à forte croissance démographique ne peuvent pas se permettre des importations en croissance constante, mais pour eux, augmenter régulièrement la production alimentaire de 2 à 4 pour cent au cours de la prochaine ou des deux prochaines générations est un défi de taille. Les besoins en capitaux et en devises pour l'agriculture intensive sont lourds et sont aggravés par les augmentations des coûts de l'énergie, les pénuries d'engrais et les hausses de prix. L'institutionnel, technique,

7. En outre, dans certaines régions surpeuplées, la croissance démographique rapide environnement fragile d'une manière qui menace la production alimentaire à plus long terme: par la culture de terres marginales, le surpâturage, la désertification, la déforestation et l'érosion des sols, avec la destruction des terres et la pollution de l'eau, l'envasement rapide des réservoirs et la dégradation des pêches continentales et côtières .

Minéraux et combustibles

8. La croissance démographique rapide n'est pas en soi un facteur majeur de pression sur les ressources (combustibles fossiles et autres minéraux), car leur demande dépend davantage des niveaux de production industrielle que du nombre de personnes. D'un autre côté, le monde est de plus en plus tributaire des approvisionnements en minéraux des pays en développement, et si la rapidité de la population nuit à leurs perspectives de développement économique et de progrès social, l'instabilité qui en résulte peut compromettre les conditions d'une production accrue et d'un flux soutenu de ces ressources.

9. Il y aura de graves problèmes pour certains des PMA les plus pauvres dont la population est rapide croissance. Ils auront de plus en plus de mal à payer les matières premières et l'énergie nécessaires. L'engrais, vital pour leur propre production agricole, sera difficile à obtenir au cours des prochaines années. Les importations de carburant et d'autres matériaux entraîneront de graves problèmes qui pourraient États-Unis, tant par la nécessité de fournir un soutien financier plus important que par les efforts des PMA pour obtenir

de meilleurs termes de l'échange grâce à des prix plus élevés pour les

exportations. Développement économique et croissance démographique

10. La croissance démographique rapide freine gravement les taux de développement économique autrement réalisable, parfois au point d'empêcher toute augmentation du revenu par habitant. Outre l'impact global sur les revenus par habitant, la croissance démographique rapide affecte gravement une vaste gamme d'autres aspects de la qualité de la vie importants pour le progrès social et économique dans les PMA.

11. Les facteurs économiques défavorables qui résultent généralement d'une croissance démographique rapide comprennent:

- - réduction de l'épargne familiale et de l'investissement domestique;
- - besoin accru de devises importantes pour les importations alimentaires;
- - l'intensification du chômage et du sous-emploi sévères;
- - la nécessité de dépenses importantes pour des services tels que le soutien à la dépendance, l'éducation et la santé qui seraient utilisés pour des investissements plus productifs;
- - la concentration des ressources de développement sur l'augmentation de la production alimentaire pour assurer la survie d'une population plus nombreuse, plutôt que sur l'amélioration des conditions de vie pour un nombre total plus restreint.

12. Alors que le PNB a augmenté par an à un taux moyen de 5 pour cent dans les PMA au cours de la dernière décennie, l'augmentation de la population de 2,5 pour cent a réduit le taux de croissance annuel moyen par habitant à seulement 2,5 pour cent. Dans de nombreuses régions très peuplées, ce taux était de 2 pour cent ou moins. Dans les PMA les plus durement touchés par la crise pétrolière, avec une population totale de 800 millions d'habitants, les augmentations du PNB pourraient être réduites à moins de 1 pour cent par habitant et par an pendant le reste des années 70. Pour la moitié la plus pauvre de la population de ces pays, dont les revenus moyens sont inférieurs à 100 dollars, la perspective est d'aucune croissance ni de régression pour cette période.

13. Si des progrès significatifs peuvent être accomplis dans le ralentissement de la croissance démographique, l'impact positif sur la croissance du PNB et du revenu par habitant sera significative. De plus, le progrès économique et social contribuera probablement davantage à la baisse des taux de fécondité.

14. Les taux de natalité élevés semblent provenir principalement:

- a. une information et une disponibilité insuffisantes des moyens de contrôle de la fertilité;
- b. une motivation inadéquate pour un nombre réduit d'enfants, associée à une motivation pour de nombreux enfants en raison d'une mortalité infantile et juvénile encore élevée et d'un besoin d'aide pendant la vieillesse; et

- C. la lenteur du changement des préférences familiales en réponse aux changements de l'environnement.

15. L'objectif universel d'améliorer le niveau de vie dans le monde dicte que

la croissance économique dépasse la croissance démographique. Dans de nombreuses régions du monde à forte croissance démographique, la plus grande partie du PNB est consommée, avec seulement une petite quantité économisée. Ainsi, une petite partie du PNB est disponible pour l'investissement - le «moteur» de la croissance économique. La plupart des experts conviennent que, avec des coûts par accepteur assez constants, les dépenses consacrées à des services efficaces de planification familiale sont généralement l'un des investissements les plus rentables pour un pays PMA cherchant à améliorer le bien-être général et la croissance économique par habitant. Nous ne pouvons pas attendre que la modernisation et le développement globaux produisent naturellement des taux de fécondité plus bas, car cela prendra sans aucun doute plusieurs décennies dans la plupart des pays en développement, période pendant laquelle une croissance démographique rapide tendra à ralentir le développement et à creuser encore plus l'écart entre riches et pauvres.

16. Les relations entre le développement et la croissance démographique sont complexes et

pas entièrement compris. Certains aspects du développement économique et de la modernisation semblent être plus directement liés à la baisse des taux de natalité que d'autres. Ainsi, certains programmes de développement peuvent permettre une transition démographique plus rapide vers des taux de fécondité inférieurs à d'autres aspects du développement. Le Plan d'action mondial sur la population adopté à la Conférence mondiale sur la population recommande que les pays qui s'efforcent d'influer sur les niveaux de fécondité donnent la priorité aux programmes de développement et aux stratégies de santé et d'éducation qui ont un effet décisif sur la fécondité. La coopération internationale devrait donner la priorité à l'appui à ces efforts nationaux. Ces programmes comprennent: a) l'amélioration des soins de santé et de la nutrition pour réduire la mortalité infantile; b) l'éducation et l'amélioration du statut social des femmes; c) augmentation de l'emploi des femmes; d) amélioration de la sécurité de la vieillesse; et e) assistance aux ruraux pauvres, qui ont généralement la fécondité la plus élevée, avec des actions de redistribution des revenus et des ressources, y compris la fourniture de fermes privées. Cependant, on ne peut pas passer simplement de l'identification des relations à des programmes opérationnels spécifiques à grande échelle. Par exemple, nous ne connaissons pas encore de moyens rentables d'encourager une augmentation de l'emploi des femmes, en particulier si nous voulons ne pas augmenter le chômage des hommes. Nous ne savons pas encore quels ensembles de programmes spécifiques seront les plus rentables dans de nombreuses situations. nous ne connaissons pas encore de moyens rentables d'encourager une augmentation de l'emploi féminin, en particulier si nous voulons ne pas augmenter le chômage masculin. Nous ne savons pas encore quels ensembles de programmes spécifiques seront les plus rentables dans de nombreuses situations. nous ne connaissons pas encore de moyens rentables d'encourager une augmentation de l'emploi féminin, en particulier si nous voulons ne pas augmenter le chômage masculin.

17. Il est nécessaire d'obtenir plus d'informations sur le rapport coût-efficacité des différentes approches

le côté «offre» et «demande» du tableau. Du côté de l'offre, des efforts intenses sont nécessaires pour assurer la disponibilité complète d'ici 1980 des informations et des moyens de contraception pour tous (individus fertiles, en particulier dans les zones rurales. Des améliorations sont également nécessaires dans les méthodes de contrôle des naissances les plus acceptables et utilisables par les ruraux pauvres. . Du côté de la demande, d'autres projets et programmes d'action d'expérimentation et de mise en œuvre sont nécessaires. En particulier, des recherches supplémentaires sont nécessaires sur la motivation des plus pauvres qui ont souvent les taux de fécondité les plus élevés. Les programmes d'assistance doivent être ciblés plus précisément sur ce groupe que par le passé.

18. Il se peut que la taille de la famille souhaitée ne baisse pas pour atteindre des niveaux de remplacement proches jusqu'à ce que le sort des ruraux pauvres des PMA s'améliore dans la mesure où les avantages de la réduction de la taille de la famille

leur semblent l'emporter sur les coûts. Pour les citadins, un élément en croissance rapide dans les PMA, le risque d'avoir trop d'enfants devient déjà apparent. Les bénéficiaires de l'aide et les donateurs doivent également mettre l'accent sur le développement et l'amélioration de la qualité de vie des pauvres, si l'on veut faire des progrès significatifs dans le contrôle de la croissance démographique. Bien qu'elle ait été adoptée principalement pour d'autres raisons, la nouvelle insistance de la législation de l'AID sur les problèmes des pauvres (qui se reflète dans des changements comparables dans l'orientation politique par d'autres donateurs et par un nombre croissant de PMA) est directement pertinente aux conditions requises pour la fécondité. réduction.

Effets politiques des facteurs démographiques

19. Les conséquences politiques des facteurs démographiques actuels dans les PMA - croissance rapide, migration interne, pourcentages élevés de jeunes, lente amélioration du niveau de vie, concentrations urbaines et pressions pour la migration étrangère — sont préjudiciables à la stabilité interne et aux relations internationales des pays dont la promotion est intéressée par les États-Unis, créant ainsi des problèmes de sécurité politique ou même nationale pour les États-Unis. Dans un sens plus large, il existe un risque majeur de graves dommages pour les économies mondiales, politiques et systèmes écologiques et, à mesure que ces systèmes commencent à échouer, à nos valeurs humanitaires.

20. Le rythme de la migration interne des campagnes vers les villes surdimensionnées est intensifié par une croissance démographique rapide. Des fardeaux énormes sont placés sur les gouvernements des PMA pour l'administration publique, l'assainissement, l'éducation, la police et d'autres services, et les habitants des bidonvilles urbains (bien qu'ils ne soient apparemment pas des migrants récents) peuvent servir de force volatile et violente qui menace la stabilité politique.

21. Les conditions socio-économiques défavorables générées par ces facteurs et par des facteurs connexes peuvent contribuer à des niveaux élevés et croissants d'abandon d'enfants, de délinquance juvénile, de sous-emploi et de chômage chroniques et croissants, de petits vols, de briganderie organisée, d'émeutes de la faim, de mouvements séparatistes, de massacres communautaires, d'actions révolutionnaires et de coupe contre-révolutionnaire. Ces conditions portent également atteinte à l'environnement nécessaire pour attirer les capitaux étrangers indispensables à l'augmentation des niveaux de croissance économique dans ces régions. Si ces conditions aboutissent à l'expropriation d'intérêts étrangers, une telle action, d'un point de vue économique, n'est dans le meilleur intérêt ni du pays investisseur ni du gouvernement hôte.

22. Dans les relations internationales, les facteurs démographiques sont cruciaux et souvent déterminants conflits violents dans les régions en développement. Les conflits qui sont considérés principalement en termes politiques ont souvent des racines démographiques. La reconnaissance de ces relations apparaît cruciale pour toute compréhension ou prévention de telles hostilités.

Objectifs généraux et exigences pour faire face à une croissance démographique rapide

23. La question centrale de la politique démographique mondiale en 1974 est de savoir si l'humanité doit rester sur la voie d'une population ultime de 12 à 15 milliards - ce qui implique une multiplication par cinq à sept dans presque tout le monde sous-développé en dehors de la Chine - ou si (malgré l'élan de la croissance démographique) elle peut être basculé au cours de

la stabilité de la population la plus précoce possible - ce qui implique des totaux ultimes de 8 à 9 milliards et pas plus de trois ou quatre fois dans n'importe quelle grande région.

24. Quels sont les enjeux? Nous ne savons pas si les développements technologiques

il est possible de nourrir plus de 8 et encore moins 12 milliards de personnes au 21^e siècle. Nous ne pouvons être entièrement certains que les changements climatiques de la prochaine décennie ne créeront pas de grandes difficultés pour nourrir une population croissante, en particulier les habitants des PMA qui vivent dans des conditions de plus en plus marginales et vulnérables. Il existe au moins la possibilité que les développements actuels pointent vers les conditions malthusiennes dans de nombreuses régions du monde.

25. Mais même si la survie de ces nombres beaucoup plus importants est possible, il est fort probable que être une simple survie, avec tous les efforts déployés dans les bonnes années pour fournir un minimum de nutrition et une dépendance totale dans les mauvaises années aux efforts de sauvetage d'urgence des pays les moins peuplés et les plus riches du monde. À plus court terme - d'ici l'an 2000 - la différence entre les deux cours peut être un gain matériel perceptible dans les régions pauvres surpeuplées et une certaine amélioration de la répartition relative des cours à l'intérieur des pays. par habitant revenus entre riches et pauvres, contre la pauvreté permanente et l'élargissement des écarts de revenus. Un effort beaucoup plus vigoureux pour ralentir la croissance démographique peut également signifier une très grande différence entre d'énormes tragédies de malnutrition et de famine par rapport aux seules maladies chroniques graves.

Recommandations politiques

26. Il n'existe pas d'approche unique qui "résoudra" le problème de la population. Les facteurs sociaux et économiques complexes en jeu exigent une stratégie globale comportant des éléments à la fois bilatéraux et multilatéraux. Dans le même temps, les actions et programmes doivent être adaptés à des pays et groupes spécifiques. Par-dessus tout, les PMA eux-mêmes doivent jouer le rôle le plus important pour réussir.

27. La coordination entre les donateurs bilatéraux et les organisations multilatérales est vitale pour toute effort pour modérer la croissance démographique. Chaque type d'effort sera nécessaire pour obtenir des résultats mondiaux.

28. La politique et les programmes mondiaux dans le domaine de la population devraient intégrer deux objectifs:

- (une) des mesures pour faire face à une croissance démographique continue jusqu'à 6 milliards d'ici le milieu du 21^e siècle sans famine massive ni frustration totale des espoirs de développement; et
- (b) des actions pour maintenir le niveau ultime aussi près que possible de 8 milliards plutôt que de lui permettre d'atteindre 10 milliards, 13 milliards ou plus.

29. S'il est difficile d'énoncer des objectifs spécifiques dans ce domaine, notre objectif devrait être le monde pour atteindre un niveau de fécondité de remplacement, (une famille de deux enfants en moyenne), vers l'année

2000. Cela nécessitera que le taux de croissance actuel de 2 pour cent retombe à 1,7 pour cent en une décennie et à 1,1 pour cent en 2000 par rapport à la projection moyenne de l'ONU, cet objectif se traduirait par 500 millions de personnes de moins en 2000 et environ 3 milliards de moins en 2050. La réalisation de cet objectif exigera une intensification considérable des programmes de population. Une base pour l'élaboration d'objectifs nationaux de contrôle de la croissance démographique pour atteindre cet objectif mondial est contenue dans le Plan d'action mondial pour la population.

30. Le Plan d'action mondial pour la population ne s'applique pas automatiquement et nécessitera les efforts déployés par les pays intéressés, les agences des Nations Unies et d'autres organismes internationaux pour le rendre efficace. Le leadership américain est essentiel. La stratégie doit inclure les éléments et actions suivants:

(une) Concentration sur les pays clés.

L'aide à la modération démographique devrait mettre l'accent sur les pays en développement les plus grands et les plus dynamiques, où l'intérêt politique et stratégique des États-Unis est particulier. Ces pays sont: l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, le Nigéria, le Mexique, l'Indonésie, le Brésil, les Philippines, la Thaïlande, l'Égypte, la Turquie, l'Éthiopie et la Colombie. Ensemble, ils représentent 47 pour cent de l'augmentation actuelle de la population mondiale. (Il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle, l'assistance bilatérale de l'AID à certains de ces pays peut ne pas être acceptable.) Une assistance bilatérale, dans la mesure où des fonds sont disponibles, sera accordée à d'autres pays, compte tenu de facteurs tels que la croissance démographique, le besoin assistance, intérêts américains à long terme et volonté de s'engager dans l'auto-assistance. Les programmes multilatéraux doivent nécessairement avoir une couverture plus large et les programmes bilatéraux des autres donateurs nationaux seront adaptés à leurs intérêts particuliers. Dans le même temps, les États-Unis se tourneront vers les agences multilatérales, en particulier le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, qui a déjà des projets dans plus de 80 pays pour accroître l'aide à la population sur une base plus large avec des contributions américaines accrues. Cela est souhaitable au regard des intérêts américains et nécessaire en termes politiques aux Nations Unies. Mais des progrès doivent néanmoins être accomplis dans la clé 13 et nos ressources limitées devraient leur accorder une importance majeure. Fonds pour les activités de population qui a déjà des projets dans plus de 80 pays pour accroître l'aide à la population sur une base plus large avec des contributions américaines accrues. Cela est souhaitable au regard des intérêts américains et nécessaire en termes politiques aux Nations Unies. Mais des progrès doivent néanmoins être accomplis dans la clé 13 et nos ressources limitées devraient leur accorder une importance majeure. Fonds pour les activités de population qui a déjà des projets dans plus de 80 pays pour accroître l'aide à la population sur une

(b) Intégration des facteurs démographiques et des programmes démographiques dans la planification du développement des pays. Comme le demande le Plan d'action mondial en matière de population, les pays en développement et ceux qui les aident devraient spécifiquement prendre en compte les facteurs démographiques dans la planification nationale et inclure des programmes de population dans ces plans.

(c) Assistance accrue pour les services de planification familiale, l'information et la technologie. C'est un aspect vital de tout programme démographique mondial.

1) Les informations et matériels de planification familiale fondés sur la technologie actuelle devraient être pleinement mis à la disposition des 85% de la population des principaux PMA non atteints actuellement, essentiellement les ruraux pauvres qui ont le taux de fécondité le plus élevé.

2) La recherche fondamentale et développementale devrait être élargie, visant à des méthodes simples, peu coûteuses, efficaces, sûres, durables et acceptables de contrôle de la fertilité. Le soutien de tous les organismes fédéraux à la recherche biomédicale dans ce domaine devrait être augmenté de 60 millions de dollars par an.

(ré) Créer des conditions propices à la baisse de la fécondité. Pour ses propres mérites et conformément aux recommandations du Plan d'action mondial pour la population, la priorité devrait être donnée dans le programme général d'aide aux politiques de développement sélectives dans les secteurs offrant les plus grandes promesses de motivation accrue pour une famille plus petite. Dans de nombreux cas, des programmes pilotes et des recherches expérimentales seront nécessaires pour guider les efforts ultérieurs à plus grande échelle. Les secteurs préférentiels comprennent:

-- Fournir des niveaux minimaux d'éducation, en particulier pour les femmes;

-- Réduire la mortalité infantile, notamment grâce à de simples réseaux de soins de santé à faible coût;

-- Expansion de l'emploi salarié, en particulier pour les femmes;

-- Développer des alternatives aux enfants comme source de sécurité de la vieillesse;

-- ~~Accroître les revenus des plus pauvres, en particulier dans les zones rurales, notamment en fournissant des terres privées,~~

-- Éducation des nouvelles générations sur l'opportunité des familles plus petites.

Alors que l'AID dispose d'informations sur l'importance relative des nouveaux facteurs socio-économiques majeurs qui conduisent à une baisse des taux de natalité, il reste encore beaucoup à faire et à expérimenter pour déterminer quels programmes et politiques rentables conduiront à une baisse des taux de natalité.

(e) L'aide alimentaire et agricole est vitale pour tout développement sensible à la population
stratégie . La fourniture de stocks alimentaires adéquats à une population croissante en période de pénurie est cruciale. Sans un tel programme pour les PMA, il y a de fortes chances que cette pénurie conduise à des conflits et nuise aux objectifs démographiques et aux efforts de développement. Des recommandations spécifiques sont incluses dans la section IV (c) de cette étude.

(F) Le développement d'un engagement politique et populaire mondial en faveur de la stabilisation de
la population est fondamental pour toute stratégie efficace.
Cela nécessite le soutien et l'engagement des principaux dirigeants des PMA. Cela n'aura lieu que s'ils voient clairement l'impact négatif d'une croissance démographique sans restriction et pensent qu'il est possible de traiter cette question par une action gouvernementale.

Les États-Unis devraient encourager les dirigeants des PMA à prendre l'initiative de faire progresser la planification familiale et la stabilisation de la population tant au sein des organisations multilatérales que par le biais de contacts bilatéraux avec d'autres PMA. Cela exigera que le Président et le Secrétaire d'État considèrent la question de la maîtrise de la croissance démographique comme une question d'une importance capitale et l'abordent spécifiquement dans leurs contacts réguliers avec les dirigeants d'autres gouvernements, en particulier les PMA.

31. Le Plan d'action mondial pour la population et les résolutions adoptées par consensus par 137 pays à la Conférence mondiale sur la population des Nations Unies en août 1974, bien que ce ne soit pas idéal, fournissent un excellent cadre pour le développement d'un système mondial de programmes de population / planification familiale. Nous devrions les utiliser pour générer une agence des Nations Unies et un leadership national pour un effort total pour réduire les taux de croissance. Une action constructive des États-Unis contribuera à la réalisation de nos objectifs. À cette fin, nous devons:

- (une) Soutenir fermement le Plan d'action mondial pour la population et l'adoption de ses dispositions appropriées dans les programmes nationaux et autres.
- (b) Exhorter à l'adoption par les programmes nationaux d'objectifs démographiques spécifiques, y compris les niveaux de remplacement de la fécondité pour les PED et les PMA d'ici 2000.
- (c) Après une préparation appropriée aux États-Unis, annoncer un objectif américain visant à maintenir notre fécondité nationale moyenne actuelle au plus haut niveau de remplacement et à atteindre une quasi-stabilité d'ici 2000.
- (ré) Lancer une stratégie de coopération internationale de programmes nationaux de recherche sur la reproduction humaine et le contrôle de la fertilité couvrant les facteurs biomédicaux et socio-économiques, comme proposé par la délégation américaine à Bucarest.
- (e) Agissez sur notre offre à Bucarest de collaborer avec d'autres donateurs intéressés et des agences des Nations Unies pour aider certains pays à développer des services de santé préventive et de planification familiale à faible coût.
- (F) Travailler directement avec les pays donateurs et par le biais du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et de l'OCDE / CAD pour accroître l'aide bilatérale et multilatérale aux programmes de population.

32. En tant que mesures visant à améliorer la compréhension des facteurs démographiques par les dirigeants des PMA et à renforcer la planification de la population dans les plans de développement nationaux, nous devons mettre en œuvre les recommandations de la partie II, section VI, notamment:

- (une) Prise en compte des facteurs démographiques et des politiques démographiques dans tous les documents de stratégie pluriannuels des documents de stratégie d'assistance-pays (CASP) et du programme d'aide au développement (DAP).

- (b) Préparer des projections de croissance démographique individualisées pour les pays avec des analyses de développement de chaque pays et en discuter avec les dirigeants nationaux. Prévoir des programmes de formation
- (c) considérablement accrus pour les hauts fonctionnaires des PMA dans les domaines de l'économie démographique.

- (ré) Organiser des programmes de familiarisation au siège des Nations Unies à New York pour les ministres des gouvernements, les hauts responsables politiques et les dirigeants relativement influents de la vie privée.

- (e) Assurer une assistance aux dirigeants des PMA pour l'intégration des facteurs démographiques dans les plans nationaux, en particulier en ce qui concerne les services de santé, l'éducation, les ressources agricoles et le développement, l'emploi, la répartition équitable des revenus et la stabilité sociale.

- (F) Assurer également une assistance aux dirigeants des PMA pour relier les politiques démographiques et les programmes de planification familiale aux principaux secteurs du développement, de la santé, de la nutrition, de l'agriculture, de l'éducation, des services sociaux, du travail organisé, des activités des femmes et du développement communautaire.

- (g) Entreprendre des initiatives pour mettre en œuvre l'Amendement Percy concernant l'amélioration de la condition de la femme.

- (h) Mettre l'accent dans l'assistance aux programmes de développement des zones rurales.

Au-delà de ces activités qui visent essentiellement les intérêts nationaux, nous devons nous assurer qu'un concept éducatif plus large est développé pour faire comprendre aux dirigeants nationaux l'interdépendance des intérêts nationaux et de la croissance démographique mondiale.

33. Nous devons veiller à ce que nos activités ne donnent pas aux PMA l'apparence d'une politique des pays industrialisés dirigée contre les PMA. Il faut prendre garde que, dans toutes les approches dans ce domaine que nous soutenons dans les PMA, nous pouvons soutenir dans ce pays. Les dirigeants du «tiers monde» devraient être à l'avant-garde et obtenir le crédit pour les programmes réussis. Dans ce contexte, il est important de démontrer aux dirigeants des PMA que ces programmes de planification familiale ont fonctionné et peuvent fonctionner dans un délai raisonnable.

34. Pour aider à assurer les autres de nos intentions, nous devons indiquer que nous mettons l'accent sur le droit d'individus et de couples à déterminer librement et de manière responsable le nombre et l'espacement de leurs enfants et à disposer des informations, de l'éducation et des moyens de le faire, et notre intérêt continu à améliorer le bien-être général général. Nous devrions utiliser l'autorité fournie par le Plan d'action mondial pour la population pour faire progresser les principes selon lesquels: 1) la responsabilité parentale inclut la responsabilité envers les enfants et la communauté et 2) que les nations, dans l'exercice de leur souveraineté pour définir des politiques démographiques, devraient prendre en compte les le bien-être de leurs voisins

et le monde. Pour renforcer l'approche mondiale, les programmes de planification familiale devraient être soutenus par des organisations multilatérales partout où ils peuvent fournir les moyens les plus efficaces.

35. Pour soutenir cette planification familiale et les efforts connexes d'aide au développement, il existe besoin d'accroître l'information du public et des dirigeants dans ce domaine. Nous recommandons que l'ONU et l'USIA mettent davantage l'accent sur les médias de masse, les nouvelles technologies de communication et d'autres programmes d'éducation et de motivation de la population. Une priorité plus élevée devrait être accordée à ces programmes d'information dans ce domaine dans le monde entier.

36. Afin de fournir les ressources et le leadership nécessaires, le soutien du public américain et le Congrès sera nécessaire. Un montant important de fonds sera nécessaire pendant un certain nombre d'années. Un contact personnel de haut niveau entre le Secrétaire d'État et d'autres fonctionnaires sur le sujet à une date rapprochée avec des homologues du Congrès est nécessaire. Un programme à cet effet devrait être développé par l'OES avec H et AID.

37. Il y a un vue alternative qui soutient qu'un nombre croissant d'experts estiment que la situation de la population est déjà plus grave et moins susceptible d'être résolue par des mesures volontaires que ce qui est généralement admis. Il soutient que, pour éviter une pénurie alimentaire encore plus généralisée et d'autres catastrophes démographiques que ce qui est généralement prévu, des mesures encore plus fortes sont nécessaires et certaines questions morales fondamentales et très difficiles doivent être abordées. Celles-ci incluent, par exemple, nos propres modes de consommation, des programmes obligatoires, un contrôle strict de nos ressources alimentaires. Compte tenu de la gravité de ces problèmes, leur examen explicite devrait commencer prochainement au sein du pouvoir exécutif, du Congrès et des Nations Unies. (Voir la fin de la section I pour ce point de vue.)

38. La mise en œuvre des actions décrites ci-dessus (aux paragraphes 1 à 36) nécessitera un expansion significative des fonds de l'AID pour la population / planification familiale. Un certain nombre d'actions majeures dans le domaine de la création de conditions propices à la baisse de la fécondité peuvent être financées à partir des ressources disponibles pour les secteurs en question (par exemple, l'éducation, l'agriculture). D'autres actions, y compris les services de planification familiale, la recherche et les activités expérimentales sur les facteurs affectant la fécondité, relèvent des fonds démographiques. Nous recommandons des augmentations des demandes de budget de l'AID adressées au Congrès de l'ordre de 35 à 50 millions de dollars par an jusqu'à l'exercice 1980 (au-dessus des 137,5 millions de dollars demandés pour l'exercice 1975). Ce financement couvrirait à la fois les programmes bilatéraux et les contributions aux organisations multilatérales. Cependant, le niveau des fonds nécessaires à l'avenir pourrait changer considérablement, en fonction de facteurs tels que les avancées majeures dans les technologies de contrôle de la fécondité et la réceptivité des PMA à l'aide à la population. Pour aider à développer, suivre et évaluer les actions élargies évoquées ci-dessus, l'AID aura probablement besoin de personnel supplémentaire directement engagé dans le domaine de la population / planification familiale. Comme corollaire de l'élargissement des niveaux de financement de l'AID pour la population, des efforts doivent être faits pour encourager une augmentation des contributions d'autres donateurs et pays bénéficiaires afin de contribuer à réduire la croissance démographique rapide.

Suivi et coordination des politiques

39. Cette stratégie démographique mondiale comporte des questions très complexes et difficiles.

Sa mise en œuvre exigera une coordination très minutieuse et une application spécifique dans des circonstances individuelles. Des travaux supplémentaires sont grandement nécessaires pour examiner la combinaison de notre stratégie d'assistance et de son application la plus efficace. Un certain nombre d'agences sont intéressées et impliquées. Compte tenu de cela, il semble qu'il y ait un besoin d'un mécanisme meilleur et plus élevé pour affiner et développer la politique dans ce domaine et coordonner sa mise en œuvre au-delà de ce NSSM. Les options suivantes sont suggérées pour examen:

(une) Que le comité des sous-secrétaires du CNS soit chargé de l'examen des politiques et de la direction sur ce sujet:

Avantages:

- En raison des implications majeures de la politique étrangère de la stratégie démographique recommandée, une attention de haut niveau sur la politique est nécessaire pour le succès d'un effort aussi important.

- Compte tenu des intérêts très larges des agences dans ce sujet, il est nécessaire de mettre en place un processus interinstitutions accepté et normal pour une analyse efficace et un développement et une mise en œuvre de politiques désintéressés au sein du système NSC.

- Un soutien en personnel pour la mise en œuvre du suivi du NSSM-200 existe dans le cadre de l'USC, y compris l'utilisation du Bureau de la population du Département d'État ainsi que d'autres.

- L'USC a assuré la coordination et le suivi dans les principaux domaines de politique étrangère impliquant un certain nombre d'agences, comme c'est le cas dans cette étude.

Les inconvénients:

- L'USC ne s'inscrirait pas dans le cadre normal d'élaboration des politiques de développement, comme ce serait le cas avec le DCC.

- L'USC est en outre exclue du processus d'élaboration du budget et d'examen du programme d'aide à la population de l'AID.

(b) Que lorsque sa création est autorisée par le Président, - le Comité de Coordination du Développement, dirigé par l'Administrateur de l'AID, soit globalement responsable:

* REMARQUE: L'AID s'attend à ce que le DCC ait la composition suivante: L'administrateur de AID en tant que président; le sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques; le sous-secrétaire au Trésor pour les affaires monétaires; les sous-secrétaires du commerce, de l'agriculture et du travail; un directeur associé de l'OMB; le directeur exécutif du CIEP, STR; un représentant du NSC; le Président de la Banque EX-IM et de l'OPIC; et toute autre agence lorsque des sujets qui les intéressent sont en discussion.

Avantages: (*Fourni par l'AID*)

- C'est précisément pour la coordination de ce type de problème de développement impliquant une variété de politiques américaines à l'égard des PMA que le Congrès a dirigé la création du DCC.

- Le DCC est également l'organe le mieux à même de relier les problèmes de population à d'autres problèmes de développement, avec lesquels ils sont intimement liés.

- Le DCC a l'avantage de mettre l'accent sur les aspects techniques et financiers des politiques démographiques américaines, minimisant ainsi les complications politiques souvent inhérentes aux programmes démographiques.

- C'est, selon l'AID, l'organe de coordination le mieux placé pour avoir une vue d'ensemble de toutes les activités de population qui se déroulent actuellement sous les auspices bilatéraux et multilatéraux.

Les inconvénients:

- Alors que le DCC aura sans aucun doute une compétence technique substantielle, l'ensemble des facteurs politiques et autres ayant une incidence sur notre stratégie démographique mondiale pourrait être plus efficacement pris en compte par un groupe ayant une portée plus large que la

DCC.

- Le DCC ne fait pas partie du système NSC qui offre un accès plus direct au président et au principal mécanisme de prise de décision en matière de politique étrangère.

- Le DCC pourrait trop insister sur les aspects purement développementaux de la population et sous-souligner d'autres éléments importants.

(c) Que le NSC / CEP soit invité à diriger un groupe interministériel sur ce sujet afin d'assurer le suivi de la coordination interinstitutions et la poursuite de l'élaboration des politiques. (Aucune agence participante ne prend en charge cette option, elle n'est donc incluse que pour présenter une gamme complète de possibilités).

L'option (a) est soutenue par l'État, le Trésor, la Défense
(ISA et JCS),
Agriculture, HEW, Commerce NSC et CIA o

L'option (b) est prise en charge par l'AID.

Dans le cadre de l'une des options ci-dessus, il devrait y avoir un examen annuel de notre politique démographique pour

examiner les progrès, s'assurer que nos programmes sont conformes aux dernières informations dans ce domaine, identifier les lacunes éventuelles et recommander des mesures supplémentaires au niveau approprié 5

1. Le Département du commerce soutient l'option de placer le mécanisme de formulation de la politique démographique sous les auspices de l'USC, mais estime que toutes les questions économiques détaillées résultant des politiques démographiques proposées doivent être explorées à travers les canaux de politique économique nationaux et internationaux existants.
2. L'AID pense que ces examens, entrepris seulement périodiquement, pourraient porter sur des domaines choisis ou sur l'ensemble de la politique démographique en fonction des problèmes et des besoins qui se posent.

Country	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2045	2050
Australia, N	5,3	1,6*	2,3	10,5	1,6	2	0	0,7	0,5	0,9	1,4	1,4	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Canada	4,7	2,0	6,6	5	4,1	1,4	3	3	7	0	5	5	5	5	5	5	5
France	2,1	1,4*	0,6	4,5	1,4	1,4	5	9	0	1,1	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Germany	1,9	1,6	1,8	1,8	1,2	1,2	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Japan	3,2	1,9	0,9	6,7	1	4	3	4	6	6	6	6	6	6	6	6	6
USA	2,85	2,30	2,70	2,65	1,4	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3

CONFIDENTIAL

CHAPITRE I - TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES MONDIALES

introduction

La croissance démographique mondiale actuelle est unique. Les taux d'augmentation sont beaucoup plus élevés qu'au cours des siècles précédents, ils sont plus répandus et ont un effet plus important sur la vie économique, la justice sociale et - très probablement - sur l'ordre public et la stabilité politique. L'importance de la croissance démographique est renforcée car elle survient à un moment où la taille et le taux absolus de croissance de l'économie mondiale, les besoins en terres agricoles, la demande et la consommation de ressources, y compris l'eau, la production de déchets et la pollution, ont également atteint historiquement niveaux uniques. Des facteurs qui, il y a peu de temps, étaient considérés séparément ont maintenant des relations imbriquées, une interdépendance au sens littéral. Les changements sont non seulement quantitativement plus importants que par le passé, mais différents sur le plan qualitatif.

La croissance démographique n'est, bien entendu, que l'un des facteurs importants de ce nouvel enchevêtrement de relations hautement intégré. Cependant, il diffère des autres car il est un déterminant du secteur de la demande tandis que d'autres sont liés à la production et à l'offre. (La croissance démographique contribue également à l'offre par la mise à disposition de main-d'œuvre; dans la plupart des pays en développement, cependant, le problème n'est pas un manque mais une surabondance de main-d'œuvre.)

le plus répandu, affectant ce qui doit être fait en ce qui concerne les autres facteurs. La question de savoir si d'autres problèmes peuvent être résolus dépend, à des degrés divers, de la mesure dans laquelle la croissance démographique rapide et d'autres variables démographiques peuvent être maîtrisées.

Faits saillants des tendances démographiques actuelles

Depuis 1950, la population mondiale connaît une croissance sans précédent. Cette croissance a quatre caractéristiques importantes:

1. C'est unique, bien plus rapide que jamais dans l'histoire.
2. Elle est beaucoup plus rapide dans les régions moins développées que dans les régions développées.
3. La concentration dans les villes augmente beaucoup plus rapidement que la croissance démographique globale et est beaucoup plus rapide dans les PMA que dans les pays développés.
4. Il a un formidable élan intégré qui doublera inexorablement les populations de la plupart des pays moins développés d'ici 2000 et triplera ou quadruplera leur population avant de se stabiliser - à moins que des efforts bien plus importants de contrôle de la fécondité ne soient consentis.

Par conséquent, si un pays veut influencer son nombre total par une politique démographique, il

doit agir dans un avenir immédiat afin de faire une différence substantielle à long terme.

Pendant la majeure partie de l'histoire de l'homme, la population mondiale a augmenté très lentement. Au taux de croissance estimé pour les 18 premiers siècles de notre ère, il a fallu plus de 1000 ans pour que la population mondiale double de taille. Avec les débuts de la révolution industrielle et de la médecine moderne et de l'assainissement il y a plus de deux cents ans, les taux de croissance démographique ont commencé à s'accroître. Au taux de croissance actuel (1,9 pour cent), la population mondiale doublera en 37 ans.

-- Vers 1830, la population mondiale atteignait 1 milliard. Le deuxième milliard a été ajouté en environ 100 ans en 1930. Le troisième milliard en 30 ans en 1960. Le quatrième sera atteint en 1975.

-- Entre 1750 et 1800, moins de 4 millions s'ajoutaient, en moyenne, à la population terrestre chaque année. Entre 1850-1900, il était proche de 8 millions. En 1950, il était passé à 40 millions. En 1975, ce sera environ 80 millions.

Dans les pays développés d'Europe, les taux de croissance du siècle dernier ont rarement dépassé 1,0-1,2% par an, presque jamais 1,5%. Les taux de mortalité étaient aujourd'hui beaucoup plus élevés que dans la plupart des PMA. En Amérique du Nord, où les taux de croissance étaient plus élevés, l'immigration a apporté une contribution significative. Dans presque tous les pays d'Europe, les taux de croissance sont maintenant inférieurs à 1 pour cent, dans beaucoup d'entre eux inférieurs à 0,5 pour cent. Le taux de croissance naturelle (naissances moins décès) aux États-Unis est inférieur à 0,6 pour cent. Y compris l'immigration (la plus élevée du monde), elle est inférieure à 0,7%.

Dans les pays moins développés, les taux de croissance sont en moyenne d'environ 2,4%. Pour la République populaire de Chine, avec un programme massif de contrôle des naissances forcé, le taux de croissance est estimé à moins de 2 pour cent. La valeur de l'Inde est estimée à 2,2 pour cent, au Brésil à 2,8 pour cent, au Mexique à 3,4 pour cent et à l'Amérique latine à environ 2,9 pour cent. Les pays africains, avec des taux de natalité et de mortalité élevés, en moyenne 2,6 pour cent; ce taux de croissance augmentera avec la baisse des taux de mortalité.

La population mondiale est maintenant environ 3,9 milliards; 1,1 milliard dans les pays développés (30%) et 2,8 milliards dans les pays moins développés (70%).

En 1950, 28 pour cent seulement de la population mondiale, soit 692 millions, vivaient dans des localités urbaines. Entre 1950 et 1970, la population urbaine a augmenté à un rythme deux fois plus rapide que le taux de croissance de la population totale. En 1970, la population urbaine est passée à 36 pour cent du total mondial et s'élevait à 1,3 milliard. D'ici 2000, selon la projection de la variante moyenne de l'ONU, 3,2 milliards (environ la moitié du total) d'habitants du monde vivront dans des villes et villages.

Dans les pays développés, la population urbaine varie de 45 à 85 pour cent; dans les PMA, il varie de près de zéro dans certains États africains à près de 100 pour cent à Hong Kong et à Singapour.

Dans les PMA, la population urbaine devrait plus que tripler le reste du siècle, passant de 622 millions en 1970 à 2 087 en 2000. Sa proportion dans la population totale des PMA sera donc

passer de 25 pour cent en 1970 à 41 pour cent en 2000. Cela signifie qu'à la fin de cette

siècle, les PMA atteindront la moitié du niveau d'urbanisation prévu pour les PMA (82 pour cent) (voir le tableau 1 de l'appendice).

L'énorme intégré élan de la croissance démographique dans les pays moins développés (et dans une certaine mesure dans les pays développés) est, si possible, encore plus importante et inquiétante que la taille actuelle de la population et les taux de croissance. Contrairement à une explosion conventionnelle, la croissance démographique entraîne une réaction en chaîne continue. Cet élan découle (1) des niveaux élevés de fécondité des populations des PMA et (2) du pourcentage très élevé de jeunes en maturation dans les populations. Le pays développé typique, la Suède par exemple, peut avoir 25% de la population de moins de 15 ans. Le pays en développement typique compte de 41 à 45% de sa population de moins de 15 ans. Cela signifie qu'un nombre considérable de futurs parents, par rapport aux parents existants, sont déjà nés. Même s'ils ont moins d'enfants par famille que leurs parents, l'augmentation de la population sera très importante.

Trois projections (ne pas prédictions), basée sur trois hypothèses différentes concernant la fécondité, illustrera l'effet génératif de cette dynamique de construction.

une. La fécondité actuelle se poursuivait: si les taux de fécondité actuels devaient rester constants, la population de 1974, 3,9 milliards, passerait à 7,8 milliards d'ici l'an 2000 et passerait à théorique 103 milliards d'ici 2075.

b. «Variante moyenne» de l'ONU: Si les taux de natalité actuels dans les pays en développement, en moyenne d'environ 38/1000, étaient encore réduits à 29/1000 en 2000, la population mondiale en 2000 serait de 6,4 milliards, avec plus de 100 millions ajoutés chaque année. Au moment où la stabilité (non-croissance) est atteinte vers 2100, la population mondiale dépasserait 12,0 milliards.

c. Fécondité de remplacement d'ici 2000: si les niveaux de fertilité de remplacement étaient atteints d'ici 2000, la population mondiale en 2000 serait de 5,9 milliards et au moment de la stabilité, environ 2075, serait de 8,4 milliards. (Le "niveau de remplacement" de la fécondité n'est pas une croissance démographique nulle. Il s'agit du niveau de fécondité lorsque les couples limitent leur famille à une moyenne d'environ deux enfants. Pour la plupart des pays, où le pourcentage de jeunes est élevé, même le niveau de les niveaux de remplacement de la fécondité signifient que la population continuera de croître pendant 50 à 60 ans supplémentaires pour atteindre des nombres beaucoup plus élevés avant de se stabiliser.)

Il est raisonnable de supposer que la projection (a) est irréaliste car des efforts importants sont déjà déployés pour ralentir la croissance démographique et parce que même les pro-natalistes les plus extrêmes ne soutiennent pas que la terre pourrait ou devrait supporter 103 milliards de personnes. La famine, la peste, la guerre ou le contrôle des naissances arrêteront la croissance démographique bien en deçà de ce chiffre.

La variante moyenne ONU (projection (b) a été décrite dans une publication de l'ONU

Division de la population comme "une synthèse des résultats des efforts des démographes des différents pays et du Secrétariat de l'ONU pour formuler des hypothèses réalistes concernant les tendances futures, au vu des informations sur les conditions actuelles et les expériences passées". Bien qu'elles ne soient nullement infaillibles, ces projections fournissent des chiffres de travail plausibles et sont utilisées par les agences des Nations Unies (par exemple, la FAO, l'OIT) pour leurs analyses spécialisées. Toutefois, l'une des principales lacunes de la plupart des projections est que les «informations sur les conditions actuelles» citées ci-dessus ne sont pas tout à fait à jour. Même aux États-Unis, les taux de fécondité et de mortalité affinés ne deviennent disponibles qu'après un délai de plusieurs années.

Ainsi, il est possible que le taux de croissance de la population mondiale soit en fait tombé en dessous (ou en fait augmenté par rapport à) celui supposé sous la variante moyenne des Nations Unies. Un certain nombre de pays moins développés avec des niveaux de vie en hausse (en particulier avec une égalité croissante des revenus) et des programmes de planification familiale efficaces ont connu une baisse marquée de la fécondité. Là où l'accès aux services de planification familiale a été restreint, on peut s'attendre à ce que les niveaux de fécondité montrent peu de changement.

Il est certain que les taux de fécondité ont déjà considérablement baissé à Hong Kong, à Singapour, à Taïwan, à Fidji, en Corée du Sud, à la Barbade, au Chili, au Costa Rica, à Trinité-et-Tobago et à Maurice (voir tableau

1). Des déclinés modérés ont également été enregistrés en Malaisie occidentale, au Sri Lanka et en Égypte. Des augmentations régulières du nombre d'accepteurs dans les centres de planification familiale indiquent une probabilité de réduction de la fécondité en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines, en Colombie et dans d'autres pays qui ont des programmes de planification familiale. En revanche, il existe peu de preuves concrètes d'une réduction significative de la fécondité dans les pays peuplés de l'Inde, du Bangladesh, du Pakistan, etc. 1 / faire un effort sérieux pour y remédier.

Les différences dans la taille de la population totale projetée sous les trois variantes deviennent substantielles en un temps relativement court.

En 1985, la variante moyenne projette quelque 342 millions de personnes de moins que la variante de fertilité constante et la variante de remplacement est 75 millions de moins que la variante moyenne.

En l'an 2000, la différence entre les variantes de fécondité constante et moyenne s'élève à 1,4 milliard et entre les variantes moyenne et de remplacement, à près de 500 millions. À l'année 2000, l'intervalle entre les séries haute et basse - quelque 1,9 milliard - représenterait près de la moitié de la population mondiale actuelle.

Plus important encore, peut-être qu'en 2075, la variante constante aurait envahi la terre et la différence entre les variantes moyenne et de remplacement s'élèverait à 3,7 milliards. (Tableau 2.)

1 / Sur 82 pays pour lesquels des taux bruts de natalité sont disponibles pour 1960 et 1972 - soit 88 pour cent - ont connu une baisse des taux de natalité pendant cette période. Les 72 pays comprennent 29 pays développés et 24 territoires indépendants, dont Hong Kong et Porto Rico. Les 19 PMA souverains comprennent le Mexique, le Guatemala, El Salvador, le Panama, la Jamaïque, la Tunisie, le Costa Rica, le Chili, les Fidji, Maurice, Trinité-et-Tobago, Singapour, la Barbade, Taïwan, l'Égypte, le Sri Lanka, le Guyana, la Malaisie occidentale et l'Algérie. (ISPC, Bureau américain du recensement).

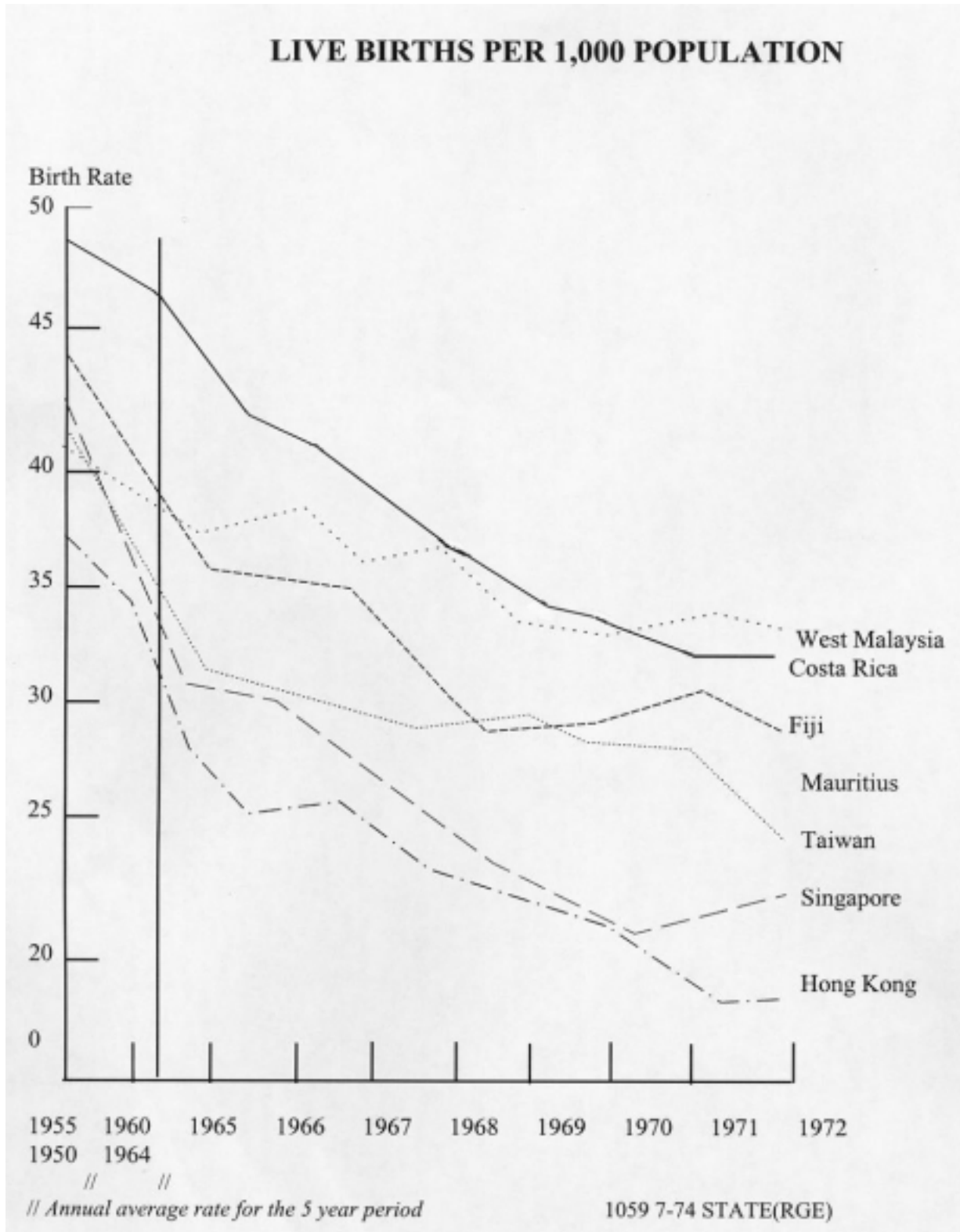
L'importance des variantes alternatives est qu'elles reflètent la différence entre une situation gérable et un chaos potentiel avec famine, maladie et désintégration généralisées dans de nombreux pays.

Tableau 1. **Baisse des taux de fécondité totale:** **Années sélectionnées**

Pays	Année	Moyenne annuelle	
		La fertilité niveau	baisse de la fertilité (Pour cent)
Hong Kong	1961	5 170	
	1971	3 423	4,0
Singapour	1960	5 078	
	1970	3 088	6,4
Taïwan	1960	5 750	
	1970	4 000	3,6
Corée du Sud	1960	6 184	
	1970	3 937	4,4
Malaisie de l'Ouest	1960	5 955	
	1970	5 051	1,6
Sri Lanka	1960	5 496	
	1970	4 414	2,4
Barbade	1960	4 675	
	1970	2 705	5,3
Chili	1960	5 146	
	1970	3 653	3,4
Costa Rica	1960	7 355	
	1970	4 950	3,9
Trinité-et-Tobago	1960	5 550	
	1970	3 387	4,8
Ile Maurice	1960	5 897	
	1970	3 387	5,4
Egypte	1960	6 381	
	1970	5 095	2,2
Fidji	1960	5603	
	1970	3 841	5,4

Source des données de base: ISPC, US Bureau of the Census

Taux de fécondité total: Le nombre d'enfants qu'une femme aurait si elle les portait au taux courant se réfère au nombre d'enfants pour dans chaque tranche d'âge de cinq ans de la durée de reproduction de la femme (15-19,20-24 ans ... 45-49). Tarifs dans ce tableau 1 000 femmes.



La projection (c) est réalisable si les pays reconnaissent la gravité de leur situation démographique et

Tableau 2. - Croissance démographique mondiale sous différents
Hypothèses concernant la fertilité: 1970-2075

	Constant		Moyen		Remplacement	
	Variante de fertilité		Variante de fertilité		Variante de fertilité	
	<u>Des millions</u>	<u>Croissance *</u>	<u>Des millions</u>	<u>Croissance *</u>	<u>Des millions</u>	<u>Croissance *</u>
1970	3 600	-	3 600	-	3 600	-
1985	5 200	2,4%	4 858	2,0%	4 783	1,8%
2000	7 800	2,8%	6 407	1,9%	5 923	1,4%
2075	103 000	3,4%	12 048	0,84%	8 357	0,46%

* Taux de croissance annuel moyen depuis la date précédente.

En outre, une fois que le niveau de fécondité de remplacement est atteint, la taille de la famille ne doit pas nécessairement rester à une moyenne de deux enfants par famille. Une fois ce niveau atteint, il est possible que la fécondité continue de baisser sous le niveau de remplacement. Cela accélérerait le moment où une population stationnaire est atteinte et augmenterait la différence entre les variantes de projection.

Le grand élan de la croissance démographique peut être vu encore plus clairement dans le cas d'un seul pays - par exemple, le Mexique. Sa population en 1970 était de 50 millions. Si sa fécondité de 1965 à 1970 se maintenait, la population du Mexique en 2070 serait théoriquement de 2,2 milliards. Si sa moyenne actuelle de 6,1 enfants par famille pouvait être ramenée à une moyenne d'environ 2 (taux de fécondité de remplacement) d'ici 1980-85, sa population continuerait de croître pendant environ **soixante**

années à 110 millions. Si la moyenne des deux enfants pouvait être atteinte d'ici 1990-95, la population se stabiliserait dans soixante ans de plus à environ 22 pour cent de plus - 134 millions. Si la moyenne des deux enfants ne peut être atteinte pendant 30 ans (d'ici 2000-05), la population en phase de stabilisation augmenterait de 24 pour cent supplémentaires pour atteindre 167 millions.

Des illustrations similaires pour d'autres pays sont données ci-dessous.

Tableau 3. Taille de la population projetée selon différentes hypothèses concernant
Fécondité: 1970-2070

à <u>Pays</u>	<u>Hypothèse de fertilité</u>	<u>Population</u>			<u>Rapport de 2070</u> <u>Population de 1970</u>
		<u>en millions</u>			
		<u>1970</u>	<u>2000</u>	<u>2070</u>	
Venezuela	Une fertilité constante	11	31	420	38,2
	Remplacement de la fertilité par:				
	2000-05		22	34	3.1
	1990-95		20	27	2,4
	1980-85		18	22	2.0
Indonésie	Une fertilité constante	120	294	4 507	37,6
	Remplacement de la fertilité par:				
	2000-05		214	328	2,7
	1990-95		193	275	2,3
	1980-85		177	236	2.0
Maroc	Une fertilité constante	16	54	1 505	14,1
	Remplacement de la fertilité par:				
	2000-05		35	58	3,6
	1990-95		30	44	2,8
	1980-85		26	35	2.2

Source des données de base: ISPC, US Bureau of the Census

Comme l'indique le tableau 3, d'autres taux de baisse de la fécondité auraient un impact significatif sur la taille de la population d'un pays d'ici 2000. Ils entraîneraient d'énormes différences dans la taille des populations stabilisées, atteintes environ 60 à 70 ans après le niveau de remplacement de la fécondité. Par conséquent, il est de la plus grande urgence que les gouvernements reconnaissent maintenant les faits et les implications de la croissance démographique déterminant les tailles de population ultimes qui ont un sens pour leur pays et lancent immédiatement des programmes vigoureux pour atteindre les objectifs souhaités.

Croissance future dans les principales régions et pays

Tout au long de la période projetée de 1970 à 2000, les régions moins développées connaîtront une croissance plus rapide que les régions développées. Le taux de croissance dans les PMA dépendra principalement de la rapidité avec laquelle les pratiques de planification familiale sont adoptées.

Les différences de taux de croissance des PMA et des PMA aggraveront encore les déséquilibres démographiques frappants entre les pays développés et les pays moins développés. Selon la variante de projection moyenne de l'ONU, d'ici l'an 2000, la population des pays moins développés doublerait, passant de 2,5 milliards en 1970 à 5,0 milliards (tableau 4). En revanche, la croissance globale de la population du monde développé au cours de la même période s'élèverait à environ 26 pour cent, passant de 1,08 à 1,37 milliard. Ainsi, d'ici l'an 2000, près de 80 pour cent de la population mondiale résideraient dans des régions maintenant considérées comme moins développées et plus de 90 pour cent de l'accroissement annuel de la population mondiale y aurait lieu.

Le manque d'informations fiables sur tous les pays communistes asiatiques et les hypothèses très optimistes concernant les tendances de la fécondité en Chine implicites dans les projections moyennes de l'ONU¹ / plaident en faveur de la déségrégation des pays moins développés en économies planifiées et en pays à économie de marché. Cette déségrégation reflète plus précisément le fardeau de la croissance rapide des populations dans la plupart des PMA.

Comme le montre le tableau 4, la population des pays dont la planification Les économies, qui représentent environ 1/3 du total des PMA de 1970, devraient croître entre 1970 et 2000 à un taux bien inférieur à la moyenne des PMA de 2,3 pour cent. Sur l'ensemble de la période de trente ans, leur taux de croissance est en moyenne de 1,4 pour cent, contre 2,7 pour cent pour les autres PMA. Entre 1970 et 1985, le taux de croissance annuel des PMA communistes asiatiques devrait s'établir en moyenne à 1,6 pour cent, puis baisser à 1,2 pour cent en moyenne entre 1985 et 2000. Le taux de croissance des PMA à économie de marché, en revanche, demeure pratiquement le même, à 2,7 et 2,6 pour cent, respectivement. Ainsi, à l'exception des efforts de contrôle des naissances à grande échelle (plus grands que ce que suppose la variante moyenne) ou des bouleversements économiques ou politiques, les vingt-cinq prochaines années offrent peu de répit aux PMA non communistes face aux fardeaux de la croissance rapide de l'humanité. Bien sûr,

De plus, à moins de mesures draconiennes, il n'ya aucune possibilité qu'un PMA puisse stabiliser sa population à moins du double de sa taille actuelle. Pour beaucoup, la stabilisation ne dépassera pas trois fois leur taille actuelle_

^{1/} La taille de la population chinoise, sa répartition par âge et son taux de croissance sont largement contestés, non seulement parmi les observateurs occidentaux mais apparemment en Chine même. Les estimations récentes varient de "plus de 700, chiffre utilisé systématiquement par les représentants de la République populaire de Chine million," aux réunions de l'ONU, à 920 millions estimé pour
mi-1974 par le Département américain du commerce, Bureau of Economic Analysis.

**TABLEAU 4. POPULATION TOTALE, DISTRIBUTION ET
TAUX DE CROISSANCE, par grande région: 1970-2000**

(Variante de projection "moyenne" de l'ONU)

Région principale et Pays	Population totale					Croissance		
	1970		1985		2000		1970-2000	
	Mil- les Lions	Par- cent	Mil- les Lions	Mil- les Lions	Par- cent	Mil- moyenne des lions	Annuel	
TOTAL MONDIAL	3 621	100,0	4 858	6 407	100,0	2 786	1,9%	
PAYS DÉVELOPPÉS 1 084		29,9	1 234	1 368	21,4	284	0,8%	
<u>Économies de marché</u>	736	20,3	835	920	14,4	184	0,7%	
NOUS	205	5,7	236	264	4,1	59	0,9%	
Japon	104	2,9	122	133	2,1	29	0,8%	
Planifié centralement	<u>348</u>	<u>9,6</u>	<u>399</u>	<u>447</u>	<u>7,0</u>	<u>99</u>	<u>0,8%</u>	
économies								
URSS	243	6,7	283	321	5,0	78	0,9%	
MOINS DÉVELOPPÉ DES PAYS	2 537	70,1	3 624	5 039	78,6	2 502	2,3%	
<u>Planifié centralement</u>								
<u>économies *</u>	<u>794</u>	<u>21,9</u>	<u>1 007</u>	<u>1 201</u>	<u>18,7</u>	<u>407</u>	<u>1,4%</u>	
Chine	756	20,9	955	1 127	17,6	369	1,3%	
<u>Économies de marché</u>	<u>1 743</u>	<u>48,1</u>	<u>2 616</u>	<u>3 838</u>	<u>59,9</u>	<u>2 095</u>	<u>2,7%</u>	
Asie de l'Est	49	1,4	66	83	1,3	34	1,8%	
Asie du sud	<u>1 090</u>	<u>30,1</u>	<u>1 625</u>	<u>2 341</u>	<u>36,5</u>	<u>1 251</u>	<u>2,6%</u>	
Asie du Sud-Est	264	7,3	399	574	9,0	310	2,6%	
Indonésie	120	3,3	177	250	3,9	130	2,5%	
Asie du Sud Moyen	49	20,7	1 105	1 584	24,7	835	2,5%	
Sous-indien								
continent**	691	19,1	1 016	1 449	22,6	758	2,5%	
Asie du Sud-Ouest	77	2,1	121	183	2,9	106	2,9%	
Afrique	<u>352</u>	<u>9,7</u>	<u>536</u>	<u>884</u>	<u>13,1</u>	<u>482</u>	<u>2,9%</u>	
Nigeria	55	1,5	84	135	2,1	80	3,0%	
Egypte	33	0,9	47	66	1,0	33	2,3%	
Amérique latine	<u>248</u>	<u>6,8</u>	<u>384</u>	<u>572</u>	<u>8,9</u>	<u>324</u>	<u>2,8%</u>	
Caraïbes	26	0,7	36	48	0,8	22	2,2%	
Amérique centrale	67	1,8	109	173	2,7	106	3,2%	
Mexique	50	1,4	83	132	2,1	82	3,3%	
Amérique du Sud tropicale	155	4,3	239	351	5,5	196	2,8%	
Brésil	95	2,6	145	212	3,3	117	2,7%	
Columbia	22	0,6	35	51	0,8	29	2,9%	
Océanie	4	0,1	6	9	0,1	5	2,6%	

* Les économies à planification centrale comprennent la RP-Chine, la Corée du Nord, le Nord

Vietnam et Mongolie.

OTAN et Europe de l'Est. Dans l'ouest, seules la France et la Grèce ont une politique de croissance démographique croissante - que les gens réussissent à ignorer. (Dans un changement récent et significatif par rapport aux positions traditionnelles, cependant, l'Assemblée française a approuvé à une écrasante majorité une loi autorisant non seulement la disponibilité générale des contraceptifs mais prévoyant également que leur coût soit supporté par le système de sécurité sociale.) D'autres membres occidentaux de l'OTAN n'ont pas de politique.¹ / La plupart offrent des services de planification familiale certains ou substantiels. Tous semblent se diriger vers des taux de croissance inférieurs. Dans deux pays membres de l'OTAN (Allemagne de l'Ouest et Luxembourg), le nombre annuel de décès dépasse déjà les naissances, ce qui donne un taux de croissance naturelle négatif.

La Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie ont des politiques actives pour augmenter leur taux de croissance démographique malgré la réticence de leur population à avoir des familles plus nombreuses. En URSS, les taux de fécondité en RSFSR et dans les républiques d'Ukraine, de Lettonie et d'Estonie sont inférieurs au niveau de remplacement. Cette situation prévaut au moins depuis 1969-1970 et, si elle se poursuit, aboutira à terme à une croissance démographique négative dans ces républiques. Aux États-Unis, la fécondité moyenne est également tombée sous le niveau de remplacement au cours des deux dernières années (1972 et 1973). Il existe cependant une différence frappante dans les attitudes à l'égard de cette évolution démographique dans les deux pays. Alors qu'aux États-Unis, la possibilité d'une population stabilisée (non croissante) est généralement considérée avec faveur, en URSS, on s'inquiète de la faible fécondité des Slaves et des Baltes (principalement des Slaves et des Baltes). Le gouvernement soviétique, selon toutes les indications, étudie la possibilité d'augmenter leur taux de natalité en baisse. Toute la question des politiques de renforcement de la fécondité est circonscrite par les coûts relativement élevés de l'augmentation de la fécondité (principalement par l'augmentation des dépenses en biens et services de consommation) et par la nécessité d'éviter l'apparition d'une discrimination ethnique entre nationalités à croissance rapide et lente.

Les projections moyennes des Nations Unies jusqu'en 2000 ne montrent aucun changement significatif position démographique des pays de l'alliance occidentale face à l'Europe de l'Est et à l'URSS. La population des pays du Pacte de Varsovie restera à 65% de la population des États membres de l'OTAN. Si l'on exclut la Turquie, la proportion du Pacte de Varsovie passe quelque peu de 70% en 1970 à 73% en 2000. Ce changement n'est pas d'un ordre de grandeur qui en soi aura des implications importantes pour les relations est-ouest. (La croissance future des effectifs dans les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie n'a pas été examinée dans ce mémorandum.)

Les changements prospectifs dans les populations des régions moins développées, entre eux et par rapport aux pays développés, ont une plus grande importance politique et stratégique potentielle.

Afrique. L'évaluation des futures tendances démographiques en Afrique est gravement entravée par le manque de données de base fiables sur la taille, la composition, la fécondité et la mortalité, et la migration d'une grande partie de la population du continent. Compte tenu de cette importante limitation, la population de l'Afrique devrait passer de 352 millions en 1970 à 834 millions en 2000, soit une augmentation de près de 2,5 fois. Dans la plupart des pays africains, les taux de croissance démographique sont susceptibles d'augmenter sensiblement

¹ / La Turquie a une politique de contrôle de la population.

avant qu'ils ne commencent à décliner. L'expansion rapide de la population peut être particulièrement lourde pour les « moins avancés » parmi les PMA d'Afrique, y compris selon la classification des Nations Unies - Éthiopie, Soudan, Tanzanie, Ouganda, Haute-Volta, Mali, Malawi, Niger, Burundi, Guinée, Tchad, Rwanda, Somalie, Dahomey, Lesotho et Botswana. En tant que groupe, ils étaient au nombre de 104 millions en 1970 et devraient croître à un taux moyen de 3,0 pour cent par an, pour atteindre quelque 250 millions en 2000. Ce taux de croissance repose sur l'hypothèse de réductions significatives de la mortalité. Il est toutefois douteux que les conditions économiques et sociales dans un avenir prévisible permettront de réduire la mortalité nécessaire pour produire un taux de croissance de 3 pour cent. Par conséquent, la population des « moins avancés » d'Afrique »

Les pays africains dotés de riches ressources pétrolières et d'autres ressources naturelles peuvent être dans une meilleure position économique pour faire face à l'expansion démographique. Le Nigéria entre dans cette catégorie. Déjà le pays le plus peuplé du continent, avec environ 55 millions d'habitants en 1970 (voir la note de bas de page du tableau 4), la population du Nigéria à la fin de ce siècle devrait s'élever à 135 millions. Cela suggère un rôle politique et stratégique croissant pour le Nigéria, du moins en Afrique au sud du Sahara.

En Afrique du Nord, la population égyptienne de 33 millions d'habitants en 1970 devrait doubler d'ici 2000. La taille importante et croissante de la population égyptienne est, et restera pendant de nombreuses années, une considération importante dans la formulation de nombreuses politiques étrangères et nationales non seulement de l'Égypte mais aussi des pays voisins.

Amérique latine. Une croissance démographique rapide est prévue pour l'Amérique du Sud tropicale qui comprend le Brésil, la Colombie, le Pérou, le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie. Le Brésil, avec une population actuelle de plus de 100 millions d'habitants, domine clairement le continent sur le plan démographique ; à la fin de ce siècle, sa population devrait atteindre le niveau américain de 1974 d'environ 212 millions de personnes. Les perspectives de croissance économique rapide - si elles ne sont pas amoindries par la prolifération démographique - laissent présager un statut de puissance croissante pour le Brésil en Amérique latine et sur la scène mondiale au cours des 25 prochaines années.

Les Caraïbes, qui comprennent un certain nombre de pays dotés de programmes de planification familiale prometteurs (Jamaïque, Trinité-et-Tobago, Cuba, la Barbade et Porto Rico) devraient connaître une croissance de 2,2% par an entre 1970 et 2000, un taux inférieur à la moyenne latino-américaine de 2,8 pour cent.

La tendance démographique la plus significative du point de vue des États-Unis est peut-être la perspective que la population du Mexique passera de 50 millions en 1970 à plus de 130 millions d'ici l'an 2000. Même dans les conditions les plus optimistes, où la fécondité moyenne du pays tombe à niveau de remplacement d'ici 2000, la population mexicaine dépassera probablement 100 millions d'ici la fin de ce siècle.

Asie du sud. Des taux un peu plus lents sont attendus pour l'Asie de l'Est et du Moyen-Sud

dont la population combinée de 1,03 milliard en 1970 devrait plus que doubler d'ici 2000 pour 2,20 milliards. Face à une croissance démographique continue et rapide (2,5 pour cent), les perspectives de la sous-région indienne peuplée, qui fait déjà face à des problèmes économiques épouvantables, sont particulièrement sombres. La population de l'Asie du Sud et du Sud-Est augmentera considérablement par rapport à la Chine continentale; il semble toutefois douteux que cela contribuera beaucoup à renforcer leur position de pouvoir relative et leur influence politique en Asie. Au contraire, la préoccupation face aux problèmes économiques et sociaux internes croissants résultant de l'augmentation massive de la population peut progressivement réduire la capacité de la région, en particulier de l'Inde, à jouer un rôle de puissance régionale et mondiale efficace.

Asie du Sud-Ouest, dominée démographiquement par la Turquie et sept pays riches en pétrole (y compris l'Arabie saoudite, l'Iraq et le Koweït) devrait être l'une des régions des PMA à la croissance la plus rapide, avec un taux de croissance annuel moyen de 2,9% entre 1970 et 2000. Une partie de cette croissance sera due à l'immigration, comme par exemple, au Koweït.

Le taux de croissance relativement faible de 1,8 pour cent projeté pour les PMA d'Asie de l'Est à économie de marché reflète les programmes de planification familiale très réussis à Taiwan, en Corée du Sud et à Hong Kong.

République populaire de Chine (RPC). La République populaire de Chine a de loin la plus grande population du monde et, potentiellement, de graves problèmes de pression démographique, compte tenu de son faible niveau de vie et de son utilisation assez intensive des ressources disponibles en terres agricoles. Son dernier recensement en 1953 a enregistré une population de 583 millions d'habitants, et les responsables de la RPC ont cité un chiffre aussi élevé que 830 millions pour 1970. Le Bureau d'analyse économique du Département du commerce prévoit une population légèrement plus élevée, atteignant 920 millions en 1974. La croissance démographique actuelle le taux est d'environ deux pour cent.

Conclusion

La croissance rapide de la population dans les pays moins développés s'est accélérée dans un milieu social de pauvreté, de chômage et de sous-emploi, de faible niveau d'instruction, de malnutrition généralisée et de coûts croissants de la production alimentaire. Ces pays ont accumulé un formidable «arriéré» de tâches inachevées. Ils comprennent l'assimilation économique de quelque 40 pour cent de leur population qui fait pression sur, mais reste largement en dehors de la périphérie de l'économie en développement; l'amélioration des niveaux de vie généralement bas; et en outre, l'hébergement de plus grandes augmentations annuelles de la population. L'accomplissement de ces tâches pourrait être intolérablement lent si le taux de croissance annuel moyen dans le reste de ce siècle ne ralentissait pas bien en dessous des 2,7 pour cent projetés, dans la variante moyenne, pour les PMA à économie de marché.

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

Year	Urban	Rural	Total	Population	Urban	Rural	Total	Population
1970	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
1975	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
1980	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
1985	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
1990	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
1995	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
2000	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
2005	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
2010	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
2015	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791
2020	143.7	38.8	182.5	1791	1315	1158	2473	1791

UNE annexe

T capable

CONFIDENTIEL

CHAPITRE II - POPULATION ET APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE MONDIAL

La croissance démographique rapide et le ralentissement de la production alimentaire dans les pays en développement, ainsi que la forte détérioration de la situation alimentaire mondiale en 1972 et 1973, ont soulevé de graves inquiétudes quant à la capacité du monde à se nourrir convenablement au cours du prochain quart de siècle et au-delà.

En raison de la croissance démographique et, dans une certaine mesure, de l'augmentation de la richesse, la demande alimentaire mondiale a augmenté à des taux sans précédent. En 1900, l'augmentation annuelle de la demande mondiale de céréales était d'environ 4 millions de tonnes. En 1950, il était passé à environ 12 millions de tonnes par an. En 1970, l'augmentation annuelle de la demande était de 30 millions de tonnes (sur une base de plus de 1 200 millions de tonnes). Cela équivaut à peu près à la récolte annuelle de blé du Canada, de l'Australie et de l'Argentine réunis. Cette augmentation annuelle de la demande alimentaire se compose d'une augmentation annuelle de 2% de la population et d'une augmentation de 0,5% de la demande par habitant. Une partie de la demande croissante par habitant reflète l'amélioration de l'alimentation de certains peuples des pays en développement. Dans les pays moins développés, environ 400 livres de céréales sont disponibles par personne et par an et sont principalement consommées sous forme de céréales.

Au cours des deux dernières décennies, les PMA ont été en mesure de maintenir la production alimentaire avant la population, malgré les taux de croissance démographique sans précédent. Les chiffres de base sont résumés dans le tableau suivant: [calculés à partir des données de l'USDA, The World Agricultural Situation, mars 1974]:

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

INDICES DE LA POPULATION MONDIALE ET DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

(hors République populaire de Chine)

1954 = 100

MONDE	PAYS DÉVELOPPÉS			MOINS DÉVELOPPÉ DES PAYS		
	Production alimentaire	Population totale par habitant	Population totale par habitant	Production alimentaire	Population totale par habitant	Population totale par habitant
1954	100	100	100	100	100	100
1973	144	170	119	124	170	138
Composé Annuel augmentation (%)	1,9	2,8	0,9	1,1	2,8	1,7

notera que le gain relatif dans les PMA total la production alimentaire était aussi importante que celle des pays avancés, mais était beaucoup moins par par habitant en raison de la forte différence des taux de croissance démographique. En outre, au sein du groupe des PMA se trouvaient 24 pays (dont l'Indonésie, le Nigéria, les Philippines, le Zaïre, l'Algérie, le Guyana, l'Iraq et le Chili) dans lesquels le taux d'accroissement de la croissance démographique dépassait le taux d'accroissement de la production alimentaire; et un groupe beaucoup plus peuplé (y compris l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh) dans lequel le taux d'augmentation de la production a à peine dépassé la croissance démographique mais n'a pas suivi l'augmentation de la demande intérieure. [Conférence mondiale de l'alimentation, évaluation préliminaire, 8 mai 1974; Document ONU E / CONF. 65 / PREP / 6, p. 33.]

Les besoins généraux ont été projetés pour les années 1985 et 2000, sur la base des estimations démographiques de la variante moyenne des Nations Unies et permettant une très faible amélioration de l'alimentation dans les PMA.

Une projection récente du Département de l'agriculture indique une capacité de production potentielle plus qu'adéquate pour répondre aux besoins mondiaux en céréales (l'aliment de base du monde) d'une population de 6,4 milliards d'habitants en 2000 (variante de fertilité moyenne) à des prix relatifs à peu près courants .

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Cette vue d'ensemble ne laisse guère de place à la complaisance lorsqu'elle est ventilée par régions géographiques. Pour ne soutenir qu'une amélioration très modeste des niveaux actuels de consommation de céréales (de 177 kilogrammes par habitant en 1970 à 200-206 kilogrammes en 2000), les projections montrent une augmentation alarmante de la dépendance des PMA à l'égard des importations. Ces importations devraient passer de 21,4 millions de tonnes en 1970 à 102-122 millions de tonnes à la fin du siècle. Les importations céréalières passeraient à 13 à 15 pour cent de la consommation totale des pays en développement, contre 8 pour cent en 1970. En tant que groupe, les pays avancés peuvent non seulement répondre à leurs propres besoins, mais aussi générer un excédent substantiel. Pour les PMA, les analyses de la capacité de production alimentaire prévoient la possibilité physique de répondre à leurs besoins, à condition que (a) les conditions météorologiques soient normales, (b) les rendements par unité de surface continuent de s'améliorer au rythme de la dernière décennie, rapprochant la moyenne en 1985 des rendements actuels dans les pays avancés, et (c) un transfert annuel beaucoup plus important de céréales peut être organisé à partir de l'excédent. pays (principalement l'Amérique du Nord), soit par des ventes commerciales, soit par une aide alimentaire continue et croissante. Les estimations de la capacité de production ne reposent pas sur de nouvelles avancées techniques majeures dans les méthodes de production alimentaire, mais elles nécessitent la disponibilité et l'application de quantités considérablement accrues d'engrais, de pesticides, d'eau d'irrigation et d'autres intrants pour une agriculture modernisée, ainsi que les progrès technologiques continus aux rythmes passés et les réformes institutionnelles et administratives (y compris des services de recherche et de vulgarisation largement étendus) indispensables à l'application réussie de ces intrants. Ils supposent également des conditions météorologiques normales. Une forte volonté politique est nécessaire dans les PMA pour donner la priorité nécessaire à la production alimentaire.

Il y a une grande incertitude quant à savoir si les conditions permettant d'atteindre l'équilibre alimentaire dans les PMA peuvent effectivement être réalisées. Les changements climatiques sont mal compris, mais une tendance persistante au refroidissement atmosphérique depuis 1940 s'est établie. Un groupe respectable d'opinion scientifique estime que cela laisse présager une période de gelées annuelles beaucoup plus larges, et peut-être une baisse à long terme des précipitations dans les zones de mousson en Asie et en Afrique. Les engrais azotés seront en pénurie mondiale jusqu'à la fin des années 70, au moins; en raison de la hausse des prix de l'énergie, elle peut également être plus coûteuse en termes réels que dans les années 60. Les investissements en capital pour l'irrigation et les infrastructures et les exigences organisationnelles pour garantir des améliorations continues des rendements agricoles pourraient bien dépasser la capacité financière et administrative de nombreux PMA.

S'il est toujours imprudent de projeter le passé récent dans un avenir à long terme, l'expérience de 1972-73 est très décevante. La coïncidence des conditions météorologiques défavorables dans de nombreuses régions en 1972 a ramené la production par habitant dans les PMA au niveau du début des années 60. Dans le même temps, les réserves alimentaires mondiales (principalement américaines) étaient presque épuisées, et elles n'ont pas été reconstituées pendant l'année de production élevée de 1973. Une répétition dans ces conditions des conditions météorologiques de 1972 entraînerait une famine à grande échelle d'un type non connu. pendant plusieurs décennies - une sorte que le monde pensait avoir été définitivement bannie.

Même si une famine massive peut être évitée, les prévisions les plus optimistes du potentiel de production alimentaire dans les PMA les plus peuplés montrent peu d'amélioration des niveaux et de la qualité actuellement inadéquats de la nutrition. Tant que la croissance démographique annuelle se maintient à 2 à 3 pour cent ou plus,

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Les PMA doivent faire de l'expansion de la production alimentaire la priorité absolue du développement, même si elle peut absorber une grande partie des capitaux disponibles et des devises.

La modération des taux de croissance démographique dans les PMA pourrait faire une certaine différence dans les besoins alimentaires d'ici 1985, une différence substantielle d'ici à 2000 et une grande différence au début du siècle prochain. Du point de vue des intérêts des États-Unis, de telles réductions des besoins alimentaires des PMA seraient clairement avantageuses. Ils ne réduiraient pas les marchés commerciaux américains pour la nourriture depuis la réduction des besoins alimentaires des PMA qui résulterait du ralentissement de la croissance démographique n'affecterait que les demandes d'assistance alimentaire à des conditions de faveur ou de subvention, et non les ventes commerciales. Ils amélioreraient les perspectives de maintien de réserves alimentaires mondiales adéquates contre les urgences climatiques. Ils réduiraient la probabilité de famines périodiques région après région, accompagnées d'émeutes de la faim et d'instabilité sociale et politique chronique. Ils amélioreraient les possibilités de développement à long terme et d'intégration dans un ordre mondial pacifique.

Même en adoptant la vision la plus optimiste des possibilités théoriques de produire suffisamment d'aliments dans les pays développés pour répondre aux besoins des pays en développement, le problème de l'augmentation des coûts pour les PMA est déjà extrêmement grave et, à l'avenir, peut être insurmontable. Aux prix actuels, les besoins d'importation prévus de 102 à 122 millions de tonnes d'ici 2000 porteraient le coût des importations de céréales des pays en développement à 16-20 1 milliard de dollars cette année-là, contre 2,5 milliards de dollars en 1970. Aussi importants qu'ils puissent paraître, même ces les estimations des besoins d'importation pourraient être faibles si les pays en développement ne sont pas en mesure de réaliser l'augmentation présumée par le Département de l'agriculture du taux de croissance de

production.

Dans sa récente «Évaluation préliminaire de la situation alimentaire mondiale actuelle et future», la FAO est parvenue à une conclusion similaire:

Ce qui est certain, c'est l'énormité de la facture des importations alimentaires à laquelle les pays en développement pourraient faire face. . . En plus [des céréales] les pays en développement. . . importerait des quantités substantielles d'autres denrées alimentaires. il est clair que le financement du commerce international des denrées alimentaires à cette échelle poserait de très graves problèmes.

Au moins les trois quarts de l'augmentation prévue des importations de céréales des pays en développement tomberaient dans les pays les plus pauvres d'Asie du Sud et d'Afrique du Nord et centrale. La situation en Amérique latine, qui devrait passer d'un excédent modeste à une zone de déficit modeste, est tout à fait différente. La majeure partie de ce déficit se situera au Mexique et en Amérique centrale, avec des revenus relativement élevés et des liaisons de transport facilement exploitables vers les États-Unis.

Le problème en Amérique latine semble donc relativement plus facile à gérer.

Il semble toutefois hautement improbable que les pays les plus pauvres d'Asie et d'Afrique soient

1 / À 160,00 \$ la tonne.

CONFIDENTIEL

capable de financer presque comme le niveau des besoins d'importation projetés par l'USDA. Peu d'entre eux ont des secteurs industriels dynamiques orientés vers l'exportation comme Taiwan ou la Corée du Sud ou de riches ressources en matières premières qui généreront des recettes d'exportation assez rapidement pour suivre le rythme des besoins d'importations alimentaires. En conséquence, les pays où la famine et la malnutrition à grande échelle sont déjà présentes sont confrontés à la sombre perspective d'une amélioration minimale, voire nulle, de l'apport alimentaire dans les années à venir, à l'exception d'un important programme d'aide financière étrangère et d'une expansion plus rapide de la production alimentaire nationale, une croissance démographique réduite ou une combinaison des trois. Pire encore, une série de désastres des récoltes pourrait transformer certains d'entre eux en cas malthusiens classiques avec des famines impliquant des millions de personnes.

Alors que l'aide étrangère continuera probablement à être fournie pour faire face à des situations d'urgence à court terme comme la menace d'une famine massive, il est plus douteux que les pays donateurs d'aide soient prêts à fournir le type d'aide alimentaire massive qu'exigent les projections d'importations sur une base continue à long terme.

Une réduction des taux de croissance démographique pourrait clairement apporter un soulagement significatif le long terme. Certains analystes soutiennent que pour la période post-1985, une baisse rapide de la fécondité sera cruciale pour une alimentation adéquate dans le monde. Si, comme indiqué précédemment, la fécondité dans les pays en développement pouvait tomber au niveau de remplacement d'ici l'an 2000, la population mondiale cette année-là serait de 5,9 milliards ou 500 millions de personnes en dessous du niveau qui serait atteint si la projection moyenne des Nations Unies ont été suivies. La quasi-totalité de la baisse concernerait les PMA. Avec une telle réduction, le déficit d'importations prévu de 102 à 122 millions de tonnes par an pourrait être éliminé tout en permettant une amélioration modeste de la consommation par habitant. Si une réduction aussi rapide des taux de fécondité au cours des 30 prochaines années est un objectif optimiste, certains experts pensent qu'il pourrait être obtenu par des efforts intensifiés si sa nécessité était comprise par les dirigeants mondiaux et nationaux. Des réductions encore plus modestes pourraient avoir des implications importantes d'ici 2000 et même davantage avec le temps.

Les programmes intensifs visant à accroître la production alimentaire dans les pays en développement au-delà des niveaux supposés dans les projections de l'USDA offrent probablement les meilleures perspectives pour une aide raisonnablement précoce, bien que cela pose des difficultés techniques et organisationnelles majeures et impliquera des coûts substantiels. Il faut cependant se rendre compte que cela sera difficile dans tous les pays et probablement impossible dans certains — ou plusieurs. Même avec l'introduction de nouveaux intrants et techniques, il n'a pas été possible d'augmenter la production agricole de 3 pour cent par an dans de nombreux pays en développement les plus pauvres. La croissance démographique dans un certain nombre de ces pays dépasse ce taux.

Un tel programme d'augmentation de la production alimentaire exigerait une utilisation de variétés de semences améliorées, applications accrues d'engrais chimiques et de pesticides sur de vastes superficies et meilleure gestion des exploitations ainsi que la mise en culture de nouvelles terres. On a estimé, par exemple, qu'avec de meilleures variétés, une lutte antiparasitaire et une application d'engrais à l'échelle japonaise, les rendements du riz indien pourraient au moins théoriquement être multipliés par deux et demie les niveaux actuels. Là encore, une aide étrangère très substantielle pour les matières importées peut être nécessaire au moins pendant les premières années avant que le programme ne commence à s'implanter.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Le problème est clair. Les solutions, ou du moins les directions que nous devons emprunter pour les atteindre sont également généralement convenues. Ce qu'il faudra, c'est un véritable engagement en faveur d'un ensemble de politiques qui conduiront la communauté internationale, tant les pays développés que les pays en développement, à atteindre les objectifs énoncés ci-dessus.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

CHAPITRE III - MINÉRAUX ET CARBURANT

La croissance démographique en soi n'imposera probablement pas de sérieuses contraintes sur la disponibilité physique mondiale des combustibles et des minéraux non combustibles jusqu'à la fin du siècle et au-delà.

Cette perspective favorable des réserves n'exclut pas des situations de pénurie de certains minéraux à des moments et à des endroits particuliers. Une planification minutieuse accompagnée de progrès scientifiques et technologiques continus (y compris la mise au point de substituts) devrait maintenir les problèmes de disponibilité physique dans des proportions gérables.

Le principal facteur influençant la demande de matières premières non agricoles est le niveau d'activité industrielle, régional et mondial. Par exemple, les États-Unis, avec 6% de la population mondiale, consomment environ un tiers de ses ressources. La demande de matières premières, contrairement à l'alimentation, n'est pas une fonction directe de la croissance démographique. Les pénuries actuelles et les prix élevés de la plupart de ces matériaux résultent principalement des conditions de croissance dans toutes les régions industrialisées au cours des années 1972-73.

Le lien potentiel important entre la croissance démographique rapide et la disponibilité des minéraux est indirect plutôt que direct. Elle découle des effets négatifs d'une croissance démographique excessive sur le développement économique et le progrès social, et donc sur la stabilité interne, dans les pays sous-développés surpeuplés. Les États-Unis sont devenus de plus en plus dépendants des importations de minéraux des pays en développement au cours des dernières décennies, et cette tendance devrait se poursuivre. La localisation des réserves connues de minerais à plus haute teneur de la plupart des minéraux favorise la dépendance croissante de toutes les régions industrialisées aux importations en provenance des pays moins développés. Les vrais problèmes de l'approvisionnement en minerais résident non pas dans la suffisance physique de base, mais dans les questions politico-économiques d'accès, de conditions d'exploration et d'exploitation, et de répartition des bénéfices entre les producteurs, les consommateurs,

Dans les cas extrêmes où les pressions démographiques conduisent à une famine endémique, à des émeutes alimentaires et à un effondrement de l'ordre social, ces conditions ne sont guère propices à l'exploration systématique des gisements minéraux ou aux investissements à long terme nécessaires à leur exploitation. À moins de famine, à moins qu'un minimum d'aspirations populaires pour l'amélioration matérielle ne puisse être satisfait, et à moins que les conditions d'accès et d'exploitation ne persuadent les gouvernements et les peuples que cet aspect de l'ordre économique international a «quelque chose en lui pour eux», des concessions aux entreprises étrangères sont susceptibles d'être expropriés ou soumis à une intervention arbitraire. Que ce soit par une action gouvernementale, des conflits de travail, des sabotages ou des troubles civils, le bon flux des matériaux nécessaires sera compromis. Bien que la pression démographique ne soit évidemment pas le seul facteur en cause,

Réserves

Projections faites par le Département de l'intérieur jusqu'en 2000 pour ces combustibles et

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

minéraux non combustibles dont les États-Unis dépendent fortement pour leurs importations¹ / étayent ces conclusions sur les ressources physiques (voir l'annexe). Les réserves prouvées de nombre de ces minéraux semblent plus que suffisantes pour répondre à la demande mondiale cumulée estimée aux prix relatifs de 1972, au moins jusqu'à la fin du siècle. Alors que le pétrole (y compris le gaz naturel), le cuivre, le zinc et l'étain sont des exceptions probables, l'extension des réserves économiquement exploitables en raison de la hausse des prix, ainsi que la substitution et la récupération secondaire des métaux, devraient éviter les restrictions d'approvisionnement à long terme. Dans de nombreux cas, les augmentations de prix qui ont eu lieu depuis 1972 devraient être plus que suffisantes pour provoquer l'extension nécessaire des réserves.

Ces conclusions sont cohérentes avec une étude beaucoup plus approfondie réalisée en 1972 pour la Commission on Population Growth and the American Future.² /

En ce qui concerne les combustibles fossiles, cette étude prévoit des réserves mondiales suffisantes pour au moins le prochain quart à un demi-siècle, même sans percées technologiques majeures. Les réserves américaines de charbon et de schiste bitumineux sont suffisantes bien dans le siècle prochain, bien que leur pleine exploitation puisse être limitée par des facteurs environnementaux et d'approvisionnement en eau. Les estimations du US Geological Survey suggèrent des réserves de pétrole et de gaz récupérables (en supposant des prix suffisamment élevés) pour répondre à la demande intérieure pendant encore deux ou trois décennies, mais il existe également des opinions d'experts respectables soutenant des estimations beaucoup plus basses; la production pétrolière actuelle est inférieure au pic de 1970 et ne satisfait que 70% de la demande actuelle.³ / Néanmoins, les États-Unis sont dans une position relativement forte sur les combustibles fossiles par rapport au reste du monde industrialisé,

Dans le cas des 197 minéraux non combustibles étudiés par la Commission, il a été conclu qu'il existait des réserves prouvées suffisantes de neuf pour répondre aux besoins mondiaux cumulés aux prix relatifs actuels jusqu'en 2020. ⁴ / Pour les dix autres⁵ / réserves prouvées mondiales, elles ont été jugées insuffisantes. Cependant, il a été jugé que des augmentations de prix modérées, le recyclage et la substitution pourraient combler l'écart estimé entre l'offre et les besoins.

Les projections ci-dessus sous-estiment probablement les estimations des ressources mondiales. Les «réserves prouvées», c'est-à-dire des approvisionnements connus qui seront disponibles actuellement ou des coûts relatifs légèrement plus élevés dans 10 à 25 ans, dépassent rarement les besoins cumulatifs de 25 ans, car l'industrie est généralement réticente à entreprendre une exploration coûteuse pour répondre à des demandes qui pourraient peut ne pas se concrétiser dans un avenir plus lointain. L'expérience a montré que des réserves supplémentaires sont découvertes au besoin, du moins dans le cas des minéraux non combustibles, et que les «réserves prouvées» sont généralement restées constantes par rapport à la consommation.

1 / Aluminium, cuivre, minerai de fer, plomb, nickel, étain, uranium, zinc et pétrole (y compris le gaz naturel).

2 / Population, Resources and the Environment, édité par Ronald Ridker, Vol. III du rapport de recherche de la Commission

3 / Pour un examen récent des différentes estimations des réserves de pétrole et de gaz, voir Oil and Gas Resources, "Science, 12 juillet 74, pages 127-130 (vol. 185).

4 / Chrome, fer, nickel, vanadium, magnésium, phosphore, potassium, cobalt et azote. 5 / Manganèse, molybdène, tungstène, aluminium, cuivre, plomb, zinc, étain, titane et soufre.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

L'adéquation des réserves ne garantit pas, bien entendu, que les approvisionnements seront fournis en flux continu selon les besoins. Des problèmes intermédiaires peuvent survenir à la suite de mauvais calculs commerciaux concernant le moment de l'expansion pour répondre aux exigences. Compte tenu du délai considérable nécessaire pour accroître la capacité, cela peut entraîner des périodes de pénurie grave pour certains matériaux et une hausse des prix comme dans un passé récent. De même, il y aura de temps à autre des périodes de surcapacité et de baisse des prix. Les ajustements techniques nécessaires pour le passage à des substituts ou l'augmentation du recyclage peuvent également être retardés par le délai requis ou par le manque d'informations.

Un système d'alerte précoce conçu pour signaler les excédents et les pénuries imminents, pourrait être très utile pour anticiper ces problèmes. Un tel mécanisme pourrait prendre la forme de groupes d'experts travaillant avec la Division des ressources des Nations Unies. Alternativement, des groupes d'étude intergouvernementaux sur les produits pourraient être créés pour surveiller les produits identifiés comme des problèmes potentiels.

Une disponibilité mondiale adéquate de combustibles et de minéraux non combustibles n'est pas de beaucoup profitable aux pays qui n'ont pas les moyens de les payer. Les approvisionnements en pétrole sont actuellement suffisants pour couvrir les besoins mondiaux, mais le quadruplement des prix l'année dernière a créé de graves problèmes financiers et de paiement pour les pays développés comme pour les pays en développement. Si une action similaire pour augmenter les prix était entreprise par l'approvisionnement en autres minéraux importants, une situation déjà mauvaise s'intensifierait. Le succès de ces efforts est toutefois discutable; il n'y a pas de cas dans lequel les quantités en jeu sont comparables à distance aux cas d'énergie; et les possibilités de tactiques d'arnaque ou de cartel réussies sont beaucoup plus restreintes.

Bien que les États-Unis soient relativement bien lotis à cet égard, ils dépendent néanmoins fortement des importations de minéraux provenant d'un certain nombre de sources qui ne sont pas complètement sûres ou stables. Il peut donc être nécessaire, notamment à la lumière de notre récente expérience pétrolière, de maintenir cette dépendance dans certaines limites, dans certains cas en développant des ressources internes supplémentaires et plus généralement en se dotant de stocks pour les urgences économiques et de défense nationale. Il existe également des dangers possibles de prix déraisonnables promus par les cartels de producteurs et des questions de politique plus large du soutien américain aux accords de produits impliquant à la fois les producteurs et les consommateurs. Ces questions relèvent toutefois de la politique des produits de base plutôt que de la politique démographique.

Au moins jusqu'à la fin de ce siècle, les changements dans les tendances de la croissance démographique ne changeront guère les niveaux totaux des besoins en carburant et autres minéraux. Ces besoins sont beaucoup plus étroitement liés aux niveaux de revenu et de production industrielle, ce qui laisse la demande de minéraux pratiquement inchangée. À plus long terme, une population mondiale ultime plus faible (disons 8 à 9 milliards au lieu de 12 à 16 milliards) nécessiterait un apport annuel plus faible de ressources épuisables directement affectées par la taille de la population ainsi qu'un volume beaucoup plus faible de nourriture, de produits forestiers, textiles et autres ressources renouvelables.

Quoi qu'on puisse faire pour se prémunir contre les interruptions d'approvisionnement et pour développer des alternatives nationales, l'économie américaine aura besoin de quantités importantes et croissantes de minéraux provenant de

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

à l'étranger, en particulier des pays moins développés.⁷ / Ce fait renforce l'intérêt des États-Unis pour la stabilité politique, économique et sociale des pays fournisseurs. Partout où une diminution des pressions démographiques par la réduction des taux de natalité peut accroître les perspectives d'une telle stabilité, la politique démographique devient pertinente pour l'approvisionnement en ressources et les intérêts économiques des États-Unis.

⁷ / Voir Commission nationale sur la politique des matériaux, Towards a National Materials Policy: Basic Data and Issues, avril 1972].

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

ANNEXE

PERSPECTIVES POUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

JE. Facteurs affectant la demande et l'offre de matières premières

Certains des facteurs clés dont il faut tenir compte pour évaluer la situation future des matières premières sont le stade de développement économique d'un pays et la réactivité du marché aux variations des prix relatifs des matières premières.

La théorie économique indique que le modèle de consommation de matières premières varie avec le niveau d'activité économique. L'examen de l'intensité d'utilisation des matières premières (quantité supplémentaire de matière première nécessaire pour soutenir une unité supplémentaire de PNB) montre qu'une fois qu'un niveau particulier de PNB est atteint, l'intensité d'utilisation des matières premières commence à diminuer. Les explications possibles de cette baisse sont:

1. Dans les pays industrialisés, la composante services du PNB augmente par rapport aux composantes autres que les services au fur et à mesure de la croissance économique.
2. Le progrès technologique, dans l'ensemble, tend à abaisser l'intensité de utilisation grâce à une plus grande efficacité dans l'utilisation des matières premières et le développement des alliages.
3. La croissance économique continue d'être caractérisée par le remplacement d'un matériau par un autre et le remplacement des matières synthétiques par des matériaux naturels. *8/*

La plupart des pays développés ont atteint ce point d'intensité d'utilisation décroissante. *9/* Pour les autres pays qui n'ont pas atteint ce stade de développement économique, leur population passe généralement par une phase de croissance rapide avant l'industrialisation. Cela est dû à la relative facilité d'application de politiques de soins de santé améliorées et à la baisse qui en résulte de leurs taux de mortalité, alors que les taux de natalité restent élevés. Ensuite, l'économie du pays commence à s'industrialiser et

croître plus rapidement, l'augmentation rapide initiale de la production industrielle se traduit par une augmentation de l'intensité d'utilisation des matières premières, jusqu'à ce que la production industrielle atteigne le niveau où l'intensité d'utilisation commence à diminuer.

Comme indiqué ci-dessus, les variations des prix relatifs des matières premières modifient le montant des réserves économiquement récupérables. Ainsi, le niveau de prix relatif, la douceur du

8 / Besoins en matériaux à l'étranger en l'an 2000, projet de recherche préparé pour la Commission nationale sur la politique des matériaux par la Wharton School, Université de Pennsylvanie; pp. 9-10.

9 / Colloque des Nations Unies sur la population; Ressources et environnement Stockholm, 9 / 26-10 / 5/73, E / Conf.6 / CEP / 3, p. 35.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

On peut également s'attendre à ce que le processus d'ajustement et la disponibilité du capital pour les investissements nécessaires influencent considérablement les conditions du marché des matières premières. De plus, l'amélioration technologique dans les mines et la métallurgie permet d'exploiter des minerais à plus faible teneur sans augmentation correspondante des coûts.

Le tableau suivant présente les importations nettes de 1972 et le ratio des importations à la demande totale de neuf produits. L'importation nette de ces neuf produits représentait 99 pour cent du déficit commercial total en minéraux.

Marchandise	1972 Importations nettes (En millions de dollars) **	Ratio des importations à la demande totale
Aluminium	483,8	. 286
Cuivre	206,4	. 160
Le fer	424,5	. 049
Conduire	102,9	. 239
Nickel	477,1	. 704
Étain	220,2	. 943
Titane	256,5	. 469
Zinc	294,8	. 517
Pétrole	5 494,5	. 246

(y compris le gaz naturel)

Les principales sources de ces importations américaines pendant la période 1969-1972 étaient:

Marchandise	La source & %
Aluminium	- Canada 76%
Cuivre	- Canada 31%, Pérou 27%, Chili 22%
Le fer	- Canada 50%, Venezuela 31%
Conduire	- Canada 29%, Pérou 21%, Australie 21%
Nickel	- Canada 82%, Norvège 8%
Étain	- Malaisie 64%, Thaïlande 27%
Titane	- Japon 73%, URSS 19%
Zinc (minerai)	- Canada 60%, Mexique 24%
Zinc (métal)	- Canada 48%, Australie 10%
Pétrole (brut)	- Canada 42%
Pétrole (brut)	- Venezuela 17%

* Les valeurs sont basées sur les prix américains de 1972 pour les matériaux sous forme primaire et, dans certains cas, ne représentent pas la valeur commerciale du matériau brut. Source: Bureau des mines.

CONFIDENTIEL

II. Réserves mondiales

Le tableau suivant présente les estimations de la position des réserves mondiales pour ces produits. Comme mentionné précédemment, la quantité de réserves économiquement récupérables augmente avec des prix plus élevés. Les tableaux suivants, basés sur les informations du Bureau des mines, fournissent des estimations des réserves à divers prix. (Tous les prix sont en dollars constants de 1972.)

Aluminium (bauxite)

Prix (par livre d'aluminium primaire)

	<u>Prix A</u>	<u>Prix B</u>	<u>Prix C</u>	<u>Prix D</u>
	. 23	. 29	. 33	. 36
Réserves	(milliards de tonnes courtes, teneur en aluminium)			
Monde	3,58	3,76	4.15	5,21
NOUS	. 01	. 02	. 04	. 09

	<u>Prix A</u>	<u>Prix B</u>	<u>Prix C</u>	<u>Prix D</u>
Cuivre				

Prix (par livre de cuivre raffiné)

	. 51	. 60	. 75
Réserves	(millions de tonnes courtes)		
Monde	370	418	507
NOUS	83	93	115

Or

Prix (par once troy)

	58,60	90	100	150
Réserves	(million d'once troy)			
Monde	1 000	1 221	1 588	1 850
NOUS	82	120	200	240

Le fer

Prix (par tonne courte de fer primaire contenu dans le minerai)

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

	17,80	20,80	23,80
Réserves	(teneur en fer en milliards de tonnes courtes)		
Monde	96,7	129,0	206,0
NOUS	2,0	2,7	18,0

Prix A Prix B Prix C Prix D

Conduire

Prix (par livre de plomb métallique primaire)

	. 15	. 18	. 20
Réserves	(millions de tonnes courtes, teneur en plomb)		
Monde	96,0	129,0	144,0
NOUS	36,0	51,0	56,0

Nickel

Prix (par livre de métal primaire)

	1,53	1,75	2,00	2,25
Réserves	(millions de tonnes courtes)			
Monde	46,2	60,5	78,0	99,5
NOUS	. 2	. 2	. 5	. 5

Étain

Prix (par livre d'étain métallique primaire)

	1,77	2,0	2,5	3,00
Réserves	(milliers de tonnes longues - teneur en étain)			

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Monde	4 180	5 500	7 530	9 290
NOUS	5	9	100	200

Titane

Prix (par livre de titane en pigment)

. 45 . 55 . 60

Réserves (teneur en titane en milliers de tonnes courtes) Monde

158100	222 000	327 000	
NOUS	32 400	45 000	60 000

Zinc

Prix (par livre, zinc de première qualité de l'Ouest livré)

. 18 . 25 . 30

Réserves (millions de tonnes courtes, teneur en zinc) 131

Monde	193	260	
NOUS	30	40	50

Pétrole

Les données nécessaires pour quantifier les relations prix de réserve ne sont pas disponibles. À des fins de planification, cependant, le Bureau des mines utilise l'hypothèse approximative qu'une augmentation de 100% du prix augmenterait les réserves de 10%. Le prix moyen en 1972 aux États-Unis était de 3,39 \$ / baril. avec des réserves mondiales prouvées de 666,9 milliards de barils. et des réserves américaines de 36 .. milliards de barils. En utilisant l'hypothèse du Bureau des mines, par conséquent, le doublement du prix mondial (un prix américain de 6,78 \$ / bar) impliquerait des réserves mondiales de 733,5 milliards de barils. et des réserves américaines de 39,9 milliards de barils.

Gaz naturel

Prix (prix à la tête de puits par mille pieds cubes)

. 186 . 34 . 44 . 55

Réserves (billion de pieds cubes)

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Monde	1 156	6 130	10 240	15 599
NOUS	266	580	900	2 349

Il convient de noter que ces statistiques représentent un changement des prix relatifs de 1972 et supposent une technologie constante de 1972. Le développement de nouvelles technologies ou un changement plus radical des prix relatifs peuvent avoir un impact significatif sur l'offre de réserves économiquement récupérables. L'aluminium en est un bon exemple. C'est l'élément métallique le plus abondant de la croûte terrestre et l'approvisionnement de cette ressource est presque entièrement déterminé par le prix. La demande et la technologie actuelles limitent les réserves économiquement récupérables aux sources de bauxite. Il existe d'autres sources d'aluminium (p. Ex. L'alunite) et si une technologie améliorée est mise au point pour rendre ces sources de remplacement commercialement viables, des contraintes d'approvisionnement ne seront probablement pas rencontrées.

Les chiffres de réserve estimés ci-dessus, tout en représentant des commandes approximatives de grandeur, sont suffisants pour répondre à la demande mondiale cumulée projetée (également des ordres de grandeur très approximatifs) jusqu'en 2000. Dans certains cas, des hausses de prix modestes au-dessus du niveau de 1972 peuvent être nécessaires pour attirer les investissements nécessaires.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

CHAPITRE IV - Développement économique et croissance démographique

La croissance rapide de la population nuit à tous les aspects du progrès économique et social dans les pays en développement. Il absorbe de grandes quantités de ressources nécessaires pour un investissement plus productif dans le développement. Cela nécessite des dépenses plus importantes pour la santé, l'éducation et les autres services sociaux, en particulier dans les zones urbaines. Il augmente la charge de dépendance par travailleur de sorte qu'une fraction élevée de la production du groupe d'âge productif est nécessaire pour subvenir aux besoins des personnes à charge. Il réduit l'épargne familiale et l'investissement domestique. Elle accroît les pressions sévères existantes sur les terres agricoles limitées dans les pays où se concentre le «problème de la pauvreté» dans le monde. Cela crée un besoin d'utiliser de grandes quantités de devises rares pour les importations alimentaires (ou la perte d'excédents alimentaires pour l'exportation). Finalement,

Même dans les pays ayant de bons ratios ressources / population, la croissance démographique rapide pose des problèmes pour plusieurs raisons: Premièrement, des investissements importants en capital sont généralement nécessaires pour exploiter les ressources inutilisées. Deuxièmement, certains pays ont déjà un chômage élevé et croissant et n'ont pas les moyens de former de nouveaux entrants à leur main-d'œuvre. Troisièmement, il y a de longs délais entre le lancement de programmes efficaces de planification familiale et la réduction de la fécondité, et des délais encore plus longs entre les réductions de la fécondité et la stabilisation de la population. Il existe donc un risque considérable de dépasser largement les objectifs en matière de population si la croissance démographique n'est pas modérée dans un proche avenir.

Au cours de la dernière décennie, les pays en développement ont augmenté leur PNB à un taux de 5 pour cent par an contre 4,8 pour cent dans les pays développés. Mais dans le même temps, les PMA ont connu un taux de croissance démographique annuel moyen de 2,5 pour cent. Ainsi, leur taux de croissance du revenu par habitant n'était que de 2,5 pour cent et dans certaines des régions les plus peuplées, l'augmentation du revenu par habitant était inférieure à 2 pour cent. Cela contraste fortement avec 3,6 pour cent dans les pays riches. De plus, le faible taux signifie qu'il y a très peu de changement dans les pays dont le revenu par habitant est de 200 dollars ou moins par an. Le problème a été encore exacerbé ces derniers mois par les hausses spectaculaires des prix du pétrole et des engrais. La Banque mondiale a estimé que les revenus du million d'habitants des pays les plus durement touchés par la crise pétrolière augmenteront de moins de 1% par habitant et par an pendant le reste des années 1970. Compte tenu des inégalités dans la répartition des revenus, il y aura bien plus de 500 millions de personnes, avec des revenus moyens inférieurs à 100 dollars par habitant, qui connaîtront soit aucune croissance, soit une croissance négative au cours de cette période.

La modération de la croissance démographique offre des avantages en termes de ressources économisées pour l'investissement et / ou d'augmentation de la consommation par habitant. Si les ressources nécessaires pour soutenir moins d'enfants sont réduites et si les fonds désormais alloués pour la construction d'écoles, de maisons, d'hôpitaux et d'autres installations essentielles sont investis dans des activités productives, l'impact sur la croissance du PNB et du revenu par habitant peut être significatif. En outre, le progrès économique et social résultant de la maîtrise de la population contribuera davantage à la baisse des taux de fécondité. La relation est réciproque et peut prendre la forme d'un cercle vicieux ou vertueux.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Cela soulève la question de savoir dans quelle mesure les dépenses de contrôle de la population pourraient être beaucoup plus efficaces que pour augmenter la production grâce à des investissements directs dans des projets et usines d'irrigation et d'électricité supplémentaires. Alors que la plupart des économistes d'aujourd'hui ne sont pas d'accord avec les hypothèses qui ont servi aux premières estimations trop optimistes des rendements des dépenses de population, il est généralement admis que jusqu'au moment où le coût par accepteur augmente rapidement, les dépenses de planification familiale sont généralement considérées comme le meilleur investissement d'un pays. peut faire dans son propre avenir.

II Impact de la croissance démographique sur le développement économique

Dans la plupart des pays en développement, sinon dans tous, des taux de fécondité élevés entraînent des coûts économiques substantiels et freinent la croissance économique. Les principaux effets macroéconomiques négatifs peuvent être analysés en trois catégories générales: (1) l'effet d'épargne, (2) «qualité des enfants» versus «quantité d'enfants», et (3) «approfondissement du capital» versus «élargissement du capital». Ces trois catégories ne sont pas mutuellement exclusives, mais elles mettent en évidence des perspectives familiales et sociales différentes. En outre, il y a souvent des effets négatifs à long terme sur la production agricole et la balance des paiements.

(1) L'effet d'économie. Une économie à fécondité élevée a forcément un «fardeau de dépendance» plus important qu'une économie à faible fécondité, car une plus grande proportion de la population est constituée d'enfants trop jeunes pour travailler. Il y a plus de personnes inactives à nourrir, à loger et à élever, et il y a un surplus plus petit que la consommation minimale disponible pour l'épargne et l'investissement. Il s'ensuit qu'un taux de fécondité plus bas peut libérer des ressources de la consommation; si elles sont économisées et investies, ces ressources pourraient contribuer à la croissance économique. (Il y a beaucoup de controverse à ce sujet; les études empiriques de l'effet d'épargne ont produit des résultats variables.)

(2) Qualité des enfants par rapport à la quantité. Les parents prennent des décisions d'investissement, dans un sens, concernant leurs enfants. Les enfants en meilleure santé et mieux éduqués ont tendance à être économiquement plus productifs, à la fois comme enfants et plus tard comme adultes. Outre les compromis plus ou moins conscients que les parents peuvent faire pour plus d'éducation et une meilleure santé par enfant, il existe certains effets biologiques indésirables subis par les enfants de rang élevé, tels qu'une mortalité plus élevée et une croissance cérébrale limitée en raison d'une incidence plus élevée de malnutrition. Il faut cependant souligner que la discussion sur les compromis entre la qualité des enfants et la quantité d'enfants restera probablement théorique en ce qui concerne les pays où la mortalité infantile reste élevée. Lorsque les parents ne peuvent pas s'attendre à ce que la plupart des enfants survivent jusqu'à la vieillesse, ils continueront probablement à «surcompenser», certaines progéniture vivante capable de soutenir les parents dans un avenir lointain.

(3) Approfondissement du capital versus élargissement. Du point de vue de la famille, une fécondité élevée réduira vraisemblablement le bien-être par enfant; pour l'économie, on peut considérer une fécondité élevée comme une croissance trop rapide de la population active par rapport au stock de capital. Le stock de capital de la société comprend des installations telles que des écoles et d'autres intrants éducatifs en plus des investissements en capital qui augmentent la production des travailleurs dans l'agriculture et la fabrication. Quel que soit le taux d'accumulation du capital, un taux de croissance démographique plus faible peut contribuer à augmenter le montant du capital et de l'éducation par travailleur, contribuant ainsi à accroître la production et le revenu par habitant. Le problème de la migration vers les villes et la demande dérivée d'infrastructures urbaines peuvent également être analysés comme des problèmes d'élargissement des capitaux, qui

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

détourner des ressources des investissements générateurs de croissance.

Dans un certain nombre de pays les plus peuplés, un quatrième aspect de la croissance rapide des effectifs est apparu ces dernières années, 1: des conséquences profondes à long terme. La production agricole a pu suivre ou dépasser la croissance démographique au cours des nombreuses décennies d'augmentation de la population avant le milieu de ce siècle, grâce à l'expansion régulière de la superficie cultivée. Plus récemment, seules des terres marginales inutilisées ont été disponibles en Inde, en Thaïlande, à Java, au Bangladesh et dans d'autres régions. En conséquence (a) la taille des exploitations a diminué et (b) la pénurie de terres a entraîné la déforestation et le surpâturage, avec pour conséquence une érosion des sols et une grave pollution de l'eau et une augmentation de la migration urbaine. Les régions qui gagnaient autrefois des devises grâce à l'exportation d'excédents alimentaires sont désormais déficitaires ou font face à une transition précoce vers la dépendance à l'égard des importations alimentaires. Bien que les possibilités d'augmenter la productivité agricole soient très grandes dans nombre de ces domaines, les technologies disponibles pour ce faire nécessitent des coûts d'investissement par acre beaucoup plus élevés et des dépenses en devises beaucoup plus importantes pour les intrants «modernes» (engrais chimiques, pesticides, carburants pétroliers, etc.) que ce n'était le cas avec les technologies traditionnelles. Ainsi, le problème de la croissance démographique peut être considéré comme un facteur important à long terme, ou structurel, aux problèmes actuels de balance des paiements des PMA et à la détérioration de l'infrastructure écologique de base.) que ce n'était le cas avec les technologies traditionnelles. Ainsi, le problème de la croissance démographique peut être considéré comme un facteur important à long terme, ou structurel, aux problèmes actuels de balance des paiements des PMA et à la détérioration de l'infrastructure écologique de base.) que ce n'était le cas avec les technologies traditionnelles. Ainsi, le problème de la croissance démographique peut être considéré comme un facteur important

Enfin, une fécondité élevée semble exacerber la mauvaise répartition des revenus, qui est un problème économique et social fondamental dans la plupart des pays en développement. Les familles à revenu élevé ont tendance à avoir moins d'enfants, à dépenser plus pour la santé et l'éducation des enfants, à avoir plus de richesse à transmettre à ces enfants, contrairement aux nombreux inconvénients auxquels sont confrontés les enfants des pauvres. Ces derniers ont tendance à être plus nombreux, recevant moins d'investissement par enfant dans leur «capital humain», laissant les enfants avec des contraintes économiques, éducatives et sociales similaires à celles qui limitent les chances des parents. En bref, une fécondité élevée contribue à la continuité intergénérationnelle des mauvaises distributions de revenus et des problèmes sociaux et politiques connexes.

III. L'effet du développement sur la croissance démographique

Les déterminants de la croissance démographique ne sont pas bien compris, en particulier pour les sociétés à faible revenu. Les données historiques montrent que la baisse de la fécondité en Europe et en Amérique du Nord a été associée à une baisse de la mortalité et à une urbanisation croissante, et généralement à la «modernisation». La fécondité a considérablement diminué en Occident sans le bénéfice de contraceptifs sophistiqués. Ce passage d'une fécondité élevée et d'une mortalité élevée à une faible fécondité et une faible mortalité est connu sous le nom de «transition démographique». Dans de nombreux pays à faible revenu, la mortalité a nettement diminué depuis la Seconde Guerre mondiale (en grande partie du fait de la réduction des maladies épidémiques et de la famine), mais la fécondité est restée élevée. Hormis quelques poches de faible fécondité en Asie de l'Est et dans les Caraïbes, aucune transition démographique significative ne s'est produite dans le tiers monde.

Il existe des preuves considérables et incontestables dans de nombreux pays en développement qu'une plus grande

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

(bien que pas entièrement connu) nombre de couples aimeraient avoir moins d'enfants que possible en général ici - et qu'il y a une grande demande insatisfaite de ces couples pour des services de planification familiale. Il est également désormais largement admis que les services de planification familiale seront nécessaires pour motiver d'autres couples à vouloir des familles plus petites et tous les couples à vouloir des niveaux de remplacement essentiels au progrès et à la croissance de leur pays.

Il est également prouvé, bien que cela ne soit pas concluant, que certains aspects du développement économique et de la modernisation sont plus directement liés à la baisse des taux de natalité que d'autres, et que des politiques de développement sélectives peuvent entraîner une transition démographique à des niveaux de revenu par habitant nettement inférieurs à ceux de Europe, Amérique du Nord et Japon.¹ / De telles politiques sélectives seraient axées sur l'amélioration des soins de santé et de la nutrition visant à réduire la mortalité infanto-juvénile; scolarisation universelle et alphabétisation des adultes, en particulier pour les femmes; l'augmentation de l'âge légal du mariage; de meilleures opportunités d'emploi des femmes dans l'économie monétaire; amélioration des dispositions de sécurité sociale vieillesse; et la modernisation agricole axée sur les petits agriculteurs.

Il est important que cet accent soit mis sur les programmes de développement car, étant donné les fortes densités de population actuelles, les taux de natalité élevés et les faibles niveaux de revenus dans une grande partie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, si la transition démographique doit attendre le développement et la modernisation globaux, le cercle vicieux de la pauvreté, des personnes et du chômage ne peut jamais être brisé.

Les causes des taux de natalité élevés dans les sociétés à faible revenu s'expliquent généralement par trois facteurs.

une. Insuffisance des informations et des moyens. La taille réelle de la famille dans de nombreuses sociétés est plus grande que la taille de la famille souhaitée en raison de l'ignorance des méthodes de contraception acceptables ou de l'indisponibilité des dispositifs et des services de contrôle des naissances. L'importance de ce facteur est mise en évidence par de nombreuses enquêtes sociologiques sur la «taille de la famille souhaitée» par rapport à la taille réelle, par les taux substantiels d'acceptation des contraceptifs lorsque des services systématiques de planification familiale sont introduits. Ce facteur a été une hypothèse de base dans les programmes de planification familiale des programmes officiels bilatéraux et multilatéraux dans de nombreux pays au cours de la dernière décennie. Quel que soit le poids réel de ce facteur, qui varie manifestement d'un pays à l'autre et qui évolue avec l'évolution des conditions économiques et sociales, il reste sans conteste une demande importante de services de planification familiale.

b. Insuffisance de motivation pour un nombre réduit d'enfants. Surtout dans le rural régions des pays sous-développés, qui représentent la majeure partie de la croissance démographique actuelle, les parents veulent souvent un grand nombre d'enfants (en particulier des garçons) (i) pour s'assurer que certains survivront contre les risques d'une mortalité infantile élevée, (ii) pour fournir un soutien pour les parents dans leur vieillesse, et (iii) fournir une main-d'œuvre agricole à faible coût. Bien que ces éléments soient présents dans la population rurale, l'urbanisation continue peut réduire le besoin de fils à long terme.

le

¹ / Voir James E. Kocher, Rural Development, Income Distribution, and Fertility Decline (Population Council, New York, 1973), et William Rich, small Families through Social and Economic Progress (Overseas Development Council, Washington, 1973).

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

l'absence d'opportunités d'éducation et d'emploi pour les jeunes femmes intensifie ces mêmes motivations en encourageant les mariages précoces et les maternités précoces et fréquentes. Ce facteur suggère l'importance cruciale des politiques de développement sélectives comme moyen d'accélérer la réduction de la fécondité.

C. Le «décalage temporel». Préférences familiales et institutions sociales qui favorisent une fécondité élevée changer lentement. Même si la mortalité et les conditions économiques se sont considérablement améliorées depuis la Seconde Guerre mondiale dans les PMA, les attentes des familles, les normes sociales et les pratiques parentales tardent à répondre à ces conditions modifiées. Ce facteur conduit à la nécessité de programmes d'information, d'éducation et de persuasion à grande échelle visant à réduire la fécondité.

Les trois éléments sont sans aucun doute mélangés dans des proportions variables dans l'ensemble des pays sous-développés avec des taux de natalité élevés. Dans la plupart des PMA, de nombreux couples réduiraient la taille de leur famille si des méthodes de contrôle des naissances appropriées étaient plus facilement disponibles. Toutefois, l'ampleur de cette réduction peut encore laisser la taille de leur famille achevée à un niveau plus élevé que le simple taux de remplacement - c'est-à-dire à des niveaux impliquant une croissance démographique continue mais moins rapide. De nombreux autres couples ne réduiraient pas la taille de leur famille souhaitée simplement si de meilleurs contraceptifs étaient disponibles, soit parce qu'ils considèrent que les familles nombreuses sont économiquement avantageuses, soit en raison de facteurs culturels, soit parce qu'ils ont mal interprété leurs propres intérêts économiques.

Par conséquent, l'offre de planification familiale (technologie contraceptive et systèmes de distribution) et la demande (la motivation pour une fécondité réduite) ne seraient pas considérées comme des alternatives qui s'excluent mutuellement; ils sont complémentaires et peuvent se renforcer mutuellement. Les points d'intérêt choisis mentionnés plus haut - programmes de sécurité de la vieillesse, programmes de santé maternelle et infantile, augmentation de l'éducation des femmes, augmentation de l'âge légal du mariage, incitations financières aux «accepteurs», au personnel, - sont des informations importantes, mais de meilleure qualité. est nécessaire pour déterminer quelles mesures sont les plus rentables et réalisables dans une situation donnée et comment leur rapport coût-efficacité se compare-t-il aux programmes d'approvisionnement.

Un autre domaine intéressant reçoit une attention croissante: la répartition des bénéfices du développement. L'expérience de plusieurs pays suggère que la mesure dans laquelle les pauvres, dont les taux de fécondité sont les plus élevés, réduisent leur fécondité dépendra de la mesure dans laquelle ils participent au développement. De ce point de vue, le niveau moyen de développement économique et le niveau moyen de modernisation sont des déterminants moins importants de la croissance démographique que ne l'est la structure spécifique du développement. Cette ligne d'investigation suggère que les activités de développement social doivent être ciblées plus précisément que par le passé pour atteindre les personnes aux revenus les plus faibles, pour contrer leur désir d'une fécondité élevée comme moyen d'atténuer certaines conditions défavorables.

IV. Emploi et problèmes sociaux

L'emploi, outre son rôle dans la production de biens et de services, est une source importante de revenus et de statut ou de reconnaissance pour les travailleurs et leurs familles. L'incapacité de larges segments de la population économiquement active des pays en développement à trouver des emplois offrant un niveau de vie minimum acceptable se traduit par une aggravation des disparités de revenus et un sentiment de plus en plus grand de frustration économique, politique et sociale.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Les problèmes d'emploi les plus importants économiquement dans les PMA ont contribué par une croissance démographique excessive sont la faible productivité des travailleurs dans la production des biens et services traditionnels produits, les aspirations changeantes de la main-d'œuvre, la répartition actuelle des revenus, de la richesse et du pouvoir, et la dotation en ressources naturelles d'un pays.

Les problèmes politiques et sociaux de la surpopulation urbaine sont directement liés à la croissance démographique. Outre la fécondité encore élevée dans les zones urbaines de nombreux PMA, les pressions démographiques sur les terres, qui augmentent la migration vers les villes, s'ajoutent aux pressions exercées sur les marchés du travail urbains et à la stabilité politique, et mettent à rude épreuve la capacité de fournir des écoles, établissements de santé et approvisionnement en eau.

Il faut reconnaître qu'une faible fertilité ne soulagera qu'une partie de ces souches et que ses effets les plus bénéfiques ne se feront sentir que sur une période de plusieurs décennies. La plupart des migrants potentiels de la campagne vers la ville au cours des 15 à 20 prochaines années sont déjà nés. La baisse des taux de natalité apporte un soulagement immédiat aux services de santé, d'assainissement et de bien-être, et un soulagement à moyen terme aux pressions sur les systèmes éducatifs. Les effets les plus importants sur l'emploi, la migration et le niveau de vie ne se feront toutefois sentir qu'après 25 ou 30 ans. Le temps est inhérent à tout

Les aspects de la dynamique démographique ne font que renforcer l'urgence d'adopter des politiques efficaces dans les années à venir si les problèmes redoutables de la présente décennie ne doivent pas devenir totalement ingérables dans les années 90 et au-delà de l'an 2000.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

CHAPITRE V - Implications des pressions démographiques sur la sécurité nationale

Il semble bien entendu que l'impact des facteurs démographiques sur les sujets déjà considérés - développement, besoins alimentaires, ressources, environnement - affecte négativement le bien-être et le progrès des pays dans lesquels nous avons un intérêt amical et affecte donc indirectement les intérêts généraux des États-Unis. ainsi que.

Les effets des facteurs démographiques sur la stabilité politique de ces pays et leurs implications pour l'ordre ou le désordre interne et international, les troubles sociaux destructeurs, la violence et les activités étrangères perturbatrices sont moins bien compris et nécessitent une analyse plus approfondie. Néanmoins, certains stratèges et experts estiment que ces effets pourraient en fin de compte être les plus importants de ceux résultant de facteurs démographiques, les plus préjudiciables aux pays où ils se produisent et affectant gravement les intérêts américains. D'autres experts du gouvernement américain ne sont pas d'accord avec cette conclusion.

Une étude récente * de quarante-cinq conflits locaux impliquant des pays du tiers monde a examiné la manière dont les facteurs démographiques affectent le déclenchement et le déroulement d'un conflit dans différentes situations. L'étude a abouti à deux conclusions majeures:

1. "... Les facteurs démographiques sont en effet essentiels et souvent déterminants dans les conflits violents dans les régions en développement. Différences segmentaires (religieuses, sociales, raciales), migration, croissance rapide de la population, différences de niveaux de connaissances et de compétences, rural / urbain différences, pression démographique et situation particulière de la population par rapport aux ressources
- - dans cet ordre d'importance approximatif - tous semblent être des contributions importantes aux conflits et à la violence ...

2. Il est clair que les conflits qui sont considérés principalement en termes politiques ont souvent des racines démographiques: la reconnaissance de ces relations semble cruciale pour toute compréhension ou prévention de telles hostilités. "

Il ne semble pas que les facteurs démographiques agissent seuls ou, souvent, directement pour provoquer les effets perturbateurs. Ils agissent à travers des éléments intermédiaires - des variables. Ils s'ajoutent également à d'autres facteurs causaux qui transforment ce qui aurait pu n'être qu'une situation difficile en une situation avec des résultats perturbateurs.

* Choucri, Nazli, professeur de science politique, MIT - «Population Dynamics and Local Conflict; A Cross-National Study of Population and War, A Summary», juin 1974.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Cette action est rarement simple. Le professeur Philip Hauser de l'Université de Chicago a suggéré le concept de «compression démographique» pour décrire la situation dans de nombreux pays en développement lorsque (a) de plus en plus de personnes naissent ou emménagent et sont comprimées dans le même espace de vie sous (b) les conditions et les irritations de différentes races, couleurs, religions, langues ou origines culturelles, souvent avec des taux différentiels de croissance démographique parmi ces groupes, et leurs enfants. A ceux-ci peuvent s'ajouter des pressions et des migrations internationales réelles. Ces facteurs démographiques semblent avoir un effet multiplicateur sur d'autres facteurs impliqués dans des situations de violence naissante. Densité de la population, le "

Ces facteurs démographiques contribuent à des variables socio-économiques telles que les ruptures des structures sociales, le sous-emploi et le chômage, la pauvreté, les personnes défavorisées dans les bidonvilles des villes, la réduction des opportunités d'éducation pour les masses, peu de possibilités d'emploi pour ceux qui obtiennent une éducation, interracial, religieux, et des rivalités régionales, et des charges financières, de planification et administratives fortement accrues pour les systèmes gouvernementaux à tous les niveaux.

Ces conditions défavorables semblent contribuer fréquemment à des développements néfastes de nature politique: délinquance juvénile, vol et autres crimes, briganderie organisée, enlèvements et terrorisme, émeutes de la faim, autres flambées de violence; guérilla, violence communautaire, mouvements séparatistes, mouvements révolutionnaires et coupe contre-révolutionnaire. Tous ces éléments portent sur l'affaiblissement ou l'effondrement des fonctions gouvernementales locales, étatiques ou nationales.

Au-delà des frontières nationales, les facteurs démographiques semblent avoir joué un rôle dans certaines migrations massives légales ou illégales, par le passé, politiquement inquiétantes, dans des incidents frontaliers et des guerres. Si les pressions démographiques croissantes actuelles se poursuivent, elles peuvent avoir un plus grand potentiel de perturbation future des relations étrangères.

Peut-être plus important encore, au cours de la dernière décennie, les facteurs démographiques ont eu un impact plus sévère qu'auparavant sur les disponibilités de terres et de ressources agricoles, l'industrialisation, la pollution et l'environnement. Tout cela se produit à un moment où les communications internationales ont créé des attentes croissantes qui sont frustrées par la lenteur du développement et les inégalités de distribution.

Étant donné que les facteurs démographiques agissent avec d'autres facteurs et agissent par le biais de liens intermédiaires, la recherche sur leurs effets de nature politique est difficile et la «preuve» encore plus. Cela ne signifie pas pour autant que la causalité n'existe pas. Cela signifie seulement que les décisions politiques américaines doivent tenir compte du caractère moins précis et programmatique de notre connaissance de ces liens.

Bien que les hypothèses générales soient difficiles à tirer, certaines semblent raisonnablement durables:

1. Croissance démographique et ressources insuffisantes. Où la taille de la population est plus grande que les ressources disponibles, ou augmente plus rapidement que les ressources disponibles,

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

tendance aux troubles internes et à la violence et, parfois, aux politiques internationales perturbatrices ou à la violence. Plus le taux de croissance est élevé, plus l'accroissement de la population semble être un facteur important. Un sentiment de surpeuplement croissant, réel ou perçu, semble générer de telles tendances, surtout s'il semble contrecarrer l'obtention des objectifs personnels ou nationaux souhaités.

2. Populations avec une forte proportion de croissance. Les jeunes, qui sont dans des proportions beaucoup plus élevées dans de nombreux PMA, sont susceptibles d'être plus volatiles, instables, sujettes aux extrêmes, à l'aliénation et à la violence qu'une population plus âgée. Ces jeunes peuvent être plus facilement persuadés d'attaquer les institutions juridiques du gouvernement ou les biens immobiliers de «l'establishment», des «impérialistes», des multinationales ou d'autres — souvent étranger — influences blâmées pour leurs troubles.

3. Facteurs démographiques avec clivages sociaux. Lorsque des facteurs démographiques défavorables la croissance, le mouvement, la densité, l'excès ou la pression coïncident avec des clivages raciaux, religieux, de couleur, linguistiques, culturels ou autres, il se développera les situations les plus potentiellement explosives de désordre interne, peut-être avec des effets externes. Lorsque de tels facteurs existent en même temps que la réalité ou le sentiment de privation relative parmi différents groupes au sein d'un même pays ou en relation avec d'autres pays ou peuples, la probabilité de violence augmente considérablement.

4. Mouvements de population et migrations internationales. Mouvements de population dans les pays semblent jouer un rôle important dans les troubles. Les migrations vers les pays voisins (en particulier les plus riches ou les moins peuplés), qu'elles soient légales ou illégales, peuvent provoquer des réactions politiques négatives ou une force.

Il peut y avoir une augmentation des propensions à la violence résultant simplement des développements technologiques qui facilitent — par exemple, prolifération internationale et accès plus facile aux groupes infranationaux d'armes nucléaires et autres armes meurtrières. Ces possibilités rendent les facteurs démographiques perturbateurs évoqués ci-dessus encore plus dangereux.

Quelques effets des pressions démographiques actuelles

Dans les années 1960 et 1970, il y a eu une série d'épisodes dans lesquels les facteurs démographiques ont apparemment joué un rôle — directement ou indirectement — affectant les pays dans lesquels nous avons un intérêt.

Guerre Salvador-Honduras. Un exemple est la guerre de 1969 entre le Salvador et le Honduras. Surnommée la «guerre du football», elle a été déclenchée par une émeute lors d'un match de football, sa cause sous-jacente était la tension résultant de la migration à grande échelle des Salvadoriens de leur pays à croissance rapide et densément peuplé vers des zones relativement inhabitées du Honduras. Les Honduriens étaient mécontents de la présence de migrants et, en 1969, ont commencé à appliquer une loi sur le bail foncier déjà existante pour les expulser. El Salvador était irrité par le traitement réservé à ses citoyens. La colère des deux côtés sur cette question a créé une situation qui a finalement conduit à un affrontement militaire.

Nigeria. La guerre civile nigériane a sérieusement retardé les progrès de la plus peuplée d'Afrique

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

nations et a causé des répercussions et des pressions politiques aux États-Unis. C'était fondamentalement une question de relations tribales. Les irritations parmi les tribus causées en partie par un nombre rapidement croissant de personnes, dans une situation d'opportunités insuffisantes pour la plupart d'entre elles, ont amplifié les problèmes tribaux et ont peut-être contribué à précipiter la guerre. La migration des Ibos de l'est du Nigéria, à la recherche d'un emploi, a conduit à la concurrence avec les peuples locaux d'autres tribus et a contribué aux émeutes tribales. Cette situation instable a été aggravée par le fait que lors du recensement de la population de 1963, les résultats ont été falsifiés pour gonfler la population de la région occidentale et donc sa représentation au sein du gouvernement fédéral. Les Ibos de la région de l'Est, avec les ressources pétrolières du pays,

Pakistan-Inde-Bangladesh 1970-71. Ce conflit religieux et nationaliste contient plusieurs points où un facteur démographique à un moment crucial peut avoir eu un effet causal en détournant les événements de solutions pacifiques à la violence. Le gouvernement central du Pakistan occidental a recouru à la répression militaire de l'aile est après les élections au cours desquelles la Ligue Awami a remporté une victoire écrasante au Pakistan oriental. Cette élection avait suivi deux séries de circonstances. Le premier était un mécontentement croissant au Pakistan oriental face à la lenteur des progrès économiques et sociaux et au sentiment des Bengalis que le Pakistan occidental traitait inégalement et injustement le Pakistan oriental dans la distribution des revenus nationaux. Le premier facteur démographique était les 75 millions de Bengalis que les 45 millions de Pakistanais occidentaux cherchaient à continuer de dominer. Certains observateurs estiment qu'en tant que facteur démographique récent, le taux rapide de croissance démographique au Pakistan oriental a sérieusement réduit l'amélioration par habitant des revenus mis à disposition et a contribué de manière significative au mécontentement. Un aspect particulier de l'explosion démographique au Pakistan oriental (deuxième facteur de population) était le fait que l'occupation dense de toutes les bonnes terres agricoles a contraint des centaines de milliers de personnes à s'installer dans les basses terres manifestement dangereuses le long de la côte sud. Ils ont été victimes de l'ouragan en 1970. On estime à 300 000 la mort. Le Gouvernement n'a pas été en mesure de faire face à une catastrophe touchant tant de personnes. Les dirigeants et le peuple du Pakistan oriental ont vigoureusement réagi à l'incapacité du Gouvernement à apporter son aide.

Il est fort probable que ces situations dans lesquelles les facteurs démographiques ont joué un rôle important ont conduit à la victoire écrasante de la Ligue Awami qui a conduit le Gouvernement à recourir à la force au Pakistan oriental avec les massacres et les viols qui ont suivi. D'autres experts pensent que les effets de ces deux derniers facteurs ont eu une influence marginale sur la victoire de la Ligue Awami.

Il semble en outre possible qu'une grande partie de la violence ait été stimulée ou amplifiée par les pressions démographiques. Deux groupes de musulmans se disputaient des emplois et des terres au Bengale oriental depuis la partition de 1947. Les "Biharis" sont une petite minorité de musulmans non bengalis qui ont choisi de se réinstaller au Pakistan oriental à cette époque. Leur intégration dans la société bengalie a sans aucun doute été freinée par la détérioration des conditions de vie de la majorité des Bengalis. Avec la répression de l'armée pakistanaise en mars 1971, les Biharis ont coopéré avec les autorités et auraient ainsi pu améliorer leurs conditions économiques aux dépens des Bengalis persécutés. Lorsque les choses ont été renversées après l'indépendance, ce sont les Biharis qui ont été persécutés et dont les biens et les emplois ont été saisis. Il semble probable que ces deux

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

des explosions de violence ont été provoquées ou aggravées par le facteur de «complosion» de la population. La violence au Pakistan oriental contre les Bengalais et en particulier la minorité hindoue qui a subi le poids de la répression de l'armée a conduit au facteur démographique suivant, la migration de masse pendant une année sur neuf. ou dix millions de réfugiés au Bengale occidental en Inde. Cela a fait peser un lourd fardeau sur l'économie indienne déjà faible. Comme l'a dit un dirigeant indien du programme de planification familiale en Inde, «l'afflux de neuf millions de personnes a anéanti les économies de quelque neuf millions de naissances qui avaient été évitées sur une période de huit ans du programme de planification familiale.

Il y avait d'autres facteurs dans l'invasion du Bengale oriental par l'Inde, mais il est possible que la nécessité de renvoyer ces neuf ou dix millions de réfugiés au Bengale oriental - les faire sortir de l'Inde — peut-être ai-je joué un rôle dans la décision indienne d'envahir. Certainement, dans un | Dans un sens plus large, la menace posée par cette grave instabilité croissante à la frontière orientale de l'Inde - une instabilité dans laquelle les facteurs démographiques étaient une cause sous-jacente majeure - une des principales raisons de la décision indienne.

Les arrangements politiques dans le sous-continent ont changé, mais tous les facteurs démographiques sous-jacents qui ont influencé les actes de violence dramatiques qui ont eu lieu en 1970-71 existent toujours, dans des dimensions qui s'aggravent, pour influencer les événements futurs.

Illustrations supplémentaires. Les facteurs démographiques semblent également avoir eu des relations indirectes de cause à effet, à des degrés divers, sur les meurtres en Indonésie en 1965-6, le massacre communal au Rwanda en 1961-2 et 1963-4 et au Burundi en 1972, le coup d'État en Ouganda en 1972 et l'insurrection au Sri Lanka en 1971.

Quelques effets potentiels des pressions démographiques futures

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1975, la population mondiale aura augmenté d'environ un milliard et demi - près d'un milliard de 1960 à nos jours. Le taux de croissance s'accroît et entre deux et demi et trois milliards et demi seront ajoutés d'ici l'an 2000, en fonction en partie de l'efficacité des programmes de contrôle de la croissance démographique. Cette augmentation des 25 prochaines années sera, bien entendu, pyramidale du grand nombre ajouté avec une telle rapidité au cours des 25 dernières années. Les facteurs démographiques qui ont contribué aux pressions politiques et aux instabilités des dernières décennies seront multipliés.

RPC - Les facteurs démographiques de la RPC sont mentionnés à la page 79 ci-dessus. Le gouvernement de la RPC a fait un effort majeur pour nourrir sa population croissante.

Les terres agricoles cultivées, à 107 millions d'hectares, n'ont pas augmenté de manière significative au cours des 25 dernières années, bien que la production agricole ait sensiblement suivi le rythme de la croissance démographique grâce à l'amélioration des rendements grâce à l'amélioration des terres, à l'extension de l'irrigation, à l'intensification des cultures et à l'expansion rapide de l'offre de les engrais.

En 1973, la RPC a adopté de nouvelles mesures énergiques de contrôle de la population. Dans les zones urbaines

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Pékin a affirmé que ses mesures de contrôle des naissances avaient assuré une famille de deux enfants et une croissance démographique annuelle de 1%, et il propose d'étendre ce développement à l'ensemble des zones rurales d'ici 1980.

Les implications politiques de la future croissance démographique de la Chine sont évidemment importantes mais ne sont pas traitées ici.

Israël et les États arabes. Si un règlement de paix peut être conclu, la question centrale sera de savoir comment la faire durer. L'Égypte, avec environ 37 millions aujourd'hui, croît de 2,8% par an. Il atteindra environ 48 millions en 1985, 75 millions en 1995 et plus de 85 millions en 2000. Il est douteux que le progrès économique de l'Égypte puisse largement dépasser sa croissance démographique. Avec Israël commençant à 3,3 millions d'habitants aujourd'hui, la disparité entre sa population et celle des États arabes augmentera rapidement. À l'intérieur d'Israël, à moins que l'immigration juive ne se poursuive, l'écart entre la taille des populations arabe et juive diminuera. Avec les animosités traditionnelles — qui resteront les principaux déterminants du conflit israélo-arabe —

ces facteurs démographiques rendent le potentiel de paix et les intérêts américains dans la région inquiétants.

Inde-Bangladesh. Le sous-continent sera pendant des années le principal objectif du monde inquiet quant à la croissance démographique. La population de l'Inde est maintenant d'environ 580 millions d'habitants, ce qui ajoute un million à chaque pleine lune. L'ambassade de New Delhi (New Delhi 2115, 17 juin 1974) rapporte:

<< Il ne semble pas possible de fermer le robinet de ce côté d'un milliard d'Indiens, ce qui signifie que l'Inde doit continuer à courtiser la catastrophe économique et sociale. On ne sait pas comment une économie indienne fragile et à croissance lente peut supporter les énormes dépenses de santé, le logement, l'emploi et l'éducation, ce qui doit être fait si la société veut même maintenir ses bas niveaux actuels. "

Les taux de mortalité ont récemment augmenté dans certaines parties de l'Inde et des épisodes comme la récente épidémie de variole ont conduit l'ambassade de New Delhi à ajouter:

"Un futur échec de la récolte alimentaire indienne pourrait causer des morts et des souffrances généralisées qui ne pourraient être surmontées par le gouvernement indien ou l'aide étrangère. La hausse du taux de mortalité dans plusieurs zones rurales suggère que les pressions malthusiennes se font déjà sentir."

Et plus loin:

<< Il faut s'attendre à une augmentation des troubles politiques à l'avenir, alimentés par les pressions de la croissance démographique dans les zones urbaines, les pénuries alimentaires et la pénurie croissante de produits ménagers. Les pouvoirs publics indiens n'ont pas réussi à réduire le chômage dans les villes. Les récentes perturbations survenues Le Gujarat et le Bihar ne semblent être que le début de troubles politiques chroniques et graves se produisant dans toute l'Inde. "

Il y aura probablement un affaiblissement, peut-être une panne, du contrôle de

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

le gouvernement central sur certains États et régions locales. Le système démocratique sera taxé et risque de céder la place à une forme de dictature, bienveillante ou non. L'existence de l'Inde en tant que soutien démocratique en Asie sera menacée.

Bangladesh. Avec une densité démographique effroyable, une croissance démographique rapide et une pauvreté généralisée en souffriront encore plus. Sa population a augmenté de 40% depuis le recensement il y a 13 ans et augmente d'au moins 3% par an. Les 75 millions actuels, ou plus, à moins d'être ralentis par la famine, la maladie ou le contrôle des naissances massif, doubleront en 23 ans et dépasseront 170 millions en 2000.

Les besoins en nourriture et autres nécessités de base augmentent à un rythme plus rapide que les ressources existantes et les systèmes administratifs ne les fournissent. Dans les zones rurales, la taille de la ferme moyenne est réduite et il y a de plus en plus de terres sans terre. De plus en plus de personnes migrent vers les zones urbaines. Le gouvernement admet un taux de chômage et de sous-emploi de 30%. Déjà, rapporte l'ambassade Dacca (Dacca 3424, 19 juin 1974), il existe d'importantes causes économiques et démographiques qui expliquent la croissance rapide des sans-terres et contribuent aux crimes violents de meurtre et de vol à main armée qui terrorisent le citoyen ordinaire.

"Une partie de la vaste armée de chômeurs et de sans terre, et ceux qui sont confrontés à l'escalade du coût des produits de base, se sont sans aucun doute transformés en crime."

Trois paragraphes du rapport de l'ambassade Dacca décrivent clairement l'effet sur les intérêts politiques des États-Unis que nous pouvons anticiper à partir des facteurs démographiques au Bangladesh et dans d'autres pays qui, si les tendances actuelles ne changent pas, se trouveront dans des conditions similaires à celles du Bangladesh dans quelques années seulement.

Les États-Unis sont préoccupés par plusieurs résultats probables alors que la situation politique, économique et sociale de base s'aggrave au cours des prochaines décennies. Déjà affligés par une mentalité de crise dans laquelle ils se tournent vers les pays étrangers riches pour consolider leur économie défaillante, le BDG continuera à intensifier ses demandes aux États-Unis, tant sur le plan bilatéral qu'international, afin d'élargir son aide, tant en matière de produits de base que de financement. Le Bangladesh soutient désormais assez fermement les positions du tiers monde, prônant une meilleure répartition de la richesse mondiale et de vastes concessions commerciales aux pays pauvres. ses problèmes s'aggravent et sa capacité à obtenir de l'aide ne parvient pas à suivre le rythme, les positions du Bangladesh sur les questions internationales se radicaliseront probablement, inévitablement en opposition aux États-Unis.intérêts sur des questions majeures alors qu'il cherche à s'aligner sur les autres pour forcer une aide adéquate.

<< Les intérêts américains au Bangladesh sont axés sur le développement d'un pays économiquement et politiquement stable qui ne menacera pas la stabilité de ses voisins du sous-continent et n'invitera pas l'intrusion de puissances extérieures. Entouré de trois côtés par l'Inde et partageant une courte frontière avec la Birmanie, Le Bangladesh, s'il sombre dans le chaos, menacera également la stabilité de ces nations. Déjà, les Bengalees migrent illégalement vers les provinces frontalières d'Assam et de Tripura, les zones politiquement sensibles de l'Inde, et vers la Birmanie voisine. -L'effondrement politique au Bangladesh menace sa propre stabilité, l'Inde peut être obligée d'envisager une intervention, même s'il est difficile de voir de quelle manière les Indiens pourraient faire face à la situation.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

<< Le Bangladesh est une étude de cas des effets de quelques ressources et d'une population en plein essor non seulement sur la stabilité nationale et régionale, mais aussi sur l'ordre mondial futur. En un sens, si nous et d'autres éléments plus riches de la communauté mondiale ne remplissons pas le critère de la formulation d'une politique pour aider le Bangladesh à se réveiller de son cauchemar économique et démographique, nous ne serons pas prêts dans les décennies à venir à faire face aux conséquences de problèmes similaires dans d'autres pays qui ont des conséquences bien plus politiques et économiques pour les intérêts américains. "

Afrique - Pays du Sahel. La tragédie actuelle des pays du Sahel, à laquelle l'aide américaine a été minime ces dernières années, nous a soudainement coûté un immense effort d'approvisionnement alimentaire à un moment où nous avons déjà du mal à approvisionner d'autres pays, et les prix alimentaires intérieurs répercutés politiquement aux États-Unis. Les coûts pour nous et pour les autres pays donateurs de l'aide pour aider à restaurer les terres dévastées s'élèveront à des centaines de millions. Pourtant, peu d'attention est accordée au fait que même avant les effets néfastes de la sécheresse persistante, c'est la croissance démographique et la migration supplémentaire des bergers vers le bord du désert qui ont conduit à couper les arbres et à cultiver l'herbe, invitant le désert à balayer vers l'avant. Le contrôle de la croissance démographique et des migrations doit faire partie de tout programme d'amélioration de valeur durable.

Panama. Le problème gênant de la juridiction sur la zone du canal est principalement dû au sentiment de fierté nationale panaméenne et au désir de parvenir à la souveraineté sur tout son territoire. Un accord panaméen dans la poursuite de ses objectifs de traité est que le contrôle américain sur la zone du canal empêche l'expansion naturelle de Panama City, une expansion nécessaire en raison des pressions démographiques. En 1908, au moment de la construction du canal, la population de la Zone était d'environ 40 000 habitants. Aujourd'hui, il est proche du même chiffre, 45 000. D'un autre côté, Panama City, qui comptait quelque 20 000 personnes en 1908, a reçu une migration croissante des zones rurales et en compte aujourd'hui plus de 500 000. Un nouveau traité qui donnerait au Panama la juridiction sur les terres actuellement dans la zone aiderait à atténuer les problèmes causés par cette croissance de la ville de Panama.

Mexique et États-Unis Plus près de chez nous, la croissance démographique combinée du Mexique et du sud-ouest des États-Unis laisse présager des difficultés majeures pour l'avenir. La population mexicaine augmente d'environ 3,5% par an et doublera en 20 ans avec une augmentation concomitante de la demande de nourriture, de logement, d'éducation et d'emploi. D'ici 1995, les 57 millions actuels seront passés à quelque 115 millions et, à moins que leur programme de planification familiale récemment mis en place n'obtienne un grand succès, en 2000, ils dépasseront 130 millions. Plus important encore, le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail chaque année augmentera encore plus rapidement. Ces nombres croissants augmenteront la pression de l'émigration illégale vers les États-Unis et feront de la question une source de friction encore plus sérieuse dans nos relations politiques avec le Mexique.

De notre côté, le Bureau of the Census estime qu'au fur et à mesure que de plus en plus d'Américains se déplacent vers les États du Sud-Ouest, la population actuelle de 40 millions d'habitants pourrait atteindre environ 61 millions en 1995. L'utilisation domestique de l'eau du fleuve Colorado a peut-être à nouveau augmenté le niveau de salinité au Mexique et rouvert cette question politique.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

L'Ambassade de Mexico (Mexico 4953, 14 juin 1974) a résumé comme suit les influences des facteurs démographiques sur les intérêts américains:

<< La poursuite indéfinie du taux de croissance démographique élevé du Mexique constituerait de plus en plus un frein à l'amélioration économique (et sociale). Les conséquences seraient notées de diverses manières. Le Mexique pourrait bien adopter des positions plus radicales sur la scène internationale. Migrations illégales aux États-Unis Dans un pays où le chômage et le sous-emploi sont déjà élevés, l'entrée d'un nombre croissant de personnes sur le marché du travail ne ferait qu'intensifier la pression pour chercher un emploi aux États-Unis par quelque moyen que ce soit. Une autre conséquence serait une augmentation de la demande d'importations alimentaires des États-Unis, surtout si le sort de la croissance de la production agricole reste en deçà du taux de croissance démographique. Enfin, on ne peut écarter le spectre d'une future instabilité intérieure comme une conséquence à long terme, si l'économie, désormais forte, faiblissait."

CNUCED, l'AGNU spéciale et l'ONU. Les pays en développement, après plusieurs années de manœuvres non organisées et d'attaques erratiques, ont maintenant formé des regroupements serrés au sein du Comité spécial de coordination latino-américaine, de l'Organisation des États africains et des soixante-dix-sept. Comme l'illustrent la Déclaration de Santiago et la récente Assemblée générale spéciale, ces groupements semblent parfois refléter une volonté commune de lancer des attaques économiques contre les États-Unis et, dans une moindre mesure, les pays développés européens. Un facteur qui leur est commun à tous, qui retarde leur développement, alourdit leurs devises, les soumet aux prix mondiaux des denrées alimentaires, des engrais et des nécessités de la vie et les pousse dans des relations commerciales désavantageuses, c'est leur croissance démographique trop rapide.

Facteurs mondiaux

Dans les pays industrialisés, la croissance démographique augmente la demande de production industrielle. Avec le temps, cela tend à épuiser les ressources nationales en matières premières et fait de plus en plus appel à des sources de rentabilité marginale et à des approvisionnements étrangers. Pour obtenir des matières premières, les pays industrialisés cherchent à localiser et à développer des sources d'approvisionnement externes. Le potentiel de collisions d'intérêt entre les pays en développement est évident et a déjà commencé. Elle est visible et vexante dans les revendications d'eaux territoriales et de souveraineté nationale sur les ressources minérales. Il peut devenir intense dans les rivalités sur l'exploration et l'exploitation des ressources du fond océanique.

Dans les pays en développement, le fardeau des facteurs démographiques, ajouté à d'autres, affaiblira les gouvernements instables, souvent peu efficaces dans les bons moments, et ouvrira la voie à des régimes extrémistes.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Les pays qui souffrent de ce fardeau seront plus exposés à la radicalisation. Leur vulnérabilité pourrait également inviter une intervention étrangère de nations plus fortes déterminées à acquérir un avantage politique et économique. Les tensions au sein des pays pauvres sont susceptibles de s'intensifier et les conflits entre eux et les Haves peuvent s'intensifier.

L'expérience passée n'aide guère à prédire le cours de ces développements car la vitesse de la croissance démographique, des migrations et de l'urbanisation d'aujourd'hui dépasse de loin tout ce que le monde a connu auparavant. De plus, les conséquences de tels facteurs démographiques ne peuvent plus être éludées en s'installant sur de nouvelles terres de chasse ou de pâturage, en conquérant de nouveaux territoires, en découvrant ou en colonisant de nouveaux continents, ou en émigrant en grand nombre.

Le monde a amplement averti que nous devons tous déployer des efforts plus rapides de développement social et économique pour éviter ou atténuer ces sombres perspectives. Nous devons également être avertis que nous devons tous progresser aussi rapidement que possible vers la stabilisation de la croissance démographique nationale et mondiale.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

CHAPITRE VI - Conférence mondiale sur la population

Du point de vue de la politique et du programme, le point focal de la Conférence mondiale sur la population (WPC) à Bucarest, en Roumanie, en août 1974, était le Plan d'action mondial pour la population (WPPA). Les États-Unis avaient apporté de nombreux points de fond au projet de Plan. Nous avons particulièrement mis l'accent sur l'incorporation des facteurs démographiques dans la planification nationale des programmes démographiques des pays en développement pour assurer la disponibilité des moyens de planification familiale aux personnes en âge de procréer, des objectifs volontaires mais spécifiques pour la réduction de la croissance démographique et des délais d'action.

Lorsque le WPPA a atteint le WPC, il a été organisé comme un document démographique. Elle a également lié les facteurs démographiques au bien-être de la famille, au développement social et économique et à la réduction de la fécondité. Les politiques et programmes de population sont reconnus comme un élément essentiel, mais seulement comme un élément des programmes de développement économique et social. La souveraineté des nations dans la détermination de leurs propres politiques et programmes démographiques a été reconnue à maintes reprises. L'impression générale après cinq réunions consultatives régionales sur le plan était qu'il bénéficiait d'un soutien général.

Il y a donc eu une consternation générale lorsque, au début de la conférence, le plan a été soumis à une attaque acharnée à cinq volets menée par l'Algérie, avec le soutien de plusieurs pays africains; L'Argentine, appuyée par l'Uruguay, le Brésil, le Pérou et, de manière plus limitée, certains autres pays d'Amérique latine; le groupe d'Europe de l'Est (moins la Roumanie); la RPC et le Saint-Siège. Bien que les attaques n'étaient pas identiques, elles comprenaient trois éléments centraux pertinents pour la politique et l'action des États-Unis dans ce domaine:

1. Références répétées à l'importance (ou comme certains l'ont dit, à la condition préalable) du développement économique et social pour la réduction d'une fécondité élevée. Dirigés par l'Algérie et l'Argentine, beaucoup ont souligné que le "nouvel ordre économique international" était essentiel au développement économique et social.
2. Efforts pour réduire les références aux programmes de population, minimiser leur importance et supprimer toutes les références aux objectifs quantitatifs ou temporels.
3. Références supplémentaires à la souveraineté nationale dans l'élaboration des politiques et programmes de population.

Le plan d'action

Malgré l'attaque initiale et les efforts continus pour changer la base conceptuelle du Plan d'action mondial en matière de population, la Conférence a adopté par acclamation (seul le Saint-Siège émettant une réserve générale) un Plan d'action mondial complet en matière de population. Son ton est moins urgent que le projet soumis par le Secrétariat de l'ONU, mais à plusieurs égards plus complet et avec un potentiel plus grand que ce projet. L'action finale fait suite à un débat animé avec des positions vivement contestées et quarante-sept voix. Néanmoins, les participants étaient généralement satisfaits du succès de leurs efforts.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

une. Principes et objectifs

Le plan d'action énonce plusieurs principes importants, dont certains pour la première fois Document de l'ONU.

1. Parmi les premières déclarations, il y a l'affirmation selon laquelle le droit souverain de chaque la nation à définir sa propre politique démographique, c'est «s'exercer ... en tenant compte de la solidarité universelle pour améliorer la qualité de vie des peuples du monde». (Paragraphe 13) Cette nouvelle disposition ouvre la voie à une responsabilité croissante des nations envers les autres nations dans l'établissement de leurs politiques nationales de population.

2. La relation conceptuelle entre population et développement est énoncée au paragraphe 13 c):

La population et le développement sont interdépendants: les variables de la population influencent les variables du développement et sont également influencées par elles; la formulation d'un

Le Plan d'action mondial pour la population reflète la prise de conscience de la communauté internationale de l'importance des tendances démographiques pour le développement socio-économique, et la nature socio-économique des recommandations contenues dans ce plan d'action reflète sa conscience du rôle crucial que joue le développement pour affecter la population. les tendances.

3. Un droit fondamental des couples et des individus est reconnu par le paragraphe 13 f), pour la première fois en une seule phrase déclarative:

Tous les couples et tous les individus ont le droit humain fondamental de décider librement et de manière responsable du nombre et de l'espacement de leurs enfants et de disposer des informations, de l'éducation et des moyens pour le faire;

4. Toujours pour la première fois, un document des Nations Unies établit un lien entre la responsabilité enfants-mères à la communauté [Paragraphe 13 f) suite]:

La responsabilité des couples et des individus dans l'exercice de ce droit prend en compte les besoins de leurs enfants vivants et futurs, ainsi que leurs responsabilités envers la communauté.

Il est désormais possible de s'appuyer sur ce principe nouvellement déclaré, car le droit des couples reconnu pour la première fois dans la Déclaration des droits de l'homme de Téhéran de 1968 a été développé.

5. Une déclaration forfaitaire du droit de la femme est incluse au paragraphe 13 h):

Les femmes ont le droit de s'intégrer complètement dans le processus de développement notamment par une participation égale à la vie éducative, sociale, économique, culturelle et politique. En outre, les mesures nécessaires devraient être prises pour faciliter cette

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

intégration aux responsabilités familiales qui devraient être pleinement partagées par les deux partenaires.

6. La nécessité d'une action internationale est acceptée au paragraphe 13 k):

L'interdépendance croissante des pays rend l'adoption de mesures à

le niveau international de plus en plus important pour la solution des problèmes de développement et des problèmes de population.

7. Le "principal objectif" du Plan d'action est affirmé comme étant "d'élargir et approfondir les capacités des pays à faire face efficacement à leurs problèmes de population nationaux et infranationaux et à promouvoir une réponse internationale appropriée à leurs besoins en augmentant les activités internationales de recherche, d'échange d'informations et de fourniture d'assistance sur demande. "

b. Recommandations

Le plan d'action comprend des recommandations pour: les objectifs et les politiques en matière de population; croissance démographique; mortalité et la morbidité; la reproduction; la formation de la famille et le statut de la femme; répartition de la population et migration interne; migration internationale; structure de la population; politiques socio-économiques; collecte et analyse de données; recherche; élaboration et évolution des politiques de population; le rôle des gouvernements nationaux et de la coopération internationale; et suivi, examen et évaluation.

Une vingtaine de ces recommandations sont les plus importantes:

1. Les gouvernements devraient intégrer les mesures et programmes démographiques dans des plans et programmes sociaux et économiques et leur intégration devraient se refléter dans les objectifs, les instruments et les organisations de planification dans les pays. Une unité chargée des aspects démographiques devrait être créée et placée à un niveau élevé de la structure administrative nationale. (Par. 94)

2. Les pays qui considèrent que leur croissance démographique entrave la réalisation de leur objectifs devraient envisager l'adoption de politiques démographiques - grâce à un faible taux de natalité et de mortalité. (Par. 17, 18)

3. La plus haute priorité devrait être accordée à la réduction de la mortalité et de la morbidité et l'augmentation de l'espérance de vie et les programmes à cet effet devraient atteindre les zones rurales et les groupes défavorisés. (Par. 20 à 25)

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

4. Les pays sont instamment invités à encourager une éducation appropriée concernant parentalité et mettre à la disposition des personnes qui le souhaitent des conseils et des moyens pour y parvenir. [Paragraphe 29 (b)]

5. La planification familiale et les services connexes devraient viser à prévenir les grossesses et aussi à l'élimination de la stérilité involontaire ou de la sous-fécondité pour permettre aux couples de
atteindre le nombre d'enfants souhaité. [Rogner
29 c)]

6. Personnel auxiliaire, travailleurs sociaux et non gouvernemental correctement formés les canaux devraient être utilisés pour aider à fournir des services de planification familiale. [Paragraphe 29 e)]

7. Les gouvernements dotés de programmes de planification familiale devraient envisager de les coordonner avec des services de santé et autres conçus pour améliorer la qualité de vie.

8. Les pays qui souhaitent influencer sur les niveaux de fécondité devraient donner la priorité au développement programmes et stratégies de santé et d'éducation qui ont un effet décisif sur les tendances démographiques, y compris la fécondité. [Paragraphe 31] La coopération internationale devrait donner la priorité à l'aide à ces efforts nationaux. Ces programmes peuvent inclure une réduction de la mortalité infanto-juvénile, une éducation accrue, en particulier pour les femmes, une amélioration de la condition de la femme, une réforme agraire et un soutien aux personnes âgées. [Par. 32]

9. Les pays qui considèrent que leur taux de natalité est préjudiciable à leurs objectifs nationaux sont invités à fixer des objectifs quantitatifs et à mettre en œuvre des politiques pour les atteindre d'ici 1985. [Paragraphe 37]

dix. Les pays développés sont instamment invités à élaborer des politiques appropriées en matière de population, consommation et investissement, en gardant à l'esprit la nécessité d'une amélioration fondamentale de l'équité internationale.

11. Parce que la famille est la cellule de base de la société, les gouvernements devraient aider les familles autant que possible par la législation et les services. [Par. 39]

12. Les gouvernements devraient garantir la pleine participation des femmes à l'éducation, vie économique, sociale et politique de leur pays sur un pied d'égalité avec les hommes. [Pare 40] (Une nouvelle disposition, ajoutée à Bucarest.)

13. Une série de recommandations sont faites pour stabiliser les migrations à l'intérieur des pays, en particulier des politiques visant à réduire les conséquences indésirables d'une urbanisation trop rapide et à développer des opportunités dans les zones rurales et les petites villes, reconnaissant le droit des individus à se déplacer librement à l'intérieur de leurs frontières nationales. [Par. 44 à 50]

14. Des accords devraient être conclus pour réglementer la migration internationale des travailleurs et d'assurer un traitement et des services sociaux non discriminatoires à ces travailleurs et

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Leurs familles; également d'autres mesures visant à réduire la fuite des cerveaux des pays en développement. [Par. 51 à 62]

15. Pour assurer les informations nécessaires concernant les tendances démographiques, les recensements de la population doivent être pris à intervalles réguliers et des informations sur les naissances et les décès doivent être communiquées chaque année lors de la fête. [Par. 72 à 77]

16. La recherche doit être intensifiée pour développer les connaissances concernant le social, les relations économiques et politiques avec les tendances démographiques; des moyens efficaces de réduire la mortalité infantile et juvénile; méthodes d'intégration des objectifs de population dans les plans nationaux, moyens d'améliorer la motivation des populations, analyse des politiques de population en relation avec le développement socio-économique, les lois et les institutions; méthodes de régulation de la fertilité pour répondre aux besoins variés des individus et des communautés, y compris les méthodes ne nécessitant aucune surveillance médicale; les relations entre la santé, la nutrition et la biologie de la reproduction; et l'utilisation des services sociaux, y compris les services de planification familiale. [Par. 78 à 80]

17. Formation de gestion sur la dynamique des populations et l'administration, sur une base interdisciplinaire devrait être prévue pour le personnel médical, paramédical, de santé traditionnel, les administrateurs de programme, les hauts fonctionnaires, les dirigeants syndicaux, communautaires et sociaux. Des programmes d'éducation et d'information devraient être entrepris pour diffuser des informations démographiques dans toutes les régions du pays. [Par. 81 à 92]

18. Un rôle important des gouvernements est de déterminer et d'évaluer la population problèmes et besoins de leurs pays à la lumière de leurs conditions politiques, sociales, culturelles, religieuses et économiques; une telle entreprise devrait être menée systématiquement et périodiquement afin de permettre une prise de décision éclairée, rationnelle et dynamique en matière de population et de développement. [Par. 97]

20. Le plan d'action devrait être étroitement coordonné avec le Stratégie de développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, examinée en profondeur tous les cinq ans et modifiée le cas échéant. [Pares 106-108]

Le plan d'action se couvre en présentant des énoncés précis d'objectifs quantitatifs ou un calendrier pour la réduction de la fécondité. Ces concepts sont toutefois inclus dans la combinaison des paragraphes 16 et 36, ainsi que des objectifs [Pare 37] et de l'examen [Pare 106]. Le paragraphe 16 indique que, selon les projections des variantes faibles des Nations Unies, on estime qu'en raison du développement social et économique et des politiques démographiques telles que rapportées par les pays dans la deuxième enquête des Nations Unies sur la population et le développement, les taux de croissance démographique dans les pays en développement dans son ensemble, il pourrait passer du niveau actuel de 2,4% par an à environ 2% en 1985; et inférieur à 0,7% par an dans les pays développés. Dans ce cas, le taux mondial de croissance démographique passerait de 2% à environ 1,7%.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

politiques démographiques, appuyées, sur demande, par une assistance internationale adéquate. "Le paragraphe 37 suit ensuite avec la déclaration selon laquelle les pays qui considèrent que leur taux de natalité est préjudiciable à leurs objectifs nationaux sont invités à envisager de fixer des objectifs quantitatifs et de mettre en œuvre des politiques susceptibles de conduire à la réalisation de ces objectifs d'ici à 1985. Le paragraphe 106 recommande qu'un examen et une évaluation complets des tendances démographiques et des politiques examinées dans le Plan d'action soient entrepris tous les cinq ans et modifiés, le cas échéant, par l'ECOSOC.

Utilité du plan d'action

Le Plan d'action mondial pour la population, malgré sa verbosité et son ton souvent hésitant, contient toutes les dispositions nécessaires à des programmes efficaces de contrôle de la croissance démographique aux niveaux national et international. Il ne lui manque que des déclarations claires d'objectifs quantitatifs avec des délais pour leur réalisation. Celles-ci devront être ajoutées par une action et un développement nationaux individuels aussi rapidement que possible dans d'autres documents des Nations Unies. La base d'objectifs appropriés existe aux paragraphes 16, 36, 37 et 106,

mentionné ci-dessus. La projection de la variante basse de l'ONU utilisée dans ces paragraphes est proche des objectifs proposés par les États-Unis et d'autres pays de la CEAFE:

- Pour les pays développés -
niveaux de remplacement de la fécondité d'ici 1985; populations stationnaires dès que possible.

- Pour les pays en développement -
niveaux de remplacement dans deux ou trois décennies.

- Pour le monde -
un taux de croissance démographique de 1,7% en 1985 avec une moyenne de 2% pour les pays en développement et de 0,7% pour les pays développés; niveau de remplacement de la fécondité pour tous les pays d'ici 2000.

La situation dangereuse mise en évidence par la situation alimentaire actuelle et les projections pour l'avenir font qu'il est essentiel de faire pression pour atteindre ces objectifs. Les croyances, les idéologies et les idées fausses affichées par de nombreux pays à Bucarest indiquent avec plus de force que jamais la nécessité d'une formation approfondie des dirigeants de nombreux gouvernements, en particulier en Afrique et certains en Amérique latine. Des approches que les dirigeants de chaque pays doivent concevoir à la lumière de leurs croyances actuelles et pour répondre à leurs préoccupations particulières. Ceux-ci peuvent inclure:

1. Projections de la croissance démographique individualisées pour les pays et analyses des relations entre les facteurs démographiques et le développement social et économique de chaque pays.

2. Programmes de familiarisation au siège des Nations Unies à New York pour les ministres gouvernements, hauts responsables politiques et dirigeants de la vie privée relativement influents.

3. Programmes de formation considérablement accrus pour les hauts fonctionnaires dans les

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

économie démographique.

4. Aide à l'intégration des facteurs démographiques dans les plans nationaux, en particulier lorsqu'ils concernent les services de santé, l'éducation, les ressources agricoles et le développement, l'emploi, la répartition équitable des revenus et la stabilité sociale.

5. Aide à relier les politiques démographiques et les programmes de planification familiale aux principaux secteurs de développement: santé, nutrition, agriculture, éducation, services sociaux, travail organisé, activités féminines, développement communautaire.

6. Initiatives pour mettre en œuvre l'amendement Percy concernant l'amélioration le statut de la femme.

7. Accent mis dans les programmes d'assistance et de développement sur le développement des zones rurales.

Toutes ces activités et d'autres particulièrement productives sont conformes au Plan d'action et peuvent s'appuyer sur celui-ci.

Au-delà de ces activités, essentiellement axées sur les intérêts nationaux, un concept éducatif plus large est nécessaire pour transmettre une compréhension approfondie de l'interdépendance des intérêts nationaux et de la croissance démographique mondiale.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

PARTIE DEUX

Recommandations politiques

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

I. Introduction - Une stratégie démographique mondiale des États-Unis

Il n'existe pas d'approche simple et unique du problème de la population qui fournisse une «solution technologique». Comme l'analyse précédente l'indique clairement, le problème de la croissance démographique a des aspects sociaux, économiques et technologiques qui doivent tous être compris et traités pour qu'une politique démographique mondiale réussisse. Dans cette optique, la stratégie générale recommandée suivante fournit un cadre pour le développement de programmes individuels spécifiques qui doivent être adaptés aux besoins et aux particularités de chaque pays et des différents secteurs de la population d'un pays. Pour l'essentiel, toutes les recommandations formulées ci-dessous sont appuyées par le Plan d'action mondial sur la population élaboré à la Conférence mondiale sur la population.

UNE. Stratégie globale de base

Les éléments de base suivants sont des éléments nécessaires d'une approche globale du problème de la population qui doit inclure des éléments à la fois bilatéraux et multilatéraux pour réussir. Ainsi, les programmes d'assistance démographique des États-Unis devront être coordonnés avec ceux des principales institutions multilatérales, des organisations bénévoles et d'autres donateurs bilatéraux.

La stratégie commune pour faire face à une croissance démographique rapide devrait encourager des actions constructives pour réduire la fécondité, car la croissance démographique au fil des ans annulera gravement les perspectives raisonnables de développement social et économique sain des populations concernées.

Bien que l'horizon temporel de ce NSSM soit l'an 2000, nous devons reconnaître que dans la plupart des pays, en particulier les PMA, la stabilité de la population ne pourra être obtenue qu'au siècle prochain. Il y a trop de facteurs socio-économiques puissants qui agissent sur les décisions relatives à la taille de la famille et trop d'élan intégré dans la dynamique de la croissance démographique pour permettre un renversement rapide et spectaculaire des tendances actuelles. Il y a également moins de raisons d'être optimiste sur la rapidité des progrès socio-économiques qui entraîneraient une réduction rapide de la fécondité dans les PMA pauvres que sur la possibilité d'étendre les services de planification familiale à ceux de leurs populations qui souhaiteraient en profiter. Ainsi, à ce stade, nous ne pouvons pas savoir avec certitude quand la population mondiale peut être raisonnablement stabilisée, ni affirmer avec assurance les limites de la «capacité de charge» écologique du monde.

2000.

Au cours des dernières années, les programmes démographiques financés par le gouvernement américain ont joué un rôle majeur en suscitant l'intérêt pour la planification familiale dans de nombreux pays et en lançant et en accélérant la croissance des programmes nationaux de planification familiale. Dans la plupart des pays, il y a eu une croissance rapide initiale des «accepteurs» de contraceptifs jusqu'à peut-être 10% des couples fertiles dans quelques PMA. L'accélération des tendances précédentes de baisse de la fécondité est attribuable, au moins en partie, aux programmes de planification familiale.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Cependant, on se rend de plus en plus compte que le problème est plus complexe et à long terme qu'il ne le paraissait au premier abord et qu'une explosion d'activité ou de ferveur morale à court terme ne le résoudra pas. Le danger dans cette prise de conscience est que les États-Unis pourraient abandonner leur engagement à aider dans le problème de la population mondiale, plutôt que de lui faire face pour le problème difficile à long terme qu'il est.

D'année en année, nous en apprenons davantage sur le type de réduction de la fécondité réalisable dans les différentes situations des PMA. Compte tenu des lois de la croissance composée, même des réductions relativement faibles de la fécondité au cours de la prochaine décennie feront une différence significative dans les nombres totaux d'ici l'an 2000, et une bien plus importante d'ici 2050.

La stratégie proposée appelle à une approche coordonnée pour répondre à l'intérêt important de la politique étrangère américaine pour l'influence de la croissance démographique sur les systèmes politiques, économiques et écologiques du monde. Ce qui est inhabituel dans la population, c'est que cet intérêt de politique étrangère doit avoir un horizon temporel bien au-delà de celui de la plupart des autres objectifs. Bien qu'il existe de fortes raisons à court terme pour les programmes de population, en raison de facteurs tels que l'approvisionnement alimentaire, les pressions sur les budgets des services sociaux, la migration urbaine et l'instabilité sociale et politique, l'impact majeur des avantages - ou de l'évitement de la catastrophe - qui pourrait être accompli par un engagement américain renforcé dans le domaine de la population sera moins ressenti par ceux d'entre nous aux États-Unis et dans d'autres pays aujourd'hui que par nos enfants et petits-enfants.

B. Priorités clés des pays aux États-Unis et assistance multilatérale en matière de population

L'un des problèmes de toute stratégie démographique mondiale est le degré d'accent mis sur la répartition des ressources du programme entre les pays. Les options disponibles vont d'une forte concentration sur quelques grands pays vitaux à un programme géographiquement diversifié impliquant essentiellement tous les pays disposés à accepter une telle assistance. Tous les organismes estiment que la politique suivante fournit un équilibre global approprié.

Afin d'aider au développement des grands pays et de maximiser les progrès vers la stabilité de la population, l'accent serait mis en premier lieu sur les pays en développement les plus grands et les plus dynamiques, où le déséquilibre entre un nombre croissant et le potentiel de développement risque le plus sérieusement d'instabilité, de troubles et de tensions internationales. Ces pays sont: l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, le Nigéria, le Mexique, l'Indonésie, le Brésil, les Philippines, la Thaïlande, l'Égypte, la Turquie, l'Éthiopie et la Colombie. Sur un total de 73,3 millions d'augmentation moyenne mondiale de la population entre 1970 et 1975, ces pays ont contribué pour 34,3 millions ou 47%. Ce groupe de pays prioritaires comprend certains n'ayant pratiquement aucun intérêt gouvernemental pour la planification familiale et d'autres ayant des programmes gouvernementaux actifs de planification familiale qui nécessitent et souhaiteraient une assistance technique et financière élargie.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Cependant, d'autres pays ne seraient pas ignorés. L'AID fournirait une aide à la population et / ou entreprendrait des efforts de leadership à l'égard d'autres pays moins prioritaires dans la mesure où la disponibilité des fonds et du personnel le permet, en tenant compte de facteurs tels que: les intérêts politiques américains à long terme; impact de la croissance démographique rapide sur son potentiel de développement; la contribution relative du pays à la croissance démographique mondiale; sa capacité financière à faire face au problème; impact potentiel sur les troubles intérieurs et les frictions internationales (qui peuvent s'appliquer aux petits comme aux grands pays); son importance en tant que cas d'essai ou de démonstration; et les possibilités de dépenses qui semblent particulièrement rentables (p. il a été suggéré qu'il pourrait y avoir des possibilités particulièrement rentables de soutenir la planification familiale afin de réduire le décalage entre la mortalité et les baisses de fécondité dans les pays où les taux de mortalité continuent de baisser rapidement); engagement national envers un programme efficace.

Pour les pays hautement prioritaires comme pour les pays moins prioritaires auxquels les fonds et le personnel permettent une aide, la forme et le contenu de notre assistance ou de nos efforts de leadership varieraient d'un pays à l'autre, en fonction des intérêts, des besoins et de la réceptivité particuliers de chaque pays à diverses formes d'assistance. Par exemple, si ces pays sont réceptifs à l'aide américaine par le biais d'un financement bilatéral ou central de l'AID, nous devrions fournir une telle assistance à des niveaux proportionnés à la capacité du bénéficiaire à financer les actions nécessaires avec ses propres fonds, les contributions d'autres donateurs et organisations et l'efficacité. avec lesquels les fonds peuvent être utilisés.

Dans les pays où l'aide américaine est limitée soit par la nature des relations politiques ou diplomatiques avec ces pays, soit par l'absence de volonté forte du gouvernement. Dans les programmes de réduction de la population, l'assistance technique et financière externe (si les pays le souhaitent) devrait provenir d'autres donateurs et / ou d'organisations privées et internationales, dont beaucoup reçoivent des contributions de l'AID. L'USG maintiendrait cependant un intérêt (par exemple par le biais des ambassades) pour les problèmes de population de ces pays et les programmes (le cas échéant) pour réduire les taux de croissance démographique. En outre, en particulier dans le cas des pays hautement prioritaires, nous devons être attentifs aux possibilités d'élargir nos efforts d'assistance et de démontrer à leurs dirigeants les conséquences d'une croissance démographique rapide et les avantages des mesures visant à réduire la fécondité.

Dans les pays auxquels d'autres formes d'assistance américaine sont fournies mais pas d'assistance démographique, l'AID suivra les progrès vers la réalisation des objectifs de développement, en tenant compte de la mesure dans laquelle ceux-ci sont entravés par une croissance démographique rapide, et recherchera des opportunités pour encourager le lancement de ou l'amélioration des politiques et programmes démographiques.

En outre, la stratégie américaine devrait soutenir dans ces pays PMA des activités générales (par exemple la recherche biomédicale ou les méthodes de contrôle de la fertilité) capables de réaliser des percées majeures dans des problèmes clés qui entravent la réduction de la croissance démographique.

c. Instruments et modalités d'aide à la population

L'aide bilatérale en matière de population est l'«instrument» le plus important et le plus invisible pour mener à bien la politique américaine dans ce domaine. D'autres instruments comprennent: le soutien et la coordination avec les programmes de population des organisations multilatérales et des agences bénévoles; encouragement de

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

des consortiums multilatéraux de pays et des groupes consultatifs pour mettre l'accent sur la planification familiale dans l'examen des progrès globaux des bénéficiaires et des demandes d'aide; et présentation formelle et informelle des points de vue lors de rassemblements internationaux, tels que des conférences sur l'alimentation et la population. Des stratégies nationales spécifiques doivent être élaborées pour chacun des pays les plus prioritaires et pour les moins prioritaires. Ces stratégies tiendront compte de ces facteurs comme: nationale attitudes et sensibilités sur la planification familiale; quels "instruments" seront les plus acceptables, les opportunités d'utilisation efficace de l'assistance; et besoin de capitaux externes ou d'aide au fonctionnement.

Par exemple, au Mexique, notre stratégie se concentrerait sur le travail principalement à travers des agences privées et des organisations multilatérales pour encourager une plus grande attention du gouvernement à la nécessité de contrôler la croissance démographique; au Bangladesh, nous pourrions fournir une assistance technique et financière à grande échelle, selon la justesse des demandes de programmes spécifiques; en Indonésie, nous répondrions aux demandes d'assistance, mais nous chercherions à ce que l'Indonésie assume autant que possible les coûts du programme sur ses propres ressources (c'est-à-dire les excédents pétroliers). En général, nous ne fournirions pas d'assistance bilatérale à grande échelle dans les PMA les plus développés, comme le Brésil ou le Mexique.

Dans l'ensemble des programmes américains d'aide étrangère, un traitement préférentiel dans l'allocation des fonds et de la main-d'œuvre devrait être accordé à des programmes rentables pour réduire la croissance démographique; y compris à la fois des activités de planification familiale et des activités de soutien dans d'autres secteurs.

Alors que certains ont plaidé pour l'utilisation de UNE levier @ à UNE force @ de meilleurs programmes de population sur les gouvernements des PMA, il existe plusieurs contraintes pratiques sur nos efforts visant à améliorer les programmes. Les tentatives d'utilisation de «l'effet de levier» pour des questions beaucoup moins délicates ont généralement provoqué des frictions politiques et ont souvent échoué. Une planification familiale réussie nécessite un fort engagement et un fort engagement local qui ne peuvent pas être appliqués à long terme de l'extérieur. [**

*Il y a aussi le risque que certains dirigeants de PMA voient les pressions des pays développés en faveur de la planification familiale comme une forme d'impérialisme économique ou racial; cela pourrait bien créer une réaction violente. **]*

À court de UNE effet de levier @ , il existe de nombreuses opportunités, bilatérales et multilatérales, pour Représentations américaines pour discuter et insister sur la nécessité de programmes de planification familiale plus solides. Il existe également un précédent établi pour la prise en compte des performances en matière de planification familiale dans l'évaluation des besoins d'assistance par l'AID et les groupes consultatifs. La croissance démographique étant un déterminant majeur de l'augmentation de la demande alimentaire, l'allocation des rares ressources PL 480 devrait tenir compte des mesures prises par un pays en matière de contrôle de la population et de production alimentaire. Dans ces relations sensibles, cependant, il est important, tant dans le style que dans la substance, d'éviter l'apparition de coercition.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

RÉ. Fourniture et développement de services de planification familiale, d'information et de technologie

L'expérience passée montre que les services de planification familiale facilement disponibles sont un élément vital et efficace pour réduire les taux de fécondité dans les PMA.

Deux progrès majeurs sont nécessaires pour fournir des techniques de contrôle de la fertilité sûres et efficaces dans les pays en développement:

1. Expansion et perfectionnement de systèmes efficaces à faible coût pour assurer la pleine disponibilité des services, matériels et informations de planification familiale existants pour les 85% des populations des PMA qui ne sont pas actuellement effectivement atteintes. Dans les pays en développement désireux de créer des systèmes de prestation spéciaux pour les services de planification familiale, cette méthode peut être la plus efficace. Dans d'autres, la méthode la plus efficace et la plus acceptable consiste à combiner la planification familiale avec la santé ou la nutrition dans des systèmes de prestation polyvalents.

2. Amélioration de l'efficacité des moyens actuels de contrôle de la fertilité et développement de nouvelles technologies simples, peu coûteuses, efficaces, sûres, durables et acceptables pour les utilisateurs potentiels. Cela implique à la fois la recherche fondamentale sur le développement et la recherche opérationnelle pour juger de l'utilité d'approches nouvelles ou modifiées dans les conditions des PMA.

Ces deux objectifs devraient recevoir une très haute priorité avec le financement supplémentaire nécessaire, compatible avec la répartition actuelle ou ajustée du travail entre les autres donateurs et organisations impliqués dans ces domaines de l'aide à la population.

E. Créer des conditions propices au déclin de la fécondité

Il est clair que la disponibilité des services de contraception et des informations ne constitue pas une réponse complète au problème de la population. Compte tenu de l'importance des facteurs socio-économiques dans la détermination de la taille souhaitée de la famille, la stratégie d'assistance globale devrait de plus en plus se concentrer sur des politiques sélectives qui contribueront au déclin démographique ainsi que sur d'autres objectifs. Cette stratégie reflète la complémentarité entre le contrôle de la population et les autres objectifs de développement des États-Unis, en particulier ceux relatifs au mandat du Congrès de l'AID de se concentrer sur les problèmes de la UNE faible majorité @ dans les PMA.

Nous savons que certains types de politiques de développement - par exemple, celles qui fournissent aux pauvres une part importante des avantages du développement - à la fois favorisent la réduction de la fécondité et accomplissent d'autres grands objectifs de développement. Il existe d'autres politiques qui semblent également favoriser la réduction de la fécondité mais qui peuvent entrer en conflit avec des objectifs non démographiques (par exemple, considérer l'effet de l'intégration d'un grand nombre de femmes sur le marché du travail dans les pays et les professions où le chômage est déjà élevé et en hausse).

Cependant, l'AID ne connaît qu'approximativement les priorités relatives parmi les facteurs qui affectent la fertilité et est encore plus éloignée de savoir quelles mesures spécifiques rentables

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

les gouvernements peuvent influencer sur ces facteurs.

Néanmoins, avec les informations limitées dont nous disposons, l'urgence de déménager vers une baisse des taux de fécondité, même sans connaissance complète des forces socio-économiques impliquées, suggère une stratégie en trois volets:

1. Priorité élevée à la mise en œuvre à grande échelle des programmes affectant les déterminants de la fécondité dans les cas où le rapport coût-efficacité est probable, en tenant compte de l'impact potentiel sur les taux de croissance démographique; d'autres avantages de développement à tirer; considérations éthiques; faisabilité à la lumière des préoccupations et des problèmes bureaucratiques et politiques des PMA; et le calendrier de réalisation des objectifs.

2. Priorité élevée à l'expérimentation et aux projets pilotes dans les zones où est la preuve d'une relation étroite avec la réduction de la fécondité, mais lorsqu'il y a de sérieuses questions sur le rapport coût-efficacité liées soit à d'autres impacts sur le développement (par exemple, l'exemple d'emploi féminin cité ci-dessus) ou à la conception de programmes (par exemple, quelles mesures rentables peuvent être prises promouvoir l'emploi des femmes ou l'alphabétisation).

3. Priorité élevée à la recherche comparative et à l'évaluation de l'impact relatif sur la taille souhaitée de la famille des déterminants socio-économiques de la fécondité en général et sur quelle portée politique existe pour influencer sur ces déterminants.

Dans les trois cas, l'accent devrait être mis sur le transfert autant que possible de la ction vers les institutions et les particuliers des PMA plutôt que sur l'implication de chercheurs américains à grande échelle.

Les activités des trois catégories recevraient une très haute priorité dans l'allocation des fonds de l'AID. Les montants les plus importants requis devraient appartenir à la première catégorie et ne proviendraient généralement pas de fonds de population. Cependant, comme ces activités (par exemple, dans le développement rural et l'éducation de base) coïncident avec d'autres priorités sectorielles de l'AID, les demandes de projets solides des PMA seront placées en tête des priorités de financement d'Aid (en supposant qu'elles n'entrent pas en conflit avec d'autres autre étranger

objectifs politiques).

Les domaines suivants semblent être très prometteurs pour effectuer des baisses de fertilité et sont discutés dans les sections suivantes.

- assurer un niveau d'éducation minimal, en particulier pour les femmes;
- réduire la mortalité infanto-juvénile;
- élargir les possibilités d'emploi salarié, en particulier pour les femmes;
- développer des alternatives au soutien de «sécurité sociale» fourni par les enfants aux parents vieillissants;

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

-- poursuivre des stratégies de développement qui orientent la croissance des revenus vers les pauvres, en particulier le développement rural axé sur la pauvreté rurale;

-- se concentrer sur l'éducation et l'endoctrinement de la génération montante d'enfants en ce qui concerne l'opportunité de réduire la taille de la famille.

Le Plan d'action mondial pour la population comprend une disposition (paragraphe 31) selon laquelle les pays qui s'efforcent d'atteindre des niveaux de fécondité efficaces devraient donner la priorité aux programmes de développement et aux stratégies de santé et d'éducation qui ont un effet décisif sur les tendances démographiques, y compris la fécondité. Il demande que l'information internationale donne la priorité à l'aide à ces efforts nationaux. Les programmes suggérés (paragraphe 32) sont essentiellement les mêmes que ceux énumérés ci-dessus.

La nourriture est une autre préoccupation particulière dans toute stratégie démographique. Des stocks alimentaires adéquats doivent être créés pour faire face aux périodes de graves pénuries et les efforts de production alimentaire des PMA doivent être renforcés pour répondre à la demande accrue résultant de la croissance démographique et des revenus. Les objectifs de production agricole des États-Unis devraient tenir compte des besoins d'importation normaux des PMA (ainsi que des pays développés) et des mauvaises récoltes occasionnelles probables dans les principales régions du monde des PMA. Sans amélioration de la sécurité alimentaire, il y aura des pressions menant à un conflit éventuel et le désir de familles nombreuses à des fins d'«assurance», sapant ainsi les autres efforts de développement et de contrôle de la population.

F. Développement de l'engagement politique et populaire mondial en faveur de la stabilisation de la population et de l'amélioration de la qualité de vie qu'elle associe.

L'obtention du soutien et de l'engagement des principaux dirigeants des pays en développement est un élément fondamental de toute stratégie globale de lutte contre le problème démographique. Cela n'est possible que s'ils peuvent clairement voir l'impact négatif d'une croissance démographique sans restriction dans leur pays et les avantages de la réduction des taux de natalité et s'ils estiment qu'il est possible de faire face au problème de la population par des instruments de politique publique. Étant donné que la plupart des hauts fonctionnaires sont en fonction pour des périodes relativement courtes, ils doivent voir rapidement les avantages ou la valeur d'un esprit d'État à plus long terme. Dans chaque cas spécifique, les dirigeants individuels devront aborder leurs problèmes de population dans le contexte des valeurs, des ressources et des priorités existantes de leur pays.

Par conséquent, il est essentiel que les dirigeants des principaux PMA prennent eux-mêmes l'initiative de faire progresser la planification familiale et la stabilisation de la population, non seulement au sein des Nations Unies et d'autres organisations internationales, mais aussi par le biais de contacts bilatéraux avec les dirigeants d'autres PMA. La réduction de la croissance démographique dans les PMA ne devrait pas être préconisée exclusivement par les pays développés. Les États-Unis devraient encourager un tel rôle à mesure que des opportunités apparaissent dans leurs contacts de haut niveau avec les dirigeants des PMA.

Le forum le plus récent pour un tel effort a été la Conférence mondiale sur la population des Nations Unies en août 1974. C'était un contexte idéal pour concentrer l'attention mondiale concertée sur le problème. Les points de vue du débat et les faits saillants du Plan d'action mondial pour la population sont examinés au chapitre VI.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Les États-Unis ont renforcé leur crédibilité en tant que défenseur de la baisse des taux de croissance démographique en expliquant que, s'ils n'avaient pas une seule politique de population d'action écrite, ils avaient une législation, des politiques du pouvoir exécutif et des décisions de justice qui équivalaient à une politique nationale et que notre le niveau de fécondité était déjà inférieur à celui de remplacement et semblait susceptible d'atteindre une population stable en 2000.

Les États-Unis ont également proposé de se joindre à d'autres pays développés dans un effort de collaboration internationale de recherche sur la reproduction humaine et le contrôle de la fertilité couvrant les grands facteurs médicaux et socio-économiques.

Les États-Unis ont en outre proposé de collaborer avec d'autres pays et organisations donateurs intéressés (par exemple, l'OMS, le FNUAP, la Banque mondiale, l'UNICEF) pour encourager de nouvelles mesures de la part des gouvernements des PMA et d'autres institutions afin de fournir des services de santé préventifs de base à faible coût, y compris pour la mère et l'enfant. services de santé et de planification familiale, atteignant les zones rurales reculées.

La délégation américaine a également déclaré que les États-Unis demanderaient au Congrès une augmentation de l'aide bilatérale américaine aux programmes de planification démographique et familiale, et des montants supplémentaires pour les activités fonctionnelles essentielles et notre contribution au FNUAP si les pays manifestaient un intérêt pour une telle assistance.

Chacun de ces engagements est important et devrait être poursuivi par le gouvernement américain.

Il est vital que l'effort pour développer et renforcer un engagement de la part des dirigeants des PMA ne soit pas perçu par eux comme une politique des pays industrialisés visant à réduire leurs effectifs ou à réserver des ressources à l'usage des pays "riches". Le développement d'une telle perception pourrait créer une réaction sérieuse défavorable à la cause de la stabilité de la population. Ainsi, les États-Unis et les autres pays "riches" devraient veiller à ce que les politiques qu'ils préconisent pour les PMA soient acceptables dans leur propre pays. (Cela peut exiger un débat public et une affirmation de nos politiques envisagées.) Le rôle de chef de file «politique» dans les pays en développement devrait, bien entendu, être assumé chaque fois que possible par leurs propres dirigeants.

Les États-Unis peuvent aider à minimiser les accusations d'une motivation impérialiste derrière son soutien aux activités de population en affirmant à plusieurs reprises qu'un tel soutien découle d'un souci de:

- (une) le droit du couple de déterminer librement et de manière responsable son nombre et l'espacement des enfants et avoir l'information, l'éducation et les moyens de le faire; et
- (b) le développement social et économique fondamental des pays pauvres dans lesquels la croissance démographique rapide est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté généralisée.

En outre, les États-Unis devraient également prendre des mesures pour transmettre le message que le contrôle du monde

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

la croissance démographique est dans l'intérêt mutuel des pays développés et en développement.

Les programmes de planification familiale devraient être soutenus par des organisations multilatérales partout où ils peuvent fournir les moyens les plus efficaces et acceptables. Lorsqu'une assistance bilatérale américaine est nécessaire ou préférée, elle doit être fournie en collaboration avec les institutions du pays hôte - comme c'est le cas actuellement. Le mérite revient aux dirigeants locaux pour le succès des projets. Le succès et l'acceptabilité de l'aide à la planification familiale dépendront dans une large mesure de la mesure dans laquelle elle contribuera à la capacité du gouvernement hôte de servir et d'obtenir le soutien de sa population.

Aujourd'hui, dans de nombreux pays, les décideurs hésitent à instituer des programmes de population, non pas parce qu'ils ne se soucient pas de la croissance démographique rapide, mais parce qu'ils ne sont pas convaincus que ces programmes réussiront. En travaillant activement à démontrer à ces dirigeants que les programmes nationaux de population et de planification familiale ont réalisé des progrès dans une grande variété de pays pauvres, les États-Unis pourraient aider à persuader les dirigeants de nombreux pays que l'investissement de fonds dans les programmes nationaux de planification familiale est susceptible de rapporter des rendements élevés même à court et moyen terme. Plusieurs exemples de succès existent déjà, bien que malheureusement ils aient tendance à venir de PMA qui sont exceptionnellement aisés en termes de croissance des revenus et / ou de services sociaux ou qui sont des îles ou des villes-États.

Nous devons également faire appel aux dirigeants potentiels parmi les jeunes générations des pays en développement, en mettant l'accent sur les implications d'une croissance démographique rapide et continue pour leurs pays au cours des 10 à 20 prochaines années, au cours desquels ils pourraient assumer des rôles de direction nationale.

Au-delà de la recherche pour atteindre et influencer les dirigeants nationaux, un meilleur soutien mondial aux efforts liés à la population devrait être recherché en mettant davantage l'accent sur les médias de masse et d'autres programmes d'éducation et de motivation de la population par les Nations Unies, l'USIA et l'USAID. Nous devrions donner à nos programmes d'information dans le monde entier des priorités plus élevées dans ce domaine et envisager d'élargir les accords de collaboration avec les institutions multilatérales dans les programmes d'éducation en matière de population.

Un autre défi sera d'obtenir la compréhension et le soutien supplémentaires du public américain et du Congrès pour les fonds supplémentaires nécessaires pour un tel effort, étant donné les demandes concurrentes de ressources. Si un programme efficace doit être mis sur pied par les États-Unis, nous devons apporter d'importantes nouvelles sommes de fonds. Il est donc nécessaire de renforcer les attitudes positives de ceux qui, au Congrès, soutiennent actuellement l'activité des États-Unis dans le domaine de la population et de mobiliser leur soutien pour persuader les autres.

Un débat public est nécessaire maintenant.

Des démarches personnelles du Président, du Secrétaire d'État, d'autres membres du Cabinet et de leurs principaux adjoints seraient utiles dans cet effort. Le Congrès et le public doivent être clairement informés que le pouvoir exécutif est sérieusement préoccupé par le problème et qu'il mérite leur plus grande attention. Les représentants du Congrès à la Conférence mondiale sur la population peuvent aider.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Une vue alternative

La stratégie de base ci-dessus suppose que les formes actuelles de programmes d'assistance dans les domaines de la population et du développement économique et social seront en mesure de résoudre le problème. Il y a cependant un autre point de vue partagé par un nombre croissant d'experts. Il estime que les perspectives sont beaucoup plus dures et beaucoup moins faciles à gérer que ce que l'on pense généralement. Cela soutient que la gravité du problème de la population au cours de ce siècle, qui fait déjà la mort de plus de 10 millions de personnes chaque année, est telle qu'elle risque de provoquer une pénurie alimentaire généralisée et d'autres catastrophes démographiques, et, selon les termes de CP Snow, nous regarderons les gens mourir de faim à la télévision.

La conclusion de ce point de vue est que des programmes obligatoires peuvent être nécessaires et que nous devrions envisager ces possibilités dès maintenant.

Cette école de pensée estime que les types de questions suivants doivent être abordés:

- Les États-Unis devraient-ils s'engager sans réserve à limiter considérablement la population mondiale avec tous les coûts politiques financiers et internationaux ainsi que nationaux que cela entraînerait?
- Les États-Unis devraient-ils fixer des objectifs de production agricole encore plus élevés qui leur permettraient de fournir des ressources alimentaires supplémentaires importantes à d'autres pays? Devraient-ils être contrôlés au niveau national ou international?
- Sur quelle base ces ressources alimentaires devraient-elles alors être fournies? La nourriture serait-elle considérée comme un instrument de puissance nationale? Serons-nous obligés de faire des choix quant à qui nous pouvons raisonnablement aider et, dans l'affirmative, les efforts de population devraient-ils être un critère pour une telle assistance?
- Les États-Unis sont-ils prêts à accepter le rationnement alimentaire pour aider les personnes qui ne peuvent pas / ne veulent pas contrôler la croissance de leur population?
- Les États-Unis devraient-ils chercher à changer leurs propres modes de consommation alimentaire pour des utilisations plus efficaces des protéines?
- Les mesures obligatoires de contrôle de la population sont-elles appropriées pour les États-Unis et / ou pour d'autres?
- Les États-Unis devraient-ils entreprendre un effort de recherche majeur pour résoudre les problèmes croissants d'approvisionnement en eau douce, de dommages écologiques et de climat défavorable?

Bien que des réponses définitives à ces questions ne soient pas possibles dans cette étude étant donné son temps

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

limites et ses implications pour la politique intérieure, néanmoins elles sont nécessaires si l'on accepte le caractère drastique et persistant du problème de la croissance démographique. Si le choix est fait que les recommandations et les options données ci-dessous ne sont pas adéquates pour résoudre ce problème, il faudrait envisager une étude plus approfondie et une action supplémentaire dans ce domaine, comme indiqué ci-dessus.

Conclusion

La stratégie globale ci-dessus offre une approche générale par laquelle les difficultés et les dangers de la croissance démographique et les problèmes connexes peuvent être abordés de manière équilibrée et globale. Aucun effort unique ne fera le travail. Seul un effort concerté et majeur dans un certain nombre de directions soigneusement sélectionnées peut donner l'espoir de réussir à réduire la croissance démographique et ses dangers indésirables pour la volonté économique mondiale et la stabilité politique. Il n'y a pas de «correctifs rapides» dans ce domaine.

Vous trouverez ci-dessous des recommandations de programme spécifiques conçues pour mettre en œuvre cette stratégie. Certains nécessiteront peu de nouvelles ressources; beaucoup exigent des efforts importants et de nouvelles ressources importantes. Nous ne pouvons pas simplement acheter la modération de la croissance démographique pour près de 4 milliards de personnes «à bon marché».

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

II. - Action pour créer les conditions du déclin de la fécondité: population et stratégie d'aide au développement

UNE. Stratégie générale et allocations de ressources pour l'assistance AID

Discussion:

1. Actions de programme passées

Depuis le lancement du programme en 1965, l'AID a engagé près de 625 millions de dollars pour les activités de population. Ces fonds ont été utilisés principalement pour (1) attirer l'attention sur le problème de la population, (2) encourager le soutien multilatéral et d'autres donateurs à l'effort démographique mondial et (3) aider à créer et à maintenir les moyens de s'attaquer au problème, y compris le développement des capacités des PMA pour ce faire.

Dans la poursuite de ces objectifs, les ressources démographiques de l'AID se sont concentrées sur les domaines où les actions étaient réalisables et susceptibles d'être efficaces. L'AID a fourni une assistance à des programmes de population dans quelque 70 PMA, sur une base bilatérale et / ou indirectement par le biais d'organisations privées et d'autres canaux. L'AID fournit actuellement une assistance bilatérale à 36 de ces pays. L'État et l'AID ont joué un rôle important dans la création du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) pour diriger l'effort multilatéral en matière de population en complément des actions bilatérales de l'AID et d'autres pays donateurs. Depuis la création du Fonds, l'AID est le plus gros contributeur. De plus, avec l'aide de l'AID, un certain nombre d'organisations privées de planification familiale (par exemple, Pathfinder Fund, International Planned Parenthood Foundation, Population Council) ont considérablement élargi leurs programmes démographiques mondiaux. Ces organisations sont toujours les principaux soutiens de l'action de planification familiale dans de nombreux pays en développement.

Les actions de l'AID ont été un catalyseur majeur pour stimuler le flux de fonds vers les programmes de population des PMA - depuis presque rien il y a dix ans, les montants étant dépensés de toutes sources en 1974 pour des programmes dans les pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie (à l'exclusion de Chine) totalisera entre 400 et 500 millions de dollars. Environ la moitié de cette somme proviendra des pays développés au niveau bilatéral ou par l'intermédiaire d'institutions multilatérales, et le solde proviendra des budgets des pays en développement eux-mêmes. La contribution de l'AID représente environ un quart du total - l'AID a engagé 112,4 millions de dollars pour les programmes de population au cours de l'exercice 1974 et les plans pour le programme de l'exercice 1975 de 137,5 millions de dollars.

Si les ressources mondiales destinées aux activités de population continueront d'augmenter, il est peu probable qu'elles se développent aussi rapidement que nécessaire. (Une estimation approximative est que cinq fois le montant actuel, soit environ 2,5 milliards de dollars en dollars constants, seront nécessaires chaque année d'ici 1985 pour fournir aux 2,5 milliards de personnes des pays en développement, à l'exclusion de la Chine, des programmes de planification familiale à grande échelle). Compte tenu de ces ressources limitées, les efforts de l'AID (en termes à la fois budgétaires et en termes de main-d'œuvre) et, à travers son leadership, les efforts des autres, doivent être axés autant que possible sur les besoins hautement prioritaires dans les pays où le problème de population est le plus aigu. En conséquence, l'AID a entamé l'année dernière un processus d'élaboration des priorités géographiques et fonctionnelles du programme à utiliser pour allouer des fonds et du personnel,

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

actif dans l'effort démographique mondial. Bien que cette étude ne soit pas encore terminée, un aperçu général d'une stratégie américaine d'aide à la population peut être élaboré à partir des résultats des priorités étudiées à ce jour. Les paramètres géographiques et fonctionnels de la stratégie sont examinés sous 2. et 3. ci-dessous. Les implications pour les allocations de ressources démographiques sont présentées sous

4.

2. Priorités géographiques de l'aide américaine à la population

La stratégie des États-Unis devrait être d'encourager et de soutenir, par le biais de canaux bilatéraux, multilatéraux et autres, des actions constructives visant à réduire les taux de fécondité dans certains pays en développement. Dans le cadre de cette stratégie globale et compte tenu des limites de financement et de main-d'œuvre, les États-Unis devraient mettre l'accent sur l'aide aux pays où le problème de population est le plus grave.

Il y a trois facteurs majeurs à considérer pour juger de la gravité du problème:

- Le premier est la contribution du pays au problème de la population mondiale, qui est déterminée par la taille de sa population, son taux de croissance démographique et ses progrès dans la «transition démographique» de taux de natalité et de mortalité élevés à des taux bas.
- Le second est la mesure dans laquelle la croissance démographique affecte le développement économique du pays et sa capacité financière à faire face à son problème démographique.
- Le troisième facteur est la mesure dans laquelle un déséquilibre entre un nombre croissant de personnes et la capacité d'un pays à gérer le problème pourrait entraîner une grave instabilité, des tensions internationales ou des conflits. Bien que de nombreux pays puissent subir les conséquences néfastes de ces déséquilibres, la difficulté à créer des conditions régionales ou internationales peut ne pas être aussi grave dans certains endroits qu'elle l'est dans d'autres.

Sur la base des deux premiers critères, l'AID a élaboré un classement préliminaire de près de 100 pays en développement qui, après examen et affinement, sera utilisé comme guide pour les propres allocations de fonds et de ressources en main-d'œuvre de l'AID et pour encourager l'action à travers les efforts de leadership de l'AID sur le partie d'autres instruments d'aide à la population. En appliquant ces trois critères à cet ordre de classement, il y a 13 pays où nous jugeons actuellement le problème et les risques comme les plus graves. Ce sont: le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, l'Égypte, la Turquie, l'Éthiopie, le Nigéria, le Brésil, le Mexique et la Colombie. Sur un total de 67 millions d'augmentation de la population dans le monde en 1972, ces pays ont contribué à environ 45%.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Ces pays devraient recevoir la plus haute priorité dans le programme de population de l'AID en termes d'allocation de ressources et / ou d'efforts de leadership pour encourager l'action d'autres donateurs et organisations. La forme et le contenu de nos efforts d'assistance ou de leadership varieraient d'un pays à l'autre (comme indiqué au point 3. ci-dessous), en fonction des besoins de chaque pays, de sa réceptivité à diverses formes d'assistance, de sa capacité à financer les actions nécessaires, de l'efficacité avec lesquels les fonds peuvent être utilisés et répartition actuelle ou ajustée du travail entre les autres donateurs et organisations fournissant une assistance en matière de population au pays. Les actions de l'AID en matière de population devraient également être cohérentes avec la politique globale de développement des États-Unis à l'égard de chaque pays.

Si les pays cités ci-dessus se verraient accorder la plus haute priorité, d'autres pays ne seraient pas ignorés. L'AID fournirait une assistance en matière de population et / ou entreprendrait des efforts de leadership à l'égard d'autres pays dans la mesure où la disponibilité des fonds et du personnel le permet, en tenant compte de facteurs tels que: le placement d'un pays sur la liste prioritaire des PMA de l'AID; son impact potentiel sur les troubles intérieurs et les frictions internationales (qui peuvent s'appliquer aux petits comme aux grands pays); son importance en tant que cas d'essai ou de démonstration; et les possibilités de dépenses qui semblent particulièrement rentables (p).

3. Mode et contenu de l'aide américaine à la population

En passant des priorités géographiques à des stratégies pour le mode et le contenu fonctionnel de l'aide à la population vers les pays à priorité supérieure et inférieure qui doivent être assistés, divers facteurs doivent être pris en compte: (1) l'étendue de la compréhension par un pays de son problème de population et intérêt à y répondre; (2) les actions spécifiques nécessaires pour faire face au problème; (3) le besoin du pays en matière d'assistance financière extérieure pour faire face au problème; et (4) sa réceptivité à diverses formes d'assistance.

Certains des pays du groupe hautement prioritaire susmentionné (par exemple, le Bangladesh, le Pakistan, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande) et certains pays moins prioritaires ont reconnu que la croissance démographique rapide est un problème, prennent leurs propres mesures pour y faire face, et sont réceptifs à l'aide des États-Unis (par le biais d'un financement bilatéral ou central de l'AID) et d'autres donateurs, ainsi qu'au soutien multilatéral pour leurs efforts. Dans ces cas, l'AID devrait continuer à fournir une telle assistance en fonction des besoins fonctionnels de chaque pays, de l'efficacité avec laquelle les fonds peuvent être utilisés dans ces domaines, et de la répartition actuelle ou ajustée du travail entre les autres donateurs et organisations fournissant une assistance au pays. En outre, nos stratégies d'assistance à ces pays devraient tenir compte de leurs capacités à financer les actions démographiques nécessaires. Les pays qui ont des excédents relativement importants de recettes d'exportation et de réserves de devises n'auront probablement pas besoin d'une aide financière extérieure à grande échelle et devraient être encouragés à financer leurs propres importations de produits de base ainsi que les coûts locaux. Dans de tels cas, notre stratégie devrait consister à se concentrer sur l'assistance technique nécessaire et à tenter de jouer un rôle de catalyseur en encourageant de meilleurs programmes et un financement supplémentaire du pays hôte pour faire face au problème de la population.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Dans d'autres pays à priorité élevée ou moins élevée, l'aide américaine est limitée soit par la nature des relations politiques ou diplomatiques avec ces pays (par exemple, l'Inde, l'Égypte), soit par le manque d'intérêt du gouvernement pour les programmes de réduction de la population (par exemple, le Nigéria, l'Éthiopie, le Mexique, Brésil). Dans de tels cas, l'assistance technique et financière externe, si les pays le souhaitent, devra provenir d'autres donateurs et / ou d'organisations privées et internationales (dont beaucoup reçoivent des contributions de l'AID). L'USG maintiendrait cependant un intérêt (par exemple par l'intermédiaire des ambassades) pour les problèmes de population de ces pays et les programmes (le cas échéant) visant à réduire les taux de croissance démographique. De plus, en particulier dans le cas des pays hautement prioritaires auxquels l'aide américaine en matière de population est désormais limitée pour une raison ou une autre,

Dans les pays auxquels d'autres formes d'assistance américaine sont fournies mais pas d'assistance démographique, l'AID suivra les progrès vers la réalisation des objectifs de développement, en tenant compte de la mesure dans laquelle ceux-ci sont entravés par une croissance démographique rapide, et recherchera des opportunités pour encourager le lancement de ou l'amélioration des politiques et programmes démographiques.

En outre, la stratégie américaine devrait soutenir des activités générales capables de réaliser des percées majeures dans des problèmes clés qui entravent la réalisation des objectifs de contrôle de la fécondité. Par exemple, la mise au point de méthodes contraceptives plus efficaces et plus simples grâce à la grande recherche médicale profitera à tous les pays confrontés au problème de la croissance démographique rapide; l'amélioration des méthodes de mesure des changements démographiques aidera un certain nombre de PMA à déterminer les taux de croissance démographique actuels et à évaluer l'impact dans le temps des activités de planification démographique et familiale.

4. Allocation de ressources pour l'aide américaine à la population

Les fonds de l'AID engagés pour l'aide à la planification de la population et de la famille ont augmenté régulièrement depuis le lancement du programme (10 millions de dollars au cours de la période 1965-1967) pour atteindre près de 125 millions de dollars au cours de l'exercice 1972. Au cours de l'exercice 1973, cependant, les fonds disponibles pour la population sont restés au niveau de 125 millions de dollars; au cours de l'exercice 1974, ils ont en fait légèrement diminué, passant à 112,5 millions de dollars en raison d'un plafond des obligations de population inséré dans la législation par le comité des crédits de la Chambre. Avec ce plateau des obligations de population de l'AID, les ressources mondiales n'ont pas été suffisantes pour répondre à tous les besoins de financement identifiés et sensés, et nous voyons donc des opportunités pour une expansion significative du programme.

Certaines actions majeures dans le domaine de la création de conditions propices à la baisse de la fécondité, telles que décrites dans la section JIB, peuvent être financées à partir des ressources de l'AID disponibles pour les secteurs en question (par exemple, l'éducation, l'agriculture). D'autres actions relèvent des fonds de population («Titre X»). Dans cette dernière catégorie, des augmentations des demandes budgétaires prévues au Congrès de l'ordre de 35 à 50 millions de dollars par an jusqu'à l'exercice 1980 - au-dessus des 137,5 millions de dollars demandés pour l'exercice 1975 - semblent appropriées pour le moment. Ces augmentations doivent s'accompagner d'une augmentation des contributions à l'effort démographique mondial provenant d'autres donateurs et organisations et des PMA.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

eux-mêmes, si des progrès significatifs doivent être réalisés. Le Gouvernement américain devrait profiter des opportunités appropriées pour stimuler ces contributions de la part des autres.

Titre X Financement pour la population

<u>Année</u>	<u>Montant (en millions de dollars)</u>
Exercice 1972 - Obligations réelles Exercice	123,3
1973 - Obligations réelles Exercice 1974 -	125,6
Obligations réelles Exercice 1975 - Demande	112,4
au Congrès Exercice 1976 - Projection	137,5
	170
FY 1977 - Projection FY	210
1978 - Projection FY 1979	250
- Projection FY 1980 -	300
Projection	350

Ces projections de financement du Titre X pour les exercices 1976-80 sont des ampleurs générales fondées sur des estimations préliminaires de l'expansion ou du lancement de programmes de population dans les pays en développement et des besoins croissants d'assistance extérieure, comme discuté plus en détail dans d'autres sections de ce document. Ces estimations prévoyaient des augmentations très substantielles de l'auto-assistance et de l'assistance d'autres pays donateurs.

Notre objectif devrait être de faire en sorte que les pays en développement mettent à la disposition de tous leurs peuples l'information, l'éducation et les moyens de planification familiale d'ici 1980. Nos efforts devraient inclure:

- Augmentation des programmes bilatéraux de l'AID et financés au niveau central, conformément aux priorités géographiques susmentionnées.

- Contributions accrues aux organisations multilatérales et privées qui peuvent travailler efficacement dans le domaine de la population.

- Des recherches supplémentaires sur l'impact relatif de divers facteurs socio-économiques sur la taille de la famille souhaitée et des efforts expérimentaux pour tester la faisabilité d'efforts à plus grande échelle pour influencer sur certains de ces facteurs.

- Recherche médicale supplémentaire pour améliorer les moyens existants de contrôle de la fertilité et en développer de nouveaux qui soient sûrs, efficaces, peu coûteux et attrayants pour les hommes et les femmes.

- Approches innovantes pour fournir des services de planification familiale, telles que l'utilisation de canaux commerciaux pour la distribution de contraceptifs, et le développement de systèmes à faible coût pour fournir des services de santé et de planification familiale efficaces aux 85% des populations des PMA qui ne sont pas actuellement prestations de service.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

- - Des efforts accrus pour sensibiliser davantage les dirigeants et le public des PMA aux conséquences d'une croissance démographique rapide et pour stimuler davantage l'engagement des PMA à prendre des mesures visant à réduire la fécondité.

Nous pensons que des expansions de l'ordre de 35 à 50 millions par an au cours des cinq prochaines années sont réalistes, à la lumière des besoins potentiels des PMA et des perspectives d'augmentation des contributions d'autres instruments d'aide à la population, ainsi que des contraintes sur la rapidité avec laquelle l'AID (et d'autres bailleurs de fonds), les fonds de population peuvent être élargis et utilisés efficacement. Il s'agit notamment des attitudes négatives ou ambivalentes du gouvernement hôte à l'égard des programmes de réduction de la population; la nécessité d'un apport financier et de personnel complémentaire de la part des gouvernements bénéficiaires, qui doit se faire au détriment d'autres programmes qu'ils considèrent comme hautement prioritaires; et la nécessité de garantir que les nouveaux projets impliquent des actions sensées et efficaces susceptibles de réduire la fécondité. Nous devons éviter les programmes mal planifiés ou mis en œuvre qui entraînent des coûts extrêmement élevés par accepteur. En effet,

Il serait prématuré de faire des recommandations de financement détaillées par les pays et les catégories fonctionnelles à la lumière de notre incapacité à prédire quels changements - tels que l'attitude des pays d'accueil à l'égard de l'aide à la population américaine et des technologies de contrôle de la fécondité - pourraient survenir et modifier considérablement les besoins de financement dans des zones géographiques ou fonctionnelles particulières. Par exemple, il est actuellement interdit à l'AID de fournir une assistance bilatérale à l'Inde et à l'Égypte, deux pays importants appartenant au groupe de priorité le plus élevé, en raison de la nature des relations politiques et diplomatiques des États-Unis avec ces pays. Cependant, si ces relations devaient changer et qu'une aide bilatérale pouvait être fournie, nous voudrions envisager de fournir une assistance démographique appropriée à ces pays. Dans d'autres cas, la modification des relations entre les États-Unis et les PMA pourrait empêcher une aide supplémentaire à certains pays. Des facteurs tels que ceux-ci pourraient à la fois modifier la composition et affecter l'ampleur globale des fonds nécessaires à l'aide à la population. Par conséquent, les combinaisons de programmes et les niveaux de financement proposés par catégories géographiques et fonctionnelles devraient continuer à être examinés sur une base annuelle au cours des processus réguliers d'examen du programme et du budget du Gouvernement américain qui conduisent à la présentation des demandes de financement au Congrès.

Reconnaissant que l'évolution des possibilités d'action pourrait affecter considérablement les besoins en ressources de l'AID pour l'aide à la population, nous prévoyons que, si des fonds sont fournis par le Congrès aux niveaux projetés, nous serions en mesure de couvrir les actions nécessaires liées aux pays les plus prioritaires et également à ceux qui y sont liés. vers les pays moins prioritaires, en descendant raisonnablement loin dans la liste. A ce stade, cependant, l'AID estime qu'il ne serait pas souhaitable de porter des jugements prioritaires sur les activités qui ne seraient pas financées si le Congrès ne fournissait pas les niveaux projetés. Si des réductions étaient opérées à ces niveaux, nous devons porter des jugements sur la base de facteurs tels que les classements prioritaires des pays, les besoins des PMA alors existants et la division du travail avec d'autres acteurs du domaine de l'aide à la population.

Si le programme d'aide à la population de l'AID doit s'étendre aux amplitudes générales mentionnées ci-dessus, il faudra probablement recruter directement du personnel supplémentaire. Alors que l'expansion de l'action du programme

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

se ferait principalement par le biais de subventions et de contrats avec des institutions des PMA ou des États-Unis, ou par le biais de contributions à des organisations internationales, des augmentations du personnel embauché directement seraient nécessaires pour examiner les propositions de projet, suivre leur mise en œuvre grâce à ces instruments et évaluer leurs progrès par rapport aux objectifs préétablis. Les besoins spécifiques en personnel recruté directement devraient continuer à être pris en compte lors des examens annuels du programme et du budget, ainsi que des détails sur la composition des programmes et les niveaux de financement par pays et par catégorie fonctionnelle, afin de corréliser les besoins en personnel avec les actions de programme prévues pour une année donnée.

Recommandations

1. La stratégie des États-Unis devrait être d'encourager et de soutenir, par voie bilatérale, canaux multilatéraux et autres, action constructive pour réduire les taux de fécondité dans certains pays en développement. Les États-Unis devraient appliquer chacune des dispositions pertinentes de leur Plan d'action mondial sur la population et l'utiliser pour influencer et soutenir les actions des pays en développement.

2. Dans le cadre de cette stratégie globale, les États-Unis devraient accorder la plus haute priorité, en termes de l'allocation de ressources (avec les donateurs) aux efforts visant à encourager l'aide d'autres pays aux pays cités ci-dessus où le problème de population est le plus grave, et à fournir une assistance à d'autres pays dans la mesure où les fonds et le personnel le permettent.

3. Poursuite du développement par l'AID des priorités des programmes de population, tant géographiques que fonctionnel, doit être cohérent avec la stratégie générale évoquée ci-dessus, avec les autres recommandations de ce document et avec le Plan d'action mondial pour la population. Les stratégies devraient être coordonnées avec les activités de population d'autres pays donateurs et agences utilisant le WPPA comme levier pour obtenir une action appropriée.

4. Les demandes budgétaires de l'AID au cours des cinq prochaines années devraient inclure une programmes bilatéraux de population et de planification familiale (selon le cas pour chaque pays ou région), d'activités fonctionnelles selon les besoins et de contributions par le biais de canaux multilatéraux, conformément aux montants généraux de financement évoqués ci-dessus. Les budgets proposés devraient mettre l'accent sur les priorités nationales et fonctionnelles décrites dans les recommandations de cette étude et telles que détaillées dans les documents de stratégie géographique et fonctionnelle de l'AID.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

II B. Programmes d'assistance fonctionnelle pour créer les conditions d'un déclin de la fécondité

introduction

Discussion

Il est clair que la disponibilité de services et d'informations sur la contraception, aussi importante soit-elle, n'est pas le seul élément nécessaire pour faire face aux problèmes de population des PMA. Des preuves substantielles montrent que de nombreuses familles des PMA (en particulier les pauvres) préfèrent consciemment avoir de nombreux enfants pour diverses raisons économiques et sociales. Par exemple, les jeunes enfants peuvent apporter une contribution économique aux exploitations familiales, les enfants peuvent être d'importantes sources de soutien pour les parents âgés lorsqu'il n'existe pas de forme alternative de sécurité sociale, et les enfants peuvent être une source de statut pour les femmes qui ont peu d'alternatives dans les pays à prédominance masculine. sociétés.

Le désir de familles nombreuses diminue à mesure que les revenus augmentent. Les pays développés et les régions les plus développées des PMA ont une fécondité inférieure à celle des régions moins développées. De même, les programmes de planification familiale produisent plus d'accepteurs et ont un plus grand impact sur la fertilité dans les zones développées que dans les zones moins développées. Ainsi, les investissements dans le développement sont importants pour abaisser les taux de fécondité. Nous savons que les principaux déterminants socio-économiques de la fécondité sont étroitement liés. Un changement dans l'un d'entre eux est susceptible de produire un changement dans les autres également. Il est clair que le développement en soi est un puissant déterminant de la fertilité. Cependant, comme il est peu probable que la plupart des PMA se développent suffisamment au cours des 25 à 30 prochaines années, il est essentiel d'identifier les secteurs qui affectent le plus directement et le plus fortement la fécondité.

Dans ce contexte, la population doit être considérée comme une variable qui interagit, à des degrés divers, avec un large éventail de programmes de développement, et la stratégie américaine doit continuer à insister sur l'importance de la prise en compte de la population dans les activités «hors planning familial». Ceci est particulièrement important compte tenu de l'accent croissant du programme de développement américain sur l'alimentation et la nutrition, la santé et la population, l'éducation et les ressources humaines; les programmes d'assistance ont moins de chances de réussir tant que le nombre de personnes à nourrir, éduquer et employer augmente rapidement.

Ainsi, pour contribuer à la réduction de la fécondité dans les PMA, non seulement la planification familiale devrait figurer en bonne place sur la liste des priorités de l'aide étrangère des États-Unis, mais une priorité élevée dans l'allocation de fonds devrait être accordée aux programmes dans d'autres secteurs qui contribuent de manière rentable. dans la réduction de la croissance démographique.

Il existe un corpus de recherche croissant, mais encore assez restreint, pour déterminer les aspects socio-économiques du développement qui affectent le plus directement et le plus fortement la fertilité. Bien que l'analyse limitée à ce jour ne puisse être considérée comme définitive, il est généralement admis que les cinq facteurs suivants (en plus de l'augmentation du revenu par habitant) ont tendance à être fortement associés à la baisse de la fécondité: éducation, en particulier l'éducation des femmes; réduction de la mortalité infantile; opportunités d'emploi salarié pour les femmes; la sécurité sociale et autres substituts de la valeur économique des enfants; et l'égalité relative dans la répartition des revenus et les

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

développement. Il existe un certain nombre d'autres facteurs identifiés à partir de la recherche, de l'analyse historique et de l'expérimentation qui affectent également la fécondité, notamment le report de l'âge moyen du mariage et les paiements directs (incitation financière) aux accepteurs de planification familiale.

Il y a cependant un certain nombre de questions qui doivent être abordées avant de pouvoir passer de l'identification des facteurs associés à la baisse de la fécondité à des programmes à grande échelle qui entraîneront une baisse de la fécondité de manière rentable. Par exemple, dans le cas de l'éducation des femmes, nous devons examiner des questions telles que: l'éducation des femmes a-t-elle entraîné une baisse de la fécondité ou le processus de développement dans certaines situations a-t-il conduit les parents à la fois à percevoir moins de besoins économiques pour les familles nombreuses et à se livrer à la «luxue» d'éduquer leurs filles? Si une meilleure éducation des femmes entraîne en fait une baisse de la fécondité, les parents pauvres à fécondité élevée verront-ils beaucoup d'avantages à envoyer leurs filles à l'école? Si c'est le cas, combien cela coûte-t-il d'éduquer une fille au point où sa fertilité sera réduite (ce qui se produit vers le niveau de la quatrième année)? Quels programmes spécifiques d'éducation des femmes sont les plus rentables (par exemple, école primaire, alphabétisation non formelle ou formation professionnelle ou préprofessionnelle)? Quels sont, en termes quantitatifs approximatifs, les avantages non démographiques d'un dollar supplémentaire dépensé pour l'éducation des femmes dans une situation donnée par rapport à d'autres alternatives d'investissement non démographiques? Quels sont les avantages pour la population d'un dollar dépensé pour l'éducation des femmes par rapport à d'autres investissements liés à la population, comme dans les fournitures de contraception ou dans les systèmes de soins de santé maternelle et infantile? Et enfin,

Comme le souligne une récente proposition de recherche du Département d'études démographiques de Harvard: « Des études récentes ont identifié des facteurs plus spécifiques à l'origine de la baisse de la fécondité, en particulier la propagation du niveau de scolarité et l'élargissement des rôles non traditionnels des femmes. Dans des situations de croissance démographique rapide, cependant, ces facteurs vont à l'encontre des puissantes forces du marché. Même lorsque des efforts sont faits pour offrir des possibilités d'éducation à la plupart de la population d'âge scolaire, de faibles niveaux de développement et des possibilités d'emploi restreintes pour les jeunes diplômés universitaires entraînent des taux d'abandon et de non-scolarisation élevés. . »

Heureusement, la situation n'est en aucun cas aussi ambiguë pour tous les facteurs probables affectant la fécondité. Par exemple, les lois qui relèvent l'âge minimum du mariage, lorsqu'elles sont politiquement faisables et au moins partiellement applicables, peuvent avec le temps avoir un effet modeste sur la fécondité à un coût négligeable. De même, il y a eu des expériences controversées mais remarquablement réussies en Inde dans lesquelles des incitations financières, ainsi que d'autres dispositifs de motivation, ont été utilisées pour amener un grand nombre d'hommes à accepter les vasectomies. En outre, il semble y avoir des activités majeures, telles que des programmes visant à améliorer la capacité de production des ruraux pauvres, qui peuvent être bien justifiées même sans référence aux avantages pour la population, mais qui semblent également avoir des avantages importants pour la population.

le stratégie suggérée par les considérations ci-dessus est que le volume et le type de programmes visant les «déterminants de la fécondité» devraient être directement liés à notre estimation des avantages totaux (y compris les avantages non pour la population) d'un dollar investi dans une proposition donnée

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

programme et à notre confiance dans la fiabilité de cette estimation. Il y a place pour un désaccord honnête entre les chercheurs et les décideurs sur les avantages ou la faisabilité d'un programme donné. Espérons qu'au fil du temps, avec plus de recherche, d'expérimentation et d'évaluation, les points de désaccord et d'ambiguïté seront clarifiés, et les donateurs et les bénéficiaires auront de meilleures informations à la fois sur les politiques et les programmes qui ont tendance à fonctionner dans quelles circonstances et comment procéder pour analyser une situation du pays pour trouver les meilleures mesures possibles à prendre.

Recommandations:

1. L'AID devrait mettre en œuvre la stratégie énoncée dans le Plan d'action mondial pour la population, en particulier les paragraphes 31 et 32 et la section I («Introduction - une stratégie démographique mondiale des États-Unis») ci-dessus, qui appellent à une priorité élevée dans le financement de trois catégories de programmes dans des domaines affectant les décisions relatives à la fécondité (taille de la famille):

une. Programmes opérationnels où la rentabilité est avérée, généralement là où il y a aussi des avantages significatifs pour les objectifs non démographiques;

b. Programmes expérimentaux où la recherche indique des relations étroites avec la réduction de la fécondité, mais la rentabilité n'a pas encore été démontrée en termes de mesures spécifiques à prendre (c.-à-d. Conception de programme); et

c. Recherche et évaluation de l'impact relatif sur la taille de la famille souhaitée des déterminants socio-économiques de la fécondité, et sur la portée politique qui existe pour influencer sur ces déterminants.

2. La recherche, l'expérimentation et l'évaluation des programmes en cours devraient se concentrer sur répondre aux questions (telles que celles soulevées ci-dessus, relatives à l'éducation des femmes) qui déterminent quelles mesures peuvent et devraient être prises dans d'autres secteurs pour accélérer de manière rentable le taux de baisse de la fécondité. En plus des cinq domaines abordés dans la section II. B 1-5 ci-dessous, la recherche devrait également couvrir l'ensemble des facteurs affectant la fécondité, tels que les lois et les normes relatives à l'âge du mariage et les incitations financières. Des travaux de ce type devraient être entrepris dans chaque pays clé pour déterminer les facteurs de motivation nécessaires pour développer une préférence pour la petite taille de la famille. Une priorité élevée doit être accordée aux tests de faisabilité et de reproductibilité à grande échelle.

3. L'AID devrait encourager les autres donateurs des gouvernements des PMA à mener des stratégies de recherche, d'expérimentation et de programmes d'opérations à grande échelle (rentables et bien évalués) sur les facteurs affectant la fertilité. Les travaux dans ce domaine devraient être coordonnés et les résultats partagés.

4. L'AID devrait aider à développer les capacités de quelques institutions américaines et des PMA servent de centres majeurs de recherche et d'élaboration de politiques dans les domaines des mesures sociales ou économiques affectant la fécondité, des incitations directes, de la recherche sur le comportement des ménages et des techniques d'évaluation des approches motivationnelles. Les centres devraient fournir une assistance technique, servir de

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

un forum de discussion, et fournissent généralement la «masse critique» d'efforts et de visibilité qui ont fait défaut dans ce domaine à ce jour. L'accent devrait être mis sur la participation maximale des institutions et des particuliers des PMA.

Les sections suivantes traitent des programmes expérimentaux et opérationnels de recherche à entreprendre dans les cinq domaines prometteurs mentionnés ci-dessus.

1. Fournir des niveaux minimaux d'éducation, en particulier pour les femmes

Discussion

Il existe des preuves assez convaincantes que l'éducation des femmes, en particulier de 4^e La classe et au-dessus est fortement corrélée à la réduction de la taille de la famille souhaitée, bien que l'on ne sache pas dans quelle mesure l'éducation des femmes entraîne une réduction de la taille de la famille souhaitée ou si c'est un rythme de développement plus rapide qui conduit à la fois à une demande accrue d'éducation des femmes et à une réduction de la taille de la famille souhaitée. Il existe également une théorie relativement largement répandue - bien que non validée statistiquement - selon laquelle l'amélioration des niveaux d'alphabétisation contribue à la réduction de la taille de la famille souhaitée à la fois par une meilleure connaissance des informations sur la planification familiale et par l'augmentation des facteurs de motivation liés à la réduction de la taille de la famille. Malheureusement, l'expérience de l'AID avec les programmes d'alphabétisation de masse au cours des 15 dernières années a conduit à la conclusion décevante que ces programmes ont généralement échoué (c.-à-d.

Aujourd'hui, cependant, l'AID a récemment révisé sa stratégie d'éducation, conformément au mandat de sa législation, pour mettre l'accent sur l'extension de l'éducation aux pauvres, en particulier dans les zones rurales, et relativement moins sur les niveaux d'enseignement plus élevés. Cette approche se concentre sur l'utilisation de l'éducation formelle et "non formelle" (c'est-à-dire, l'éducation organisée en dehors de la salle de classe) pour aider à répondre aux besoins en ressources humaines du processus de développement, y compris des programmes d'alphabétisation en milieu rural visant l'agriculture, la famille planification ou autres objectifs de développement.

Recommandations

1. Programmes intégrés d'éducation de base (y compris l'alphabétisation appliquée) et de planification familiale devraient être élaborés chaque fois qu'ils semblent efficaces, hautement prioritaires et acceptables pour chaque pays. L'AID devrait continuer à mettre l'accent sur l'éducation de base, tant pour les femmes que pour les hommes.

2. Un effort majeur devrait être fait dans les PMA en cherchant à réduire les taux de natalité pour assurer au moins une éducation élémentaire pour pratiquement tous les enfants, filles comme garçons, dès que le pays peut se le permettre (ce qui serait très bientôt pour tous sauf les pays les plus pauvres). Des programmes d'enseignement pratique simplifiés devraient être élaborés. Ces programmes devraient, dans la mesure du possible, inclure des programmes spécifiques pour motiver la prochaine génération à adopter une moyenne familiale de deux enfants pour

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

assurer ce niveau de fécondité dans deux ou trois décennies. L'AID devrait encourager et répondre aux demandes d'assistance pour l'extension de l'éducation de base et l'introduction de la planification familiale dans les programmes. Les dépenses consacrées à un tel accent sur une éducation pratique accrue devraient provenir des fonds généraux de l'AID et non des fonds destinés à la population.

2. Réduire la mortalité infanto-juvénile

Discussion:

Les taux élevés de mortalité infantile et juvénile, évidents dans de nombreux pays en développement, amènent les parents à s'inquiéter du nombre de leurs enfants susceptibles de survivre. Les parents peuvent surcompenser d'éventuelles pertes d'enfants en ayant des enfants supplémentaires. Les recherches menées à ce jour indiquent clairement non seulement qu'une fécondité élevée et des taux de natalité élevés sont étroitement corrélés, mais que dans la plupart des cas, des taux de croissance démographique nets faibles ne peuvent être atteints que lorsque la mortalité infantile est également faible. Les politiques et programmes qui réduisent considérablement la mortalité infantile et juvénile en deçà des niveaux actuels conduiront les couples à avoir moins d'enfants. Cependant, nous devons reconnaître qu'il y a un délai d'au moins plusieurs années avant que les parents (et les cultures et sous-cultures) ne deviennent convaincus que leurs enfants ont plus de chances de survivre et d'ajuster leur comportement de fertilité en conséquence.

Une réduction considérable de la mortalité infanto-juvénile est possible grâce à l'amélioration de la nutrition, aux vaccinations contre les maladies et à d'autres mesures de santé publique si des moyens peuvent être conçus pour étendre ces services aux populations négligées des PMA à faible coût. Il est souvent judicieux de combiner ces activités avec des services de planification familiale dans des systèmes de prestation intégrés afin de maximiser l'utilisation des rares ressources financières et en personnel de santé des PMA (voir la section

IV). En outre, fournir des soins de santé sélectionnés à la fois aux mères et à leurs enfants peut améliorer l'acceptabilité de la planification familiale en se préoccupant de la condition globale de la mère et de ses enfants et pas seulement pour le seul facteur de fécondité.

Les deux principaux problèmes de rentabilité des soins de santé maternelle et infantile sont que les systèmes de prestation de soins de santé cliniques n'ont pas, dans le passé, contribué en grande partie à la réduction de la mortalité infantile et que, comme aux États-Unis, les communautés médicales locales ont tendance à favoriser un coût relativement élevé. des soins de santé de qualité, même au prix de laisser un grand nombre de personnes (dans les PMA généralement plus des deux tiers de la population) pratiquement à l'abri des services de santé modernes.

Bien que nous n'ayons pas toutes les réponses sur la façon de développer des systèmes de prestation intégrés peu coûteux, nous devons poursuivre des programmes opérationnels pour répondre aux demandes de l'ODC s'ils sont susceptibles d'être rentables sur la base de l'expérience à ce jour, et d'expérimenter sur un grande échelle avec des moyens innovants de résoudre les problèmes en suspens. Les mécanismes d'évaluation pour mesurer l'impact des différentes pistes d'action sont un élément essentiel de cet effort afin de fournir un retour d'information sur les projets actuels et futurs et d'améliorer l'état de l'art dans ce domaine.

Actuellement, les efforts visant à développer des services de santé et de planification familiale à faible coût pour les populations négligées des PMA sont entravés en raison du manque d'engagement international et de ressources en faveur de la santé. Par exemple:

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

A. La Banque mondiale pourrait fournir des crédits à faible taux d'intérêt aux PMA pour le développement services de santé à faible coût aux populations négligées mais n'a pas encore pris de décision politique à cet effet. La Banque a un programme de population et de santé et les responsables du programme ont été très favorables à l'objectif ci-dessus. Les services de la Banque ont préparé un document d'orientation sur ce sujet à l'intention du Conseil, mais les perspectives ne sont pas bonnes. Actuellement, le document sera examiné par le Conseil de la Banque à sa réunion de novembre 1974. Apparemment, il y a une certaine réticence au sein du Conseil d'administration de la Banque et dans certaines parties du personnel à l'idée de prendre une initiative forte dans ce domaine. En partie, la Banque fait valoir qu'il n'existe pas de modèles éprouvés de systèmes de santé efficaces et à faible coût dans lesquels la Banque peut investir. La Banque soutient également que d'autres secteurs tels que l'agriculture devraient bénéficier d'une priorité plus élevée dans la compétition pour les ressources rares. En plus,

Une lecture actuelle du personnel de la Banque suggère qu'à moins d'un changement dans la pensée du Conseil de la Banque, la politique de la Banque sera simplement de continuer à essayer d'aider dans les domaines de la population et de la santé, mais de ne pas prendre d'initiative d'envergure dans les zones du système de livraison des coûts.

La position de la Banque est regrettable car la Banque pourrait jouer un rôle très utile dans ce domaine en aidant à financer des structures physiques à faible coût et d'autres éléments de systèmes de santé à faible coût, y compris des dispensaires ruraux, le cas échéant. Cela pourrait également aider à fournir des prêts à faible coût pour la formation et à rechercher et tester de nouvelles approches pour atteindre ceux qui n'ont pas actuellement accès aux services de santé et de planification familiale. Cela ne serait pas du tout incompatible avec le fait que nous et la Banque admettons franchement que nous n'avons pas toutes les «réponses» ou modèles rentables pour des systèmes de santé à faible coût. Au contraire, eux, nous et d'autres donateurs pourrions travailler ensemble sur des programmes opérationnels orientés vers l'expérimentation afin de mettre au point des modèles adaptés à la grande variété de situations auxquelles sont confrontés les PMA.

L'implication de la Banque dans ce domaine ouvrirait de nouvelles possibilités de collaboration. Les fonds de subvention, qu'ils proviennent des États-Unis ou de l'UNFPA, pourraient être utilisés pour traiter les parties de l'action qui nécessitent des délais courts tels que la fourniture immédiate de fournitures, certains types de formation et le déploiement rapide de l'assistance technique. Simultanément, pour les parties de l'action qui nécessitent des délais plus longs, comme la construction de cliniques, des prêts de la Banque mondiale pourraient être utilisés. Les processus de prêt de la Banque pourraient être synchronisés pour amener ces activités de construction à un état de préparation au moment où les programmes de formation se sont suffisamment avancés pour permettre la gestion des installations. L'accent doit être mis sur la satisfaction des besoins d'infrastructure à faible coût plutôt que coûteux.

De toute évidence, en plus de la construction, nous supposons que la Banque pourrait financer d'autres éléments à coûts locaux d'expansion des systèmes de santé tels que des programmes de formation à plus long terme.

L'AID tente actuellement d'élaborer des procédures de consultation améliorées avec le personnel de la Banque dans l'espoir de parvenir à de meilleurs efforts de collaboration dans le cadre de l'engagement actuel de la Banque en matière de ressources dans les domaines de la population et de la santé. Avec un engagement accru des ressources de la Banque et

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

amélioration des consultations avec l'AID et le FNUAP, on pourrait faire une bien plus grande brèche sur le problème global.

B. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et son homologue pour l'Amérique latine, le L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) fournit actuellement une assistance technique pour le développement et la mise en œuvre de projets de santé qui sont à leur tour financés par des mécanismes de financement internationaux tels que le PNUD et les institutions financières internationales. Cependant, les fonds disponibles pour les actions de santé par le biais de ces organisations sont actuellement limités. Une plus grande priorité accordée par les agences internationales de financement aux actions de santé pourrait élargir les possibilités de collaborations utiles entre les institutions donatrices et les pays pour développer des systèmes intégrés de prestation de services de santé et de planification familiale à faible coût pour les populations des PMA qui n'ont pas encore accès à ces services.

Recommandations:

Les États-Unis devraient encourager un intérêt international accru et un engagement de ressources dans le développement de mécanismes de prestation pour fournir des services intégrés de santé et de planification familiale aux populations négligées à des coûts que les pays hôtes peuvent soutenir dans un délai raisonnable. Les efforts devraient inclure:

1. Encourageant la Banque mondiale et les autres mécanismes internationaux de financement, par le biais des représentants américains aux conseils d'administration de ces organisations, pour prendre une initiative plus large dans le développement de mécanismes de prestation de services bon marché dans les pays souhaitant étendre ces systèmes.

2. Indiquant la volonté des États-Unis (comme les États-Unis l'ont fait à la Conférence mondiale sur la population) se joindre à d'autres donateurs et organisations pour encourager et soutenir de nouvelles actions des gouvernements des PMA et d'autres institutions dans le domaine des systèmes de fourniture à faible coût.

UNE. Comme proposé à Bucarest, les États-Unis devraient rejoindre les pays donateurs, l'OMS, l'UNFPA, L'UNICEF et la Banque mondiale doivent créer un consortium pour offrir une assistance aux pays en développement les plus nécessiteux pour mettre en place leurs propres systèmes de santé publique préventifs et curatifs à faible coût couvrant toutes les régions de leur pays et capables d'un soutien national dans un délai raisonnable. Ces systèmes incluraient les services de planification familiale dans le cadre ordinaire de leurs services globaux.

B. L'OMS devrait être invitée à prendre la direction d'un tel arrangement et est prêt à le faire. Apparemment, au moins la moitié des pays donateurs potentiels et le programme d'assistance technique de la CEE sont favorables. Il en va de même pour l'UNFPA et l'UNICEF. Les États-Unis, à travers leur représentation au Conseil d'administration de la Banque mondiale, devraient encourager une initiative plus large de la Banque mondiale dans ce domaine, en particulier pour aider au développement d'infrastructures de services de santé de base peu coûteuses dans les pays souhaitant entreprendre le développement de tels systèmes.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

3. Élargir les possibilités d'emploi salarié, en particulier pour les femmes

Discussion

L'emploi est la clé de l'accès au revenu, ce qui ouvre la voie à une santé, éducation, nutrition et réduction de la taille de la famille. Des opportunités d'emploi fiables permettent aux parents de limiter la taille de leur famille et d'investir dans le bien-être des enfants qu'ils ont.

Le statut et l'utilisation des femmes dans les sociétés des PMA sont particulièrement importants pour réduire la taille de la famille. Pour les femmes, l'emploi à l'extérieur de la maison offre une alternative au mariage et à la maternité précoces, et une incitation à avoir moins d'enfants après le mariage. La femme qui doit rester à la maison pour s'occuper de ses enfants doit renoncer aux revenus qu'elle pourrait gagner en dehors de la maison. Les recherches indiquent que l'emploi salarié des femmes à l'extérieur du foyer est lié à la réduction de la fécondité. Les programmes visant à accroître la participation des femmes à la main-d'œuvre doivent cependant tenir compte de la demande globale de main-d'œuvre; ce serait un problème particulier dans les professions où le chômage est déjà largement répandu chez les hommes. Mais d'autres professions où les femmes ont un avantage comparatif peuvent être encouragées.

L'amélioration du statut juridique et social des femmes donne aux femmes une plus grande voix dans la prise de décision concernant leur vie, y compris la taille de la famille, et peut offrir des opportunités alternatives à la procréation, réduisant ainsi les avantages d'avoir des enfants.

La délégation des États-Unis à la Conférence de Bucarest a souligné l'importance d'améliorer la condition générale des femmes et de développer des opportunités d'emploi pour les femmes hors du foyer et hors de la ferme. Tous les pays se sont joints à lui pour adopter une déclaration ferme sur cette question vitale. Voir le chapitre VI pour une discussion plus complète de la conférence.

Recommandations:

1. L'AID devrait communiquer avec et rechercher des opportunités pour aider programmes de développement pour accroître le rôle des femmes dans le processus de développement.

2. L'AID devrait revoir ses programmes d'éducation / de formation (tels que les formation, formation dans les pays et dans les pays tiers) pour veiller à ce que ces activités offrent un accès égal aux femmes.

3. L'AID devrait élargir la formation préprofessionnelle et professionnelle pour impliquer davantage les femmes directement dans l'apprentissage des compétences qui peuvent améliorer leurs revenus et leur statut dans la communauté (par exemple, compétences paramédicales liées à la fourniture de services de planification familiale).

4. L'AID devrait encourager le développement et le placement des femmes des PMA décideurs dans les programmes de développement, en particulier les programmes conçus pour accroître le rôle des femmes en tant que productrices de biens et services, et autrement pour améliorer le bien-être des femmes (par exemple, les programmes nationaux de crédit et de financement, et les programmes nationaux de santé et de planification familiale).

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

5. L'AID devrait encourager, dans la mesure du possible, la participation active des femmes au travail
mouvement visant à promouvoir l'égalité de rémunération pour un travail égal, des prestations égales et l'égalité des chances dans l'emploi.

6. L'AID devrait continuer à examiner ses programmes et projets en fonction de leur impact sur les PMA
les femmes, et les ajuster si nécessaire pour favoriser une plus grande participation des femmes - en particulier celles des classes les plus
basses - au processus de développement.

4. Développer des alternatives au rôle de sécurité sociale fourni par les enfants aux parents âgés

Discussion:

Dans la plupart des PMA, l'absence presque totale de gouvernement ou d'autres formes institutionnelles de sécurité sociale pour les personnes âgées oblige à dépendre des enfants pour survivre à la vieillesse. Le besoin d'un tel soutien semble être l'une des principales motivations pour avoir de nombreux enfants. Plusieurs propositions ont été faites, et quelques expériences pilotes sont en cours, pour tester l'impact des incitations financières conçues pour fournir une aide à la vieillesse (ou, plus tangentiellement, pour augmenter la capacité de gain de moins d'enfants en finançant les frais d'éducation que les parents auraient autrement supportés.). Des propositions ont été faites pour l'assurance-fils (fournie aux parents s'ils n'ont pas plus de trois enfants), et pour le paiement différé des prestations de retraite (encore une fois lié à des limites spécifiées sur la taille de la famille), où le paiement de l'incitation est retardé. L'intention n'est pas seulement de lier l'incitation à la fécondité réelle, mais d'imposer le coût financier au gouvernement ou à l'entité du secteur privé uniquement après que les avantages des naissances évitées se sont répercutés sur l'économie et l'entité de financement. Des schémas de complexité administrative variable ont été élaborés pour tenir compte des problèmes de gestion dans les PMA. Le cœur économique et d'équité de ces propositions d'incitation à long terme est simple: le gouvernement propose de restituer au couple contractant une partie du dividende économique qu'ils génèrent en évitant les naissances, comme un compromis direct pour les avantages financiers personnels auxquels ils renoncent en avoir moins d'enfants. Des schémas de complexité administrative variable ont été élaborés pour tenir compte des problèmes de gestion dans les PMA. Le cœur économique et d'équité de ces propositions d'incitation à long terme est simple: le gouvernement propose de restituer au couple contractant une partie du dividende économique qu'ils génèrent en évitant les naissances, comme un compromis direct pour les avantages financiers personnels auxquels ils renoncent en avoir moins d'enfants. Des schémas de complexité administrative variable ont été élaborés pour tenir compte des problèmes de gestion dans les PMA. Le c

Des recherches et des expérimentations plus poussées dans ce domaine doivent tenir compte de l'impact de l'urbanisation croissante des PMA sur les valeurs et les perspectives rurales traditionnelles telles que le désir d'avoir des enfants comme assurance-vieillesse.

Recommandation:

L'AID devrait adopter une position positive en ce qui concerne l'exploration des incitations de type sécurité sociale comme décrit ci-dessus. L'AID devrait encourager les gouvernements à envisager de telles mesures et devrait fournir une assistance financière et technique le cas échéant. La recommandation faite précédemment d'établir une capacité institutionnelle «intermédiaire» qui pourrait fournir aux gouvernements des PMA une assistance substantielle dans ce domaine, parmi plusieurs domaines du côté «demande» du problème, augmenterait considérablement la capacité de l'AID à mettre en œuvre cette recommandation.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

5. Poursuite de stratégies de développement qui faussent la croissance des revenus vers les pauvres, en particulier le développement rural axé sur la pauvreté rurale

Répartition des revenus et développement rural: Plus le revenu d'une famille est élevé, moins elle aura probablement d'enfants, sauf tout en haut de l'échelle des revenus. De même, plus le revenu est réparti uniformément dans une société, plus le taux de fécondité global semble être bas, car une meilleure répartition des revenus signifie que les pauvres, qui ont la fécondité la plus élevée, ont des revenus plus élevés. Ainsi, une stratégie de développement qui met l'accent sur les ruraux pauvres, qui constituent le groupe le plus important et le plus pauvre de la plupart des PMA, permettrait d'augmenter les revenus de ceux dont le taux de fécondité est le plus élevé. Aucun PMA n'est susceptible de parvenir à une stabilité démographique à moins que les ruraux pauvres ne participent à l'augmentation des revenus et à la baisse de la fécondité.

L'agriculture et le développement rural sont déjà, avec la population, les États-Unis.

La plus haute priorité du gouvernement dans la fourniture d'une assistance aux PMA. Pour l'exercice 1975, environ 60% des 1,13 milliard de dollars d'AID demandés dans les cinq domaines fonctionnels de la législation sur l'aide étrangère concernent l'agriculture et le développement rural. L'augmentation de 255 millions de dollars du niveau de l'exercice 1975 autorisée dans le projet de loi d'autorisation de l'exercice 1974 sur deux ans est pratiquement entièrement consacrée à l'agriculture et au développement rural.

Le principal objectif de l'AID en matière d'agriculture et de développement rural est la concentration de la production alimentaire et l'amélioration de la qualité de vie rurale; L'élément principal de la stratégie est de se concentrer sur l'augmentation de la production des petits agriculteurs, grâce à une assistance pour la fourniture de technologies améliorées, d'intrants agricoles, de soutiens institutionnels, etc.

Cette stratégie répond à trois intérêts américains: Premièrement, elle augmente la production agricole dans les PMA et accélère le rythme moyen de leur développement, ce qui, comme on l'a noté, conduit à une acceptation accrue de la planification familiale. Deuxièmement, l'accent mis sur les petits agriculteurs et d'autres éléments des ruraux pauvres répartit les avantages du développement aussi largement que possible parmi les groupes à faible revenu. Comme indiqué ci-dessus, étendre les avantages du développement aux pauvres, qui ont tendance à avoir les taux de fécondité les plus élevés, est une étape importante pour les amener à réduire la taille de leur famille. En outre, la concentration sur la production des petits agriculteurs (par rapport, par exemple, à une agriculture à grande échelle hautement mécanisée) peut augmenter les possibilités d'emploi dans les exploitations agricoles et non agricoles et réduire le flux vers les villes. Alors que les taux de fécondité dans les zones rurales sont plus élevés que dans les villes, la migration rapide et continue vers les villes à des niveaux supérieurs à ceux que les marchés du travail ou les services des villes peuvent soutenir ajoute un élément déstabilisateur important aux efforts et aux objectifs de développement de nombreux pays. En effet, les zones urbaines de certains PMA sont déjà le théâtre de troubles urbains et de taux de criminalité élevés.

Recommandation

L'AID devrait poursuivre ses efforts pour se concentrer non seulement sur l'agriculture et le développement rural, mais plus particulièrement sur les petits agriculteurs et sur les moyens à forte intensité de main-d'œuvre pour stimuler la production agricole et sur d'autres aspects de l'amélioration de la qualité de vie des ruraux pauvres, afin que l'agriculture et le développement rural l'aide, en plus de son importance pour l'augmentation de la production alimentaire et à d'autres fins, peut avoir un impact maximal sur la réduction de la croissance démographique.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

6. Concentration sur l'éducation et l'endoctrinement de la génération montante d'enfants en ce qui concerne l'opportunité de réduire la taille de la famille

Discussion :

Les efforts actuellement déployés pour réduire les taux de natalité dans les PMA, y compris l'aide de l'AID et du FNUAP, visent en grande partie les adultes en âge de procréer. Seule une attention symbolique est accordée à l'éducation en matière de population ou à l'éducation sexuelle dans les écoles et, dans la plupart des pays, aucune attention n'est donnée dans les toutes premières années, qui sont le seul résultat des 2/3/4 des enfants. Il devrait être évident, cependant, que les efforts de contrôle des naissances dirigés vers les adultes aboutiront avec un succès même maximum à l'acceptation de la contraception pour la réduction des naissances uniquement au niveau de la taille de la famille souhaitée. — ce que les études sur les connaissances, les attitudes et la pratique dans de nombreux pays indiquent comme une moyenne de quatre enfants ou plus.

La grande nécessité est de convaincre les masses de la population qu'il est dans leur intérêt individuel et national d'avoir, en moyenne, seulement trois et ensuite seulement deux enfants. Il est peu probable que ce résultat puisse être atteint très largement dans le contexte de l'héritage culturel des adultes d'aujourd'hui, même des jeunes adultes, parmi les masses de la plupart des PMA. Sans diminuer d'aucune façon l'effort pour atteindre ces adultes, l'attention accrue devrait viser à changer les attitudes de la prochaine génération, celles qui sont maintenant à l'école primaire ou plus jeunes. Si cela pouvait être fait, il serait en effet possible d'atteindre un niveau de fécondité proche du remplacement en 20 ans et l'atteignant effectivement en 30 ans.

Étant donné qu'un grand pourcentage d'enfants issus de groupes à fécondité élevée et à faible revenu ne sont pas scolarisés, il sera nécessaire de développer des moyens pour les atteindre à cette fin et à d'autres fins éducatives grâce à des programmes éducatifs informels. Comme l'a souligné la discussion précédente sur les déterminants de la taille de la famille (fécondité), il est également important de faire des progrès significatifs dans d'autres domaines, tels que l'amélioration des soins de santé et l'amélioration de la répartition des revenus, avant que la taille de la famille souhaitée ne diminue fortement. S'il est économiquement logique pour les parents pauvres d'avoir une famille nombreuse dans vingt ans, rien ne permet de savoir si l'éducation ou l'endoctrinement de la population aura à lui seul un impact suffisant pour les dissuader.

Recommandation

1. Que les agences américaines soulignent l'importance de l'éducation de la prochaine génération de parents, débutant dans les écoles primaires, vers un idéal familial à deux enfants.

2. Que l'AID stimule des efforts spécifiques pour développer des moyens d'éduquer les enfants de l'âge de l'école primaire à l'idéal de la famille de deux enfants et que l'UNESCO soit invitée à prendre les devants par l'éducation formelle et informelle.

Recommandation générale aux agences des Nations Unies

En ce qui concerne chacune des six catégories ci-dessus, l'État et l'AID devraient faire des efforts spécifiques pour

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

L'agence des Nations Unies compétente, l'OMS, l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'UNICEF et le FNUAP assument leur rôle de leadership au sein de la famille des Nations Unies avec un effort de programme accru, citant le Plan d'action mondial pour la population.

II. C. Programme Food for Peace et population

Discussion:

L'un des aspects les plus fondamentaux de l'impact de la croissance démographique sur le bien-être politique et économique de la planète est sa relation avec la nourriture. Ici, le problème de l'interdépendance de la population, des ressources nationales, de l'environnement, de la productivité et de la stabilité politique et économique se rencontrent lorsque surviennent des pénuries de ce besoin humain fondamental.

Les projections de l'USDA indiquent que la quantité d'importations céréalières dont les PMA ont besoin dans les années 80 augmentera considérablement, tant en termes globaux que par habitant. En outre, ces pays seront confrontés à des fluctuations météorologiques et à d'autres facteurs d'une année sur l'autre.

Cela ne veut pas dire que les PMA doivent faire face à la famine au cours des deux prochaines décennies, car les mêmes projections indiquent une augmentation encore plus importante de la production de céréales dans les pays développés. Il convient de souligner, cependant, que ces projections supposent que des problèmes aussi importants que la forte augmentation des besoins en eau douce, les effets écologiques de la forte augmentation de l'application d'engrais, de pesticides et d'irrigation, et la tendance défavorable apparente dans le climat mondial, sont résolus. À l'heure actuelle, aucune solution à ces problèmes n'est en vue.

Le défi majeur sera d'augmenter la production alimentaire dans les PMA eux-mêmes et de libéraliser le système dans lequel les céréales sont transférées commercialement des pays producteurs aux pays consommateurs. Nous considérons également l'aide alimentaire comme un moyen important de répondre en partie au déficit chronique et aux besoins d'urgence causés par les variations d'une année à l'autre au moins jusqu'à la fin de cette décennie. De nombreux experts extérieurs prévoient justement de telles difficultés même si des efforts importants sont entrepris pour accroître la production agricole mondiale, en particulier dans les PMA eux-mêmes, mais aussi aux États-Unis et dans d'autres grands producteurs de céréales fourragères. À plus long terme, les PMA doivent à la fois réduire la croissance démographique et accroître considérablement la production agricole. À un moment donné, la «capacité excédentaire» des pays exportateurs de produits alimentaires s'épuisera.

Il existe actuellement de grandes études interinstitutions en cours dans le domaine alimentaire et ce rapport ne peut pas approfondir ce domaine. Il ne peut que signaler de graves problèmes liés à la population et suggérer des exigences minimales et des objectifs dans le domaine alimentaire.

En particulier, nous pensons que la croissance démographique peut avoir des conséquences négatives très graves sur la production alimentaire dans les PMA, notamment des attentes excessives quant à la capacité de production des terres, une dégradation de l'économie écologique des zones marginales et une surexploitation.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

les mers. Toutes ces conditions peuvent affecter la viabilité de l'économie mondiale et, partant, ses perspectives de paix et de sécurité.

Recommandations:

Les études NSC / CIEP étant déjà en cours, nous y renvoyons le lecteur. Cependant, nous pensons que les éléments suivants sont des exigences minimales pour toute stratégie qui souhaite éviter l'instabilité et les conflits provoqués par la croissance démographique et la pénurie alimentaire:

(1) Haute priorité pour l'assistance agricole bilatérale et multilatérale des États-Unis aux PMA; y compris les efforts déployés par les PMA pour améliorer la production et la distribution alimentaires avec les ajustements institutionnels et les politiques économiques nécessaires pour stimuler une production efficace. Cela doit inclure une augmentation significative de l'aide financière et technique pour promouvoir une production et une distribution plus efficaces dans les PMA.

(2) Développement des stocks alimentaires nationaux * (y compris ceux nécessaires aux secours d'urgence
-) dans un cadre internationalement accepté suffisant pour assurer un niveau adéquat de sécurité alimentaire mondiale;

(3) Expansion de la production des éléments d'intrants de la production alimentaire (c'est-à-dire engrais, disponibilité en eau et stocks de semences à haut rendement) et incitation accrue à accroître la productivité agricole. Dans ce contexte, une réduction du coût réel de l'énergie (en particulier du carburant), soit par une augmentation de la disponibilité grâce à de nouvelles sources, soit par une baisse du prix relatif du pétrole ou les deux, serait d'une grande importance;

(4) Expansion significative des cultures vivrières des États-Unis et d'autres pays producteurs dans le contexte d'un système commercial mondial libéralisé et efficace qui garantira la disponibilité des produits alimentaires aux PMA en cas de grave pénurie. De nouveaux accords commerciaux internationaux pour les produits agricoles, suffisamment ouverts pour permettre une production maximale par des producteurs efficaces et suffisamment flexibles pour amortir les fluctuations importantes des prix les années où les conditions météorologiques entraînent des déficits ou des excédents importants. Nous pensons que cet objectif peut être atteint par la libéralisation des échanges et un programme de réserves alimentaires coordonné au niveau international sans recourir à des accords axés sur les prix, qui ont des effets indésirables tant sur la production que sur la distribution;

(5) Le maintien d'un programme d'aide alimentaire adéquat avec un accent plus clair sur Son usage
comme moyen de combler de réels déficits alimentaires, en attendant le développement de leurs propres ressources alimentaires, en

les pays incapables de se nourrir plutôt que comme un instrument principalement de développement économique ou de politique étrangère; et

(6) Un effort de recherche renforcé, y compris à long terme, pour développer de nouvelles semences et

* Le ministère de l'Agriculture favorise les intérêts commerciaux américains détenant des stocks nationaux dans un réseau international de stocks

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

technologies agricoles, principalement pour augmenter les rendements mais aussi pour permettre des techniques de culture plus extensives, en particulier dans les PMA.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

III. Organisations internationales et autres programmes multilatéraux de population

A. Organisation des Nations Unies et institutions spécialisées

Discussion

Au milieu des années 60, les pays membres de l'ONU ont lentement commencé à s'entendre sur une plus grande implication des Nations Unies dans les questions de population. En 1967, le Secrétaire général a créé un fonds d'affectation spéciale pour financer les activités dans le domaine de la population. En 1969, le Fonds a été rebaptisé Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et placé sous la supervision générale du Programme des Nations Unies pour le développement. Pendant cette période également, les mandats des institutions spécialisées ont été modifiés pour permettre une plus grande participation de ces institutions aux activités de population.

Le rôle du FNUAP a été clarifié par une résolution de l'ECOSOC en 1973: (a) renforcer les connaissances et les capacités nécessaires pour répondre aux besoins dans les domaines de la population et de la planification familiale; b) promouvoir la prise de conscience dans les pays tant développés qu'en développement des implications sociales, économiques et environnementales des problèmes de population; c) étendre l'assistance aux pays en développement; et d) promouvoir les programmes de population et coordonner les projets appuyés par le FNUAP.

La plupart des projets financés par l'UNFPA sont mis en œuvre avec l'assistance d'organisations du système des Nations Unies, y compris la Commission économique régionale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le monde Organisation de la santé (OMS). Des accords de collaboration ont été conclus avec l'Association internationale de développement (IDA), une filiale de la Banque mondiale, et avec le Programme alimentaire mondial.

De plus en plus, le FNUAP s'oriente vers des programmes de pays complets négociés directement avec les gouvernements. Cela permet aux gouvernements de sélectionner l'agence d'exécution (d'exécution) qui peut être un membre du système des Nations Unies ou une organisation non gouvernementale ou une entreprise. Avec l'élaboration de l'approche-programme de pays, il est prévu de stabiliser le financement du FNUAP en faveur des institutions spécialisées.

Le FNUAP a reçu 122 millions de dollars de contributions volontaires de 65 gouvernements, dont 42 millions de dollars ont été collectés en 1973. Le plan de travail du FNUAP pour 1974-77 fixe un objectif de 280 millions de dollars pour la collecte de fonds, comme suit:

1974 - 54 millions de dollars

1975 - 64 millions de dollars

1976 - 76 millions de dollars

1977 - 86 millions de dollars

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Jusqu'en 1971, les États-Unis avaient versé environ la moitié de tous les fonds versés au FNUAP. En 1972, nous avons réduit notre contribution de contrepartie à 48 pour cent des autres dons, et pour 1973, nous avons encore réduit notre contribution à 45%. En 1973, les demandes d'assistance du FNUAP avaient commencé à dépasser les ressources disponibles. Cette tendance s'est accélérée et la demande de ressources du FNUAP dépasse désormais largement l'offre. Le besoin documenté d'assistance du FNUAP pendant les années 1974-77 est de 350 millions de dollars, mais comme le FNUAP pouvait prévoir que seulement 280 millions de dollars seraient disponibles, il a été nécessaire de ramener le solde au moins à 1978.

Recommandations:

Les États-Unis devraient continuer à soutenir les efforts multilatéraux dans le domaine de la population en:

a) augmenter, sous réserve d'une action d'appropriation du Congrès, la contribution absolue à l'UNFPA à la lumière 1) de la demande croissante d'assistance de l'UNFPA, 2) de l'amélioration de la capacité de l'UNFPA à administrer des projets, 3) de la mesure dans laquelle le financement de l'UNFPA vise les objectifs américains et se substituera au financement américain, 4) la perspective que sans contributions le FNUAP ne sera pas en mesure de lever des fonds suffisants pour son budget en 1975 et au-delà;

b) initier ou participer à un effort pour augmenter les ressources d'autres donateurs mis à la disposition des agences internationales qui peuvent travailler efficacement dans le domaine de la population, à la fois pour accroître les efforts globaux en matière de population et, au sein du FNUAP, pour réduire davantage la part en pourcentage des États-Unis dans les contributions totales; et

c) soutenir le rôle de coordination que joue l'UNFPA parmi les donateurs et les bénéficiaires pays, et parmi les Nations Unies et d'autres organisations dans le domaine de la population, y compris la Banque mondiale.

B. Encourager les organisations privées

Discussion

La coopération d'organisations et de groupes privés aux niveaux national, régional et mondial est essentielle au succès d'une stratégie démographique globale. Ces groupes fournissent d'importantes contributions intellectuelles et un soutien politique, ainsi que la fourniture de services et d'informations sur la planification familiale et la santé. Dans certains pays, les organisations privées et bénévoles sont le seul moyen de fournir des services et du matériel de planification familiale.

Recommandations:

L'AID devrait continuer à apporter son soutien aux organisations privées américaines et internationales dont le travail contribue à réduire la croissance rapide de la population et à développer avec elles, le cas échéant, des divisions géographiques et fonctionnelles du travail dans l'assistance à la population.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

IV. Fourniture et développement de services de planification familiale, d'information et de technologie

En plus de créer un climat propice à la baisse de la fertilité, comme décrit dans une section précédente, il est essentiel de fournir des techniques sûres et efficaces pour contrôler la fertilité.

Cette tâche comporte deux éléments principaux: a) améliorer l'efficacité des moyens existants de contrôle de la fécondité et en développer de nouveaux; et b) mettre au point des systèmes peu coûteux pour la fourniture de technologies de planification familiale, d'informations et de services connexes aux 85% des populations des PMA qui ne sont pas encore atteintes.

La législation et les politiques affectant ce que fait le gouvernement américain en matière d'avortement dans les domaines ci-dessus sont examinées à la fin de cette section.

A. Recherche pour améliorer la technologie de contrôle de la fertilité

Discussion

L'effort pour réduire la croissance démographique nécessite une variété de méthodes de contrôle des naissances qui sont sûres, efficaces, peu coûteuses et attrayantes pour les hommes et les femmes. Les pays en développement, en particulier, ont besoin de méthodes qui ne nécessitent pas de médecins et qui conviennent à une utilisation dans des zones rurales primitives éloignées ou des bidonvilles urbains par des personnes relativement peu motivées. Les expériences de planification familiale ont clairement démontré l'impact crucial d'une technologie améliorée sur le contrôle de la fécondité.

Aucune des méthodes actuellement disponibles de contrôle de la fertilité n'est totalement efficace et exempte de réactions indésirables et de caractéristiques indésirables. L'idéal d'un contraceptif, parfait à tous ces égards, peut ne jamais se réaliser. Beaucoup d'efforts et d'argent seront nécessaires pour améliorer les méthodes de contrôle de la fertilité. La recherche pour atteindre cet objectif peut être divisée en deux catégories:

1. Approches à court terme: elles incluent le travail appliqué et de développement ce qui est nécessaire pour perfectionner et évaluer l'innocuité et le rôle des méthodes dont l'efficacité a été démontrée dans les programmes de planification familiale des pays en développement.

D'autres travaux sont orientés vers de nouvelles méthodes basées sur des connaissances bien établies sur la physiologie de la reproduction. Bien que des bénéfices à court terme soient possibles, le développement réussi de certaines méthodes peut prendre 5 ans et jusqu'à 15 millions de dollars pour une seule méthode.

2. Approches à long terme: L'état limité des connaissances fondamentales de nombreux processus reproductifs exigent qu'un effort de recherche de nature plus fondamentale soit maintenu pour élucider ces processus et fournir chefs de file pour la recherche sur le développement des contraceptifs. Par exemple, de nouvelles connaissances sur

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

les processus de reproduction masculins sont nécessaires avant que la recherche pour développer une «pilule» masculine puisse se concrétiser. Les coûts et la durée de la recherche requise sont élevés et difficiles à quantifier.

Avec des dépenses annuelles d'environ 30 millions de dollars, un vaste programme de recherche médicale fondamentale et appliquée sur la reproduction humaine et le développement des contraceptifs est exécuté par le Centre de recherche démographique de l'Institut national de la santé infantile et du développement humain. L'Agence pour le développement international finance annuellement environ 5 millions de dollars pour la recherche principalement appliquée sur les nouveaux moyens de contrôle de la fécondité pouvant être utilisés dans les pays en développement.

Des sommes moins importantes sont dépensées par d'autres agences du gouvernement américain. La coordination de l'effort de recherche fédéral est facilitée par les activités du Comité interinstitutions sur la recherche démographique. Ce comité prépare une liste et des analyses annuelles de tous les programmes de recherche sur la population financés par le gouvernement. La liste est publiée dans l'inventaire de la population fédérale

Recherche .

Diverses études ont été entreprises par des experts non gouvernementaux, notamment Commission américaine sur la croissance démographique et l'avenir américain. La plupart de ces études indiquent que les efforts des États-Unis en matière de recherche démographique sont insuffisants. Les opinions divergent sur ce qui peut être dépensé de manière judicieuse et efficace, mais un montant supplémentaire de 25 à 50 millions de dollars par an pour la recherche biomédicale constitue une estimation prudente.

Recommandations:

Une augmentation progressive au cours des 3 prochaines années pour atteindre un total d'environ 100 millions de dollars par an pour la recherche sur la fertilité et la contraception est recommandée. Il s'agit d'une augmentation de 60 millions de dollars par rapport aux 40 millions de dollars actuellement dépensés annuellement par les principaux organismes fédéraux pour la recherche biomédicale. De cette augmentation, 40 millions de dollars seraient consacrés à la recherche à court terme ciblée. Les dépenses actuelles de 20 millions de dollars dans des approches à long terme consistant en grande partie en recherche biomédicale de base seraient doublées. Cet effort accru exigerait une dotation en personnel considérablement accrue des agences fédérales qui appuient ce travail. Les domaines recommandés pour une recherche plus approfondie sont:

1. Approches à court terme: Ces approches comprennent l'amélioration et les essais sur le terrain de la technologie existante et le développement de nouvelles technologies. On s'attend à ce que certaines de ces approches soient prêtes à être utilisées d'ici cinq ans. Les approches spécifiques à court terme qui méritent un effort accru sont les suivantes:

une. Les contraceptifs oraux sont devenus populaires et largement utilisés; Pourtant, les combinaisons et les doses optimales d'hormones stéroïdes pour les populations des PMA doivent être définies plus avant. Des études sur le terrain dans plusieurs contextes sont nécessaires. Environ. Augmentation des coûts: 3 millions de dollars par an.

b. Des dispositifs intra-utérins de taille, de forme et de bioactivité différentes doivent être développés

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

et testé pour déterminer les niveaux optimaux d'efficacité, de sécurité et d'acceptabilité. Environ.

Augmentation des coûts: 3 millions de dollars par an.

- c. Des méthodes améliorées de prédiction de l'ovulation seront importantes pour les couples qui souhaitent pratiquer le rythme avec plus d'assurance d'efficacité qu'ils ne le font actuellement. Environ. Augmentation des coûts: 3 millions de dollars par an.
- ré. La stérilisation des hommes et des femmes a été largement acceptée dans plusieurs domaines lorsqu'une procédure simple, rapide et sûre est facilement disponible. La stérilisation féminine a été améliorée grâce aux progrès techniques des laparoscopes, des culdoscopes et simplifie grandement les techniques chirurgicales abdominales. D'autres améliorations par l'utilisation de clips tubaires, d'approches trans-cervicales et de techniques plus simples peuvent être développées. Pour les hommes, plusieurs techniques actuelles sont prometteuses mais nécessitent plus de raffinement et d'évaluation. Environ. Augmentation du coût de 6 millions de dollars par an.
- e. Les contraceptifs injectables pour les femmes qui sont efficaces pendant trois mois ou plus et qui sont administrés par des professionnels de la santé constitueront sans aucun doute une amélioration significative. Les méthodes actuellement disponibles de ce type sont limitées par leurs effets secondaires et leurs dangers potentiels. Il y a des raisons de croire que ces problèmes peuvent être surmontés par des recherches supplémentaires. Environ. Augmentation des coûts: 5 millions de dollars par an.
- F. Les approches leuteolytiques et anti-progestérone pour le contrôle de la fertilité, y compris l'utilisation de prostaglandines, sont théoriquement intéressantes mais un travail considérable reste à faire. Environ. Augmentation des coûts: 7 millions de dollars par an.
- g. Méthodes non cliniques. Des recherches supplémentaires sur les méthodes non cliniques, notamment les mousses, les crèmes et les préservatifs, sont nécessaires. Ces méthodes peuvent être utilisées sans surveillance médicale. Environ. Augmentation des coûts; 5 millions de dollars par an.
- h. Etudes sur le terrain. Les essais cliniques de nouvelles méthodes dans des contextes d'utilisation sont essentiels pour tester leur valeur dans les pays en développement et pour sélectionner la meilleure de plusieurs méthodes possibles dans un contexte donné. Environ. Augmentation des coûts: 8 millions de dollars par an.

2. Approches à long terme: Des recherches accrues pour une meilleure compréhension de la physiologie de la reproduction humaine conduiront à de meilleures méthodes de contrôle de la fertilité à utiliser dans cinq à quinze ans. Il reste encore beaucoup à apprendre sur les aspects fondamentaux de la fertilité masculine et féminine et sur la manière dont la régulation peut être effectuée. Par exemple, un contraceptif masculin efficace et sûr est nécessaire, en particulier une injection qui sera efficace pendant des périodes de temps spécifiées. Des recherches fondamentales doivent être menées mais il y a des raisons de croire que le développement d'un contraceptif masculin injectable est faisable. Une autre méthode qui devrait être développée est une injection qui assurera à une femme des règles régulières. Le médicament serait administré par des professionnels de la santé une fois par mois ou au besoin pour régulariser le cycle menstruel. Les progrès scientifiques récents indiquent que ce

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

méthode peut être développée. Environ. Augmentation des coûts: 20 millions de dollars par an.

B. Développement de systèmes de prestation à faible coût

Discussion

À l'exception de la Chine, seuls 10 à 15% des populations des PMA sont actuellement effectivement atteints par les activités de planification familiale. Pour que les efforts visant à réduire la croissance rapide de la population réussissent, il est essentiel que les 85 à 90% des populations négligées des PMA aient accès à des services de planification familiale pratiques et fiables. De plus, ces personnes - principalement dans les zones rurales mais aussi dans les zones urbaines - ont non seulement tendance à avoir la fécondité la plus élevée, mais elles souffrent simultanément de la plus mauvaise santé, des pires niveaux nutritionnels et des taux de mortalité infantile les plus élevés.

Les services de planification familiale dans les PMA sont actuellement fournis par les moyens suivants:

1. Cliniques ou centres gérés par le gouvernement qui offrent seuls des services de planification familiale;
2. Cliniques ou centres gérés par le gouvernement qui offrent la planification familiale dans le cadre d'un service de santé plus large;
3. Programmes gérés par le gouvernement qui mettent l'accent sur le contact porte-à-porte des agents de planification familiale qui fournissent des contraceptifs à ceux qui le souhaitent et / ou les orientent vers des cliniques;
4. Cliniques ou centres gérés par des organisations privées (par exemple, des associations de planification familiale);
5. Les canaux commerciaux qui, dans de nombreux pays, vendent des préservatifs, des contraceptifs oraux et parfois de la mousse spermicide en vente libre;
6. Médecins privés.

Deux de ces moyens en particulier sont prometteurs pour permettre une expansion significative des services aux pauvres négligés:

1. Systèmes de prestation intégrés. Cette approche implique la fourniture de services de planification familiale en conjonction avec des services de santé et / ou de nutrition, principalement par le biais de programmes gérés par le gouvernement. Il existe de simples raisons logistiques qui plaident en faveur de la fourniture de ces services sur une base intégrée. Très peu de PMA disposent des ressources, tant financières que humaines, pour leur permettre de déployer des types de services individuels aux 85% négligés de leur population. En combinant une variété de services dans un seul mécanisme de prestation, ils peuvent obtenir un impact maximal avec les rares ressources disponibles.

En outre, la prestation de services de planification familiale dans le contexte de services de santé plus larges peut contribuer à rendre la planification familiale plus acceptable pour les dirigeants des PMA et les

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

diverses raisons (certaines idéologiques, d'autres simplement humanitaires) s'opposent à la planification familiale. La planification familiale dans le contexte de la santé montre une préoccupation pour le bien-être de la famille dans son ensemble et pas seulement pour la fonction reproductrice du couple.

Enfin, fournir des services intégrés de planification familiale et de santé sur une large base aiderait les États-Unis à faire face à l'accusation idéologique selon laquelle les États-Unis sont plus intéressés à réduire le nombre de PMA que dans leur avenir et leur bien-être. S'il est possible de faire valoir, et de faire valoir efficacement, que la limitation du nombre peut bien être l'un des facteurs les plus critiques pour renforcer le potentiel de développement et améliorer les chances de bien-être, nous devons reconnaître que ceux qui argumentent selon des lignes idéologiques ont fait un grand compte tenu du fait que la contribution des États-Unis aux programmes de développement et aux programmes de santé a régulièrement diminué, tandis que le financement des programmes de population n'a cessé d'augmenter. Si de nombreuses explications peuvent être avancées pour expliquer ces tendances, le fait est qu'elles ont été une responsabilité idéologique pour les États-Unis dans leurs relations cruciales en développement avec les PMA. AIDE dépense actuellement environ 35 millions de dollars par an dans des programmes bilatéraux pour la fourniture de services de planification familiale par le biais de systèmes de prestation intégrés. Toute action visant à étendre ces systèmes doit viser le déploiement de services vraiment à bas prix. Les services liés à la santé qui impliquent des structures physiques coûteuses, des compétences élevées et des méthodes d'approvisionnement coûteuses ne produiront pas le déploiement souhaité dans un délai raisonnable. Le test de base des méthodes à faible coût sera de savoir si les gouvernements des PMA concernés peuvent assumer la responsabilité des aspects financiers, administratifs, de main-d'œuvre et autres de ces extensions de service. En utilisant les structures et le personnel autochtones existants (y compris les médecins traditionnels qui, dans certains pays, ont manifesté un vif intérêt pour la planification familiale) et des méthodes de service faisant appel à un personnel simplement formé,

2. Chaînes commerciales. Dans un nombre croissant de PMA, les contraceptifs (tels que les préservatifs, la mousse et la pilule) sont mis à disposition sans prescription par des canaux commerciaux tels que les pharmacies. * L'approche commerciale offre un moyen pratique et peu coûteux de fournir des services de planification familiale, car il utilise un système de distribution existant et n'implique pas de financer l'expansion des installations publiques de prestation de services cliniques. L'AID et des organisations privées comme l'IPPF testent actuellement des programmes de distribution commerciale dans divers PMA pour obtenir de plus amples informations sur la faisabilité, les coûts et le degré d'acceptation de la planification familiale obtenus grâce à cette approche.

L'AID dépense actuellement environ 2 millions de dollars par an dans ce domaine.

Afin de stimuler la fourniture par les PMA de services de planification familiale adéquats, seuls ou en conjonction avec les services de santé, l'AID subventionne les achats de contraceptifs depuis un certain nombre d'années. Au cours de l'exercice 1973, demandes des programmes bilatéraux de l'AID et des bénéficiaires de subventions pour des fournitures de contraception — en particulier pour les contraceptifs oraux et les préservatifs — ont augmenté de façon marquée et ont continué de s'accroître au cours de l'exercice 1974. Une expansion rapide supplémentaire de la demande est

* Pour des raisons évidentes, l'initiative de distribuer des médicaments sur ordonnance par des canaux commerciaux devrait être prise par le gouvernement local et non par le gouvernement américain.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

attendue au cours des prochaines années à mesure que les efforts accumulés en matière de population / planification familiale au cours de la dernière décennie prennent de l'ampleur.

S'il est utile de subventionner la fourniture de contraceptifs à court terme afin d'élargir et de stimuler les programmes de planification familiale des PMA, à long terme, il ne sera pas possible de financer entièrement la demande de produits, ainsi que d'autres actions de planification familiale nécessaires, dans le AID et autres budgets des donateurs. Ces coûts doivent en fin de compte être supportés par les gouvernements des PMA et / ou les consommateurs individuels. Par conséquent, l'AID se concentrera de plus en plus sur le développement des capacités de production et d'achat de contraceptifs par les PMA eux-mêmes. L'AID doit cependant être prête à continuer de fournir de grandes quantités de contraceptifs au cours des prochaines années pour éviter une interruption préjudiciable des lignes d'approvisionnement des programmes alors que des efforts sont faits pour étendre la production et les actions d'achat des PMA. L'AID devrait également encourager d'autres donateurs et organisations multilatérales à assumer une plus grande part de l'effort, tant en ce qui concerne les actions à court terme pour subventionner les approvisionnements en contraceptifs que les actions à plus long terme visant à développer les capacités des PMA pour la production et l'achat de produits de base.

Recommandations:

1. L'AID devrait viser son programme d'aide à la population à aider à atteindre une couverture adéquate des couples ayant la fécondité la plus élevée et qui n'ont pas accès aux services de planification familiale.
2. Les approches de prestation de services qui semblent les plus prometteuses d'atteindre ces personnes doivent être vigoureusement poursuivies. Par exemple:
 - une. Les États-Unis devraient indiquer leur volonté de s'associer à d'autres donateurs et organisations pour encourager les gouvernements des PMA et d'autres institutions à poursuivre leurs actions afin de fournir des services de planification familiale et de santé à faible coût à des groupes de leur population qui ne sont pas actuellement atteints par ces services. Conformément au Titre X de la législation relative à l'AID et à la politique actuelle, l'AID devrait être prête à fournir une assistance substantielle dans ce domaine en réponse à des demandes solides.
 - b. Les services fournis doivent tenir compte des capacités des gouvernements ou des institutions des PMA à assumer l'entière responsabilité, dans des délais raisonnables, du financement et de la gestion du niveau des services concernés.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

- c. L'AID et les autres efforts d'assistance des donateurs devraient utiliser dans la mesure du possible les structures et le personnel autochtones pour fournir des services, et devraient viser le développement rapide de l'action locale (communautaire) et des capacités de maintien.
 - ré. L'AID devrait continuer à soutenir l'expérimentation de la distribution commerciale de contraceptifs et l'application de résultats utiles afin d'explorer plus avant la faisabilité et la reproductibilité de cette approche. Les efforts dans ce domaine de la part d'autres donateurs et organisations devraient être encouragés. Environ. Coût aux États-Unis: 5 à 10 millions de dollars par an.
3. En collaboration avec d'autres donateurs et organisations, l'AID devrait encourager activement le développement des capacités des PMA pour la production et l'achat des contraceptifs de planification familiale nécessaires.

Note de bas de page spéciale: Bien que les agences participant à cette étude n'aient pas de recommandations spécifiques à proposer sur l'avortement, les questions suivantes sont jugées importantes et devraient être considérées dans le contexte d'une stratégie démographique mondiale.

Avortement

1. Pratiques d'avortement dans le monde

Certains faits sur l'avortement doivent être appréciés:

-- Aucun pays n'a réduit sa croissance démographique sans recourir à l'avortement.

-- On estime que 30 millions de grossesses sont interrompues chaque année par l'avortement dans le monde. Le chiffre est une supposition. Des données plus précises indiquent qu'environ 7 pour cent de la population mondiale vit dans des pays où l'avortement est interdit sans exception et 12 pour cent dans des pays où l'avortement n'est autorisé que pour sauver la vie de la femme enceinte. Environ 15% vivent sous des statuts autorisant l'avortement pour des raisons médicales plus larges, c'est-à-dire pour éviter une menace pour la santé de la femme plutôt que pour sa vie, et parfois aussi pour des raisons eugéniques et / ou juridiques (viol, etc.). Les pays où des facteurs sociaux peuvent être pris en considération pour justifier l'interruption de grossesse représentent 22 pour cent de la population mondiale et ceux qui autorisent l'avortement volontaire pour au moins certaines catégories de femmes, 36 pour cent. Aucune information n'est disponible pour les 8 pour cent restants; il semblerait cependant que la plupart de ces personnes vivent dans des régions où les lois sur l'avortement sont restrictives.

-- Les lois sur l'avortement de nombreux pays ne sont pas strictement appliquées et certains avortements pour raisons médicales sont probablement tolérés dans la plupart des pays. Il est bien connu que dans certains pays aux lois très restrictives, les avortements peuvent être obtenus auprès des médecins ouvertement et sans intervention des autorités. À l'inverse, l'autorisation légale de l'avortement électif ne garantit pas que l'avortement sur demande est

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

toutes les femmes qui souhaitent que leur grossesse soit interrompue. Le manque de personnel médical et d'installations ou les attitudes conservatrices des médecins et des administrateurs d'hôpitaux peuvent effectivement réduire l'accès à l'avortement, en particulier pour les femmes économiquement ou socialement défavorisées.

2. Législation et politiques américaines relatives à l'avortement

Bien que la Cour suprême des États-Unis ait invalidé les lois sur l'avortement de la plupart des États en janvier 1973, le sujet reste politiquement sensible. Les actions du gouvernement américain relatives à l'avortement sont limitées comme indiqué par la législation fédérale suivante et les décisions politiques qui en résultent des départements et agences concernés.

une. Programme AID

La partie prédominante du programme d'aide à la population de l'AID s'est concentrée sur les méthodes contraceptives ou de prospective. L'AID a toutefois reconnu que dans les conditions des pays en développement, les méthodes de prévision sont non seulement souvent indisponibles, mais échouent souvent en raison de l'ignorance, du manque de préparation, du mauvais usage et de la non-utilisation. En raison de ces dernières conditions, un nombre croissant de femmes dans les pays en développement ont recours à l'avortement, généralement dans des conditions dangereuses et souvent mortelles. En effet, l'avortement, légal et illégal, est devenu aujourd'hui la méthode de contrôle de la fertilité la plus répandue dans le monde. Étant donné que, dans le monde en développement, la pratique de plus en plus répandue de l'avortement est souvent pratiquée dans des conditions dangereuses, l'AID recherché par la recherche pour réduire les risques pour la santé et les autres complexités qui découlent des formes illégales et dangereuses d'avortement. Un résultat a été le développement du kit de régulation menstruelle, un moyen simple, peu coûteux, sûr et efficace de contrôle de la fertilité qui est facile à utiliser dans les conditions des PMA.

L'article 114 de la loi de 1961 sur l'assistance à l'étranger (PL 93-189), telle que modifiée en 1974, ajoute pour la première fois des restrictions à l'utilisation des fonds de l'AID en matière d'avortement. La disposition stipule que «< Aucun des fonds mis à disposition pour mener à bien cette partie (partie I de la loi) ne sera utilisé pour payer la pratique d'avortements en tant que méthode de planification familiale ou pour motiver ou contraindre quiconque à pratiquer l'avortement. »

Afin de se conformer à l'article 114, l'AID a déterminé que les fonds d'aide étrangère ne seront pas utilisés pour:

- (je) se procurer ou distribuer du matériel fourni dans le but de provoquer des avortements comme méthode de planification familiale.
- (ii) soutenir directement les activités d'avortement dans les PMA. Cependant, l'AID peut fournir un appui aux programmes de population aux PMA et aux institutions pour autant que les fonds de l'AID soient entièrement attribuables aux aspects admissibles de ces programmes.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

(iii) des programmes d'information, d'éducation, de formation ou de communication qui promeuvent l'avortement comme méthode de planification familiale. Cependant, l'AID continuera à financer la formation des médecins des PMA aux dernières techniques utilisées dans la pratique de l'obstétrique-gynécologie et ne disqualifiera pas ces programmes de formation s'ils incluent l'interruption de grossesse dans le programme général. Une telle formation n'est dispensée qu'à l'élection des participants.

(iii) payer les femmes des PMA pour qu'elles se fassent avorter comme méthode de planification familiale ou payer des personnes pour pratiquer des avortements ou pour solliciter des personnes à se faire avorter.

Les fonds de l'AID peuvent continuer à être utilisés pour la recherche relative à l'avortement puisque le Congrès a spécifiquement choisi de ne pas inclure la recherche parmi les activités interdites.

Un effet majeur de la modification et de la détermination de la politique est que l'AID ne sera pas impliquée dans le développement ou la promotion du système menstruel.

Kit de régulation. Cependant, d'autres donateurs ou organisations pourraient s'intéresser à promouvoir avec leurs propres fonds la diffusion de cette méthode prometteuse de contrôle de la fécondité.

b. Programmes DHEW

L'article 1008 de la loi de 1970 sur les services de planification familiale et la recherche démographique (PL 91-572) stipule que "Aucun des fonds affectés à ce titre ne sera utilisé dans des programmes où l'avortement est une méthode de planification familiale." DHEW a strictement adhéré à l'intention du Congrès et ne soutient pas la recherche sur l'avortement. Les études sur les causes et les conséquences de l'avortement sont toutefois autorisées. L'extension de la loi sur les services de santé publique de 1973 (PL 9345) contient l'amendement de l'Église qui établit le droit des prestataires de soins de santé (individus et institutions) de refuser de pratiquer un avortement s'il entre en conflit avec des principes moraux ou religieux.

c. Projet de loi sur la recherche sur l'avortement

Il existe de nombreux amendements et projets de loi proposés par le Congrès qui sont plus restrictifs sur la recherche sur l'avortement que n'importe lequel des textes législatifs mentionnés ci-dessus.

Il ne serait pas sage de restreindre la recherche sur l'avortement pour les raisons suivantes:

1. La nature persistante et omniprésente de l'avortement.
2. Absence généralisée de techniques d'avortement sécurisé.
3. La restriction de la recherche sur les médicaments et dispositifs abortifs:

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

une. Éliminer éventuellement le développement ultérieur du DIU.

- b. Empêcher le développement de médicaments qui pourraient avoir d'autres utilisations bénéfiques. Un exemple est le méthotrexate (R) qui est maintenant utilisé pour guérir une tumeur jusqu'ici mortelle de l'utérus - le choriocarcinome. Ce médicament a d'abord été utilisé comme abortif.

C. Utilisation des moyens de communication de masse et des systèmes de communication par satellite pour la planification familiale

1. Utilisation des moyens de communication de masse pour la diffusion des services de planification familiale et Information.

Le potentiel de l'éducation et de ses divers médias est principalement fonction (a) des populations cibles où les conditions socio-économiques permettraient à des personnes raisonnables de changer de comportement en recevant des informations sur la planification familiale et (b) du développement adéquat de la motivation de fond contexte du message. Alors que les limitations dramatiques dans la disponibilité de tout message lié à la planification familiale sont les plus sévères dans les zones rurales des pays en développement, des lacunes encore plus graves existent dans la compréhension des incitations implicites dans le système pour les familles nombreuses et le potentiel du message d'information pour conditions.

Néanmoins, les progrès de la technologie des moyens de communication de masse ont conduit à suggérer que le besoin prioritaire pourrait résider dans l'utilisation de cette technologie, en particulier avec des populations rurales importantes et illettrées. Bien qu'il y ait des efforts en cours, ils n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Les principales agences américaines concernées n'ont pas encore intégré ou accordé une priorité suffisante aux informations sur la planification familiale et

programmes démographiques en général.

Pourtant, le travail de l'AID suggère que la radio, les affiches, le matériel imprimé et divers types de contacts personnels par les agents de santé / planification familiale ont tendance à être plus rentables que la télévision, sauf dans les zones (généralement urbaines) où un système de télévision est déjà en place et atteint plus que les classes moyennes et supérieures. Il y a de grandes possibilités d'utiliser les médias de masse, en particulier dans les étapes initiales de sensibilisation des gens aux avantages de la planification familiale et des services disponibles; de cette manière, les médias de masse peuvent compléter efficacement les communications interpersonnelles nécessaires.

Dans presque tous les pays du monde, il existe des canaux de communication (médias) disponibles, tels que la presse écrite, la radio, les affiches et les contacts personnels, qui atteignent déjà la grande majorité de la population. Par exemple, des études en Inde - avec seulement 30% d'alphabétisation, montrent que la plupart de la population est au courant du programme de planification familiale du gouvernement. Si la réponse est faible, ce n'est pas à cause du manque de médias pour transmettre les informations.

L'AID estime que le meilleur pari en matière de stratégie médiatique est d'encourager une utilisation intensive des médias déjà disponibles, ou disponibles à un coût relativement bas. Par exemple, la radio est un média qui, dans certains pays, atteint déjà un pourcentage important de la population rurale; une AID récente

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

Une étude financée par Stanford indique que la radio est aussi efficace que la télévision, coûte un cinquième de plus et offre plus de possibilités de programmation pour les besoins locaux et de rétroaction locale.

Recommandations

L'USAID et l'USIA devraient encourager d'autres donateurs et organisations de population à développer des programmes d'information et d'éducation complets traitant de la population et de la planification familiale en accord avec l'accent sur la population géographique et fonctionnelle discuté dans d'autres sections. Ces programmes devraient tirer parti des résultats de la vaste expérience de l'AID dans ce domaine et devraient inclure la prise en compte des facteurs sociaux, culturels et économiques du contrôle de la population ainsi que des facteurs strictement techniques et éducatifs.

2. Utilisation des satellites américains de diffusion pour diffuser des informations sur la planification familiale et la santé aux principaux pays des PMA

Discussion

Le problème de l'éducation est l'un des facteurs clés de l'utilisation efficace des techniques contraceptives existantes. En particulier, ce problème est le plus grave dans les zones rurales des pays en développement. Il est nécessaire de mettre au point un système de communication rentable conçu pour les zones rurales qui, avec les efforts gouvernementaux directs locaux, peut fournir des informations sanitaires complètes et en particulier des conseils sur la planification familiale. Une nouvelle technologie de soutien qui est en cours de développement est le satellite de diffusion. La NASA et Fairchild ont maintenant développé un ATS (Applied Technology Satellite), maintenant en orbite, qui a la capacité de diffuser des programmes de télévision éducatifs vers des zones isolées via de petits récepteurs communautaires peu coûteux.

Le sixième satellite de technologie des applications de la NASA a été lancé en orbite géosynchrone au-dessus des îles Galapagos le 30 mai 1974. Il sera utilisé pendant un an dans cette position pour fournir des services de santé et d'éducation à des millions d'Américains dans les régions éloignées des États des Rocheuses, en Alaska, et Appalaches. Pendant cette période, il sera mis à disposition pendant une courte période au Brésil afin de démontrer comment un tel satellite de diffusion peut être utilisé pour fournir des signaux à 500 écoles dans leur réseau de télévision éducative existant à 1400 miles au nord-est de Rio de Janeiro à Rio Grande do Norte .

Au milieu de 1975, ATS-6 sera déplacé vers un point au-dessus de l'océan Indien pour commencer à diffuser la télévision éducative en Inde. L'Inde élabore actuellement ses programmes de diffusion. Les signaux captés par l'un des deux émetteurs terrestres indiens seront rediffusés vers des stations individuelles dans 2500 villages et vers des installations de relais au sol desservant des réseaux comprenant 3000 autres. Cette opération au-dessus de l'Inde durera un an, après quoi l'Inde espère avoir son propre satellite de diffusion en préparation.

À terme, il sera possible de diffuser directement sur des téléviseurs individuels dans les zones rurales éloignées. Un tel «satellite de diffusion directe», qui est encore en cours de développement, pourrait un jour aller directement dans les récepteurs de télévision individuels. À l'heure actuelle, les signaux satellites diffusés vont au sol

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

stations de réception et sont relayés vers des téléviseurs individuels sur une base locale ou régionale. Ce dernier peut être utilisé dans les villes, villages et écoles.

L'espoir est que ces nouvelles technologies apporteront une contribution substantielle aux programmes de planification familiale, où la principale contrainte réside dans les services d'information. Le fait est cependant que l'information et l'éducation ne semblent pas être la principale contrainte à l'élaboration de programmes efficaces de planification familiale. L'AID elle-même a appris grâce à des intrants coûteux et intensifs qu'une approche de la planification familiale axée sur l'offre n'est pas et ne peut pas être pleinement efficace tant que le côté de la demande n'est pas compris et pris en compte.

Laissant de côté ce vaste problème, l'AID a une grande expérience pertinente dans les nombreux problèmes rencontrés dans l'utilisation des moyens de communication modernes pour l'éducation rurale de masse. Premièrement, la sensibilité des PMA à la diffusion par satellite est largement répandue, exprimée avec la plus grande vigueur au Comité de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU. De nombreux pays ne veulent pas d'émissions des pays voisins sur leur propre territoire et craignent la propagande indésirable et la subversion de la part de diffuseurs hostiles. L'expérience de la NASA suggère que les États-Unis doivent marcher très doucement lorsqu'ils discutent de l'aide au contenu des programmes. Des restrictions internationales peuvent être imposées aux types d'émissions proposées et il reste techniquement difficile de limiter la couverture de la zone de diffusion aux frontières nationales. Dans la mesure où les programmes sont développés conjointement et sont appréciés et voulus par les pays d'accueil,

Les praticiens de la technologie éducative s'entendent presque tous sur le fait que la technologie a des années d'avance sur le développement de logiciels ou de contenu. Ainsi, le coût par personne atteinte a tendance à être très élevé. En outre, compte tenu de la technologie actuelle, le public est limité à ceux qui sont prêts à marcher jusqu'à la télévision du village et à écouter des messages d'intérêt public et des études montrent une baisse du public au fil du temps avec un large public principalement pour le divertissement populaire. En outre, maintenir les récepteurs villageois en réparation est un problème difficile. Le coût élevé de l'élaboration des programmes demeure une contrainte sérieuse, d'autant plus qu'il y a si peu d'expérience dans la validation du contenu des programmes pour un large public.

Compte tenu de ces facteurs, il est clair qu'il faut procéder lentement à l'utilisation de cette technologie pour les PMA dans le domaine de la population.

Recommandations:

1. Les travaux des réseaux existants sur la population, l'éducation, l'ITV et les satellites de diffusion devraient être rassemblés pour mieux consolider les priorités relatives de la recherche, de l'expérimentation et de la programmation dans le domaine de la planification familiale. Une diffusion plus large de la vaste expérience de l'AID dans ces domaines serait probablement justifiée. Cela est d'autant plus vrai que des études spécifiques ont déjà été réalisées sur les programmes expérimentaux ATS-6 aux États-Unis, au Brésil et en Inde et chacun documente clairement le caractère très expérimental et les coûts élevés de l'effort. Ainsi, à ce stade, il est manifestement incompatible avec les objectifs démographiques des États-Unis ou des PMA d'allouer des sommes supplémentaires importantes à une technologie qui est expérimentale.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

2. Les fonds limités de planification familiale des donateurs et des bénéficiaires disponibles pour l'éducation / la motivation doivent être alloués sur une base de rentabilité. La télévision par satellite peut offrir des possibilités de rentabilité principalement là où la décision a déjà été prise — pour des raisons autres que la planification familiale — entreprendre des systèmes de télévision rurale à très grande échelle. Le cas échéant, dans ces pays, la technologie satellitaire devrait être utilisée lorsqu'elle est rentable. La recherche devrait accorder une attention particulière aux coûts et à l'efficacité par rapport aux médias alternatifs.

3. Lorsque le besoin d'éducation est établi et qu'un format efficace a été développé, nous recommandons une exploitation plus efficace des médias existants et conventionnels: radio, matériel imprimé, affiches, etc., comme indiqué dans la partie I ci-dessus.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

V. Action pour développer un engagement politique et populaire mondial en faveur de la stabilité de la population

Discussion :

Un effort beaucoup plus important et de haut niveau est nécessaire pour que les dirigeants des pays développés et en développement s'engagent davantage à entreprendre des efforts, proportionnés aux besoins, pour maîtriser la croissance démographique.

Aux États-Unis, nous n'avons pas encore de politique démographique nationale, même si l'on reconnaît largement que nous devons le faire - appuyés par les recommandations du remarquable rapport de la Commission sur la croissance démographique et l'avenir américain.

Bien que la croissance démographique mondiale soit largement reconnue au sein du gouvernement en tant que danger actuel de la plus grande ampleur qui appelle des mesures urgentes, il ne figure pas parmi les priorités des discussions avec les dirigeants d'autres nations.

Néanmoins, le Gouvernement des États-Unis et les organisations privées accordent plus d'attention à ce sujet que tout autre pays donateur à l'exception peut-être de la Suède, de la Norvège et du Danemark. La France n'apporte aucune contribution significative ni financièrement ni verbalement. L'URSS ne s'oppose plus aux efforts des agences américaines mais n'apporte aucun soutien.

Dans les PMA, bien que 31 pays, dont la Chine, disposent de programmes nationaux de contrôle de la croissance démographique et 16 autres incluent la planification familiale dans leurs services de santé nationaux — au moins dans une certaine mesure - l'engagement des dirigeants de certains de ces pays n'est ni élevé ni large. Ces programmes ne connaîtront qu'un succès modeste jusqu'à ce que les groupes de leadership acceptent de manière beaucoup plus forte et plus large leur véritable importance. Une telle acceptation et un tel soutien seront essentiels pour garantir que les programmes d'information, d'éducation et de services sur la population bénéficient d'un soutien moral, d'une capacité administrative, de compétences techniques et d'un financement gouvernemental essentiels.

Recommandations:

1. Pouvoir exécutif

une. Le Président et le Secrétaire d'État devraient s'attacher à discuter de notre préoccupation nationale concernant la croissance démographique mondiale lors de réunions avec les dirigeants nationaux lorsque cela serait pertinent.

b. Le pouvoir exécutif devrait accorder une attention particulière à l'information du Congrès sur les questions de population afin de stimuler le soutien et le leadership que le Congrès a exercés dans le passé. Un programme à cet effet devrait être développé par S / PM avec H et AID.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

2. Conférence mondiale sur la population

une. En plus des recommandations d'action spécifiques énumérées dans les sections précédentes,

Les agences américaines devraient utiliser le prestige du Plan d'action mondial pour la population pour faire progresser toutes les recommandations d'action pertinentes qu'il a formulées afin de générer des programmes plus efficaces de limitation de la croissance démographique. L'AID devrait se coordonner étroitement avec le FNUAP pour essayer d'accroître les ressources destinées aux programmes d'aide à la population, en particulier de la part de donateurs non traditionnels non membres de l'OCDE.

Les États-Unis devraient continuer à jouer un rôle de premier plan dans les discussions de l'ECOSOC et de l'Assemblée générale et dans l'examen du WPPA.

3. Département d'État

une. Le Département d'État devrait insister pour que soit organisé au siège de l'ONU un séminaire de haut niveau à l'intention du cabinet des PMA, des hauts fonctionnaires et des dirigeants non gouvernementaux ayant une responsabilité comparable en matière d'endoctrinement en matière de population. Ils devraient avoir l'occasion lors de ce séminaire de rencontrer les hauts fonctionnaires des agences des Nations Unies et les principaux experts en population de divers pays.

b. Le Département d'État devrait également encourager l'organisation d'un personnel chargé des politiques du FNUAP pour consulter les responsables des programmes de population des pays en développement et d'autres experts en matière de population afin d'évaluer les programmes et d'envisager les mesures nécessaires pour les améliorer.

c. Un haut fonctionnaire, de préférence avec une expérience d'ambassadeur, devrait être affecté dans chaque bureau régional chargé des PMA ou au Bureau de la population de l'État pour se concentrer à plein temps sur le développement de l'engagement des dirigeants des PMA à la réduction de la croissance démographique.

ré. Un haut fonctionnaire devrait être affecté au Bureau des affaires des organisations internationales pour suivre et faire pression sur l'action des institutions spécialisées des Nations Unies en matière de population dans les pays en développement.

e. Une partie du personnel temporaire actuel de S / PM aux fins de l'Année mondiale de la population et de la Conférence mondiale sur la population devrait être maintenue à titre permanent pour tirer parti de l'élan acquis par l'Année et la Conférence.

Autre vue sur 3.c.

b. Le Département devrait intensifier ses efforts pour aider l'Ambassadeur et d'autres

Le personnel du Gouvernement américain comprend les conséquences d'une croissance démographique rapide et les mesures correctives possibles.

c. Le Département accorderait également une attention accrue à l'élaboration d'un engagement à réduire la croissance démographique de la part des dirigeants des PMA.

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL

ré. Une main-d'oeuvre adéquate devrait être fournie au S / PM et dans d'autres parties du Département, le cas échéant, pour mettre en œuvre ces efforts accrus.

4. AI D. devrait élargir ses programmes pour mieux faire comprendre aux dirigeants des PMA les conséquences de la croissance démographique rapide et leur engagement à entreprendre des mesures correctives. Cela devrait inclure les actions nécessaires pour collecter et analyser des données démographiques adéquates et fiables à utiliser pour promouvoir la prise de conscience du problème et pour formuler des politiques et des programmes appropriés.
5. USIA. En tant qu'élément majeur de la politique d'information américaine, les programmes améliorés mais encore limités de l'USIA pour transmettre des informations sur les questions de population devraient être renforcés à un niveau proportionné à l'importance du sujet.

(FIN DU NSSM 200)

Conseil national de sécurité

Mémorandum (NSSM) 314

26 novembre 1975

CONFIDENTIEL